

Art. 40. Les articles 38 et 39 entrent en vigueur à une date fixée par arrêté royal et au plus tard le 31 décembre 2020.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—————
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)

Documents : 0280 – 54-3577

Compte rendu intégral : 4 avril 2019.

Art. 40. De artikelen 38 en 39 treden in werking op een datum bepaald bij koninklijk besluit en ten laatste op 31 december 2020.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)

Stukken : 0280 – 54-3577

Integraal verslag : 4 april 2019

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/41000]

13 AVRIL 2019. — Loi introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales*

Art. 2. Les dispositions qui suivent forment le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales :

"CODE DU RECOUVREMENT AMIABLE ET FORCE DES CREANCES FISCALES ET NON FISCALES

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent Code régit le recouvrement amiable et forcé des créances fiscales telles que définies par l'article 2, § 1^{er}, 7^o, et des créances non fiscales telles que définies par l'article 2, § 1^{er}, 8^o, dont le recouvrement est assuré par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales.

Toutefois, le présent Code ne régit le recouvrement :

1° de toute somme dont la perception et le recouvrement sont assurés en application de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, qu'en ce qui concerne les dispositions du présent Code qui sont rendues expressément applicables par ladite loi du 21 février 2003 ;

2° de toute condamnation en matière répressive à une amende, à une confiscation d'une somme d'argent qui comporte la création d'une créance recouvrable sur le patrimoine du condamné, à des frais de justice ou à une contribution, ainsi que de toute autre obligation à payer une somme en matière répressive, qu'en ce qui concerne les dispositions du présent Code qui sont rendues expressément applicables par le Code pénal, par le Code d'instruction criminelle ou par le règlement général sur les frais de justice en matière répressive établi par l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

Le présent Code ne fait pas obstacle à l'application des dispositions prévues par les lois fiscales, par les dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales ou par le droit commun

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/41000]

13 APRIL 2019. — Wet tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen*

Art. 2. De hiernavolgende bepalingen vormen het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen:

"WETBOEK VAN DE MINNELIJKE EN GEDWONGEN INVORDERING VAN FISCALE EN NIET-FISCALE SCHULDVORDERINGEN

TITEL 1. — *Algemene bepalingen*

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit Wetboek regelt de minnelijke en gedwongen invordering van de fiscale schuldvorderingen zoals gedefinieerd in artikel 2, § 1, 7^o en de niet-fiscale schuldvorderingen zoals gedefinieerd in artikel 2, § 1, 8^o, waarvan de invordering wordt verzekerd door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen.

Dit Wetboek regelt evenwel niet de invordering van:

1° elke som waarvan de inning en de invordering zijn verzekerd met toepassing van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, behoudens voor wat betreft de bepalingen van dit Wetboek die uitdrukkelijk van toepassing worden verklaard door voormelde wet van 21 februari 2003;

2° elke strafrechtelijke veroordeling tot een geldboete, tot een verbeurdverklaring van een geldsom die het ontstaan van een op het vermogen van de veroordeelde invorderbare schuldvordering bevat, tot de gerechtskosten of tot een bijdrage, evenals elke andere verplichting tot het betalen van een geldsom in strafzaken, behoudens voor wat betreft de bepalingen van dit Wetboek die uitdrukkelijk van toepassing zijn verklaard door het Strafwetboek, door het Wetboek van Strafvordering of door het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken vastgesteld door het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken.

Dit Wetboek doet geen afbreuk aan de toepassing van de bepalingen opgenomen in de fiscale wetten, in de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen of in het

compatibles avec celles du présent Code, et notamment au droit pour l'État de demander la réparation du dommage pouvant consister dans le non-paiement des créances fiscales et non fiscales par la constitution de partie civile et par l'action en responsabilité.

Par dérogation à l'alinéa 3, les dispositions du Code civil, Livre III, Titre III, Chapitre V, Section IV relatives à la compensation, ne sont pas applicables.

CHAPITRE 2. — *Définitions, modalités et conditions d'envoi et de notification des documents*

Art. 2. § 1^{er}. Au sens du présent Code et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° "receveur" : le comptable de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales, chargé du recouvrement des créances visées sous 7° et 8°, responsable devant la Cour des comptes ;

2° "fonctionnaires chargés du recouvrement" : les membres du personnel de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ;

3° "personne" :

a) une personne physique ;

b) une personne morale ;

c) une société non dotée de la personnalité morale, une fiducie, une association sans personnalité juridique ou un groupement ou une organisation quelconque ;

4° "conjoint" : une personne mariée ou un cohabitant légal ;

5° "redevable" :

a) la personne au nom de laquelle les créances fiscales et non fiscales sont reprises au rôle ou au registre de perception et recouvrement, ou à charge de laquelle la décision judiciaire portant condamnation au paiement des créances fiscales et non fiscales est prononcée ;

b) le débiteur effectif du précompte immobilier dans le cas visé à l'article 11, alinéa 2 ;

6° "codébiteur" : sous réserve de ce qui est prévu à l'article 11, alinéa 2, la personne qui n'est pas reprise au rôle ou au registre de perception et recouvrement, et dans la mesure où elle est tenue au paiement des créances fiscales et non fiscales en vertu du présent Code, des lois fiscales, des dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales ou du droit commun ;

7° "créances fiscales" :

a) les impôts, précomptes, taxes et droits suivants :

i. les impôts sur les revenus visés à l'article 1^{er} du Code des impôts sur les revenus 1992, en ce compris notamment les centimes additionnels visés à l'article 463bis du même Code ainsi que les taxes additionnelles visées à l'article 465 du même Code ;

ii. les précomptes visés à l'article 249 du Code des impôts sur les revenus 1992, en ce compris les centimes additionnels visés à l'article 464/1 du même Code ;

iii. les taxes assimilées aux impôts sur les revenus visées à l'article 1^{er} du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en ce compris les additionnels visés à l'article 42 du même Code ;

iv. la taxe sur la valeur ajoutée établie par le Code de la taxe sur la valeur ajoutée ;

v. les taxes visées au Livre II du Code des droits et taxes divers ;

vi. le droit de mise au rôle visé au Titre III, Chapitre I^{er}, Section I^{re} du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ;

b) les accroissements, amendes administratives et fiscales et accessoires afférents aux impôts, précomptes, taxes et droits visés sous a), ainsi que les accessoires afférents à ces accroissements, amendes administratives et fiscales: ces notions doivent être lues dans le sens des codes concernés. Sous la notion "accessoires", on entend les intérêts de retard, les frais d'exécution visés à l'article 1024 du Code judiciaire ainsi que les frais de la procédure d'expertise visée à l'article 59, § 2 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée ;

gemeen recht die in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit Wetboek, in het bijzonder het recht van de Staat om het herstel van schade te vorderen die kan bestaan uit de niet-betaling van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, door een burgerlijke partijstelling of door een aansprakelijkheidsvordering.

In afwijking van het derde lid zijn de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, Boek III, Titel III, Hoofdstuk V, Afdeling IV met betrekking tot de schuldvergelijking, niet van toepassing.

HOOFDSTUK 2. — *Definities, modaliteiten en voorwaarden voor de verzending en kennisgeving van documenten*

Art. 2. § 1. In de zin van dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° "ontvanger": de rekenplichtige van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, belast met de invordering van de schuldvorderingen bedoeld onder 7° en 8°, en verantwoordelijk ten overstaan van het Rekenhof;

2° "ambtenaren belast met de invordering": de personeelsleden van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

3° "persoon":

a) een natuurlijke persoon;

b) een rechtspersoon;

c) een vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid, een fiduciaire, vereniging zonder rechtspersoonlijkheid of om het even welke andere groepering of organisatie;

4° "echtgenoot": een gehuwd persoon of een wettelijk samenwonende;

5° "schuldenaar":

a) de persoon op wiens naam de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen zijn opgenomen in het kohier of in het innings- en invorderingsregister, of tegen wie de rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen werd uitgesproken;

b) de werkelijke schuldenaar van de onroerende voorheffing in het geval bedoeld in artikel 11, tweede lid;

6° "medeschuldenaar": onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 11, tweede lid, de persoon die niet in het kohier of in het innings- en invorderingsregister is opgenomen en in de mate dat deze gehouden is tot de betaling van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen op grond van dit Wetboek, de fiscale wetten, de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen of het gemeen recht;

7° "fiscale schuldvorderingen":

a) de volgende belastingen, voorheffingen, taksen en rechten:

i. de inkomstenbelastingen bedoeld in artikel 1 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hierin begrepen de opcentiemen bedoeld in artikel 463bis van hetzelfde Wetboek alsook de aanvullende belastingen bedoeld in artikel 465 van hetzelfde Wetboek;

ii. de voorheffingen bedoeld in artikel 249 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hierin begrepen de opcentiemen bedoeld in artikel 464/1 van hetzelfde Wetboek;

iii. de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen bedoeld in artikel 1 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, hierin begrepen de opdecimen bedoeld in artikel 42 van hetzelfde Wetboek;

iv. de belasting over de toegevoegde waarde ingevoerd door het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde;

v. de taksen bedoeld in Boek II van het Wetboek diverse rechten en taksen;

vi. het rolrecht bedoeld in Titel III, Hoofdstuk I, Afdeling I van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten;

b) de verhogingen, administratieve en fiscale geldboeten en bijbehoren met betrekking tot de belastingen, voorheffingen, taksen en rechten bedoeld onder a), evenals de bijbehoren met betrekking tot deze verhogingen, administratieve en fiscale geldboeten: deze begrippen moeten gelezen worden in de zin van de desbetreffende wetboeken. Onder het begrip "bijbehoren" wordt verstaan de nalatigheidsinteressen, de kosten van tenuitvoerlegging bedoeld in artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek en de kosten van de schattingsprocedure bedoeld in artikel 59, § 2 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde;

8° "créances non fiscales" :

a) toute somme de nature non fiscale due à l'État ou à des organismes d'État, en principal et accessoires, dont le recouvrement est assuré par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ;

b) toute somme de nature non fiscale due aux Communautés, aux Régions, ainsi qu'aux organismes d'intérêt public qui en dépendent, en principal et accessoires, dont le recouvrement est assuré par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales en application de la loi du 18 décembre 1986 ;

c) toute somme, en principal et accessoires, dont la perception et le recouvrement sont assurés en application de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances.

Sous la notion d'"accessoires" visés aux a), b) et c), on entend les intérêts de retard et les frais d'exécution visés à l'article 1024 du Code judiciaire ainsi que les frais de fonctionnement visés à l'article 5 de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances ;

9° "lois fiscales": les codes fiscaux à l'exception du présent Code, les lois, décrets et ordonnances contenant des dispositions fiscales, ainsi que les dispositions prises en exécution de ces codes, lois, décrets et ordonnances ;

10° "loi du 18 décembre 1986": la loi du 18 décembre 1986 habilitant l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales à effectuer le recouvrement des créances non fiscales pour le compte des Communautés, des Régions, ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent ;

11° "recours administratif": le recours administratif préalable organisé par ou en vertu des lois fiscales, au sens des articles 1385*decies* et 1385*undecies* du Code judiciaire ;

12° "numéro d'identification de la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale": numéro d'identification du registre attribué en application de l'article 4, § 2, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

§ 2. Lorsque le présent Code n'en a pas déjà disposé, le Roi fixe les modalités et conditions d'envoi et de notification des documents prévus par ce Code.

CHAPITRE 3. — *Du receveur et de la représentation de l'État belge*

Art. 3. Le receveur est chargé du recouvrement des créances fiscales et non fiscales.

Art. 4. Sans préjudice des compétences qui lui sont attribuées par le présent Code, les lois fiscales, les dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales ou d'autres dispositions légales spécifiques, le receveur intente également les actions en justice liées directement ou indirectement au recouvrement des créances fiscales et non fiscales au nom de l'État belge, Service public fédéral Finances ou du créancier pour le compte duquel il intervient.

Art. 5. Dans les procédures dans lesquelles un receveur ou un conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales intervient, la comparution en personne au nom de l'État belge, Service public fédéral Finances ou du créancier pour le compte duquel le receveur ou le conseiller général agit, peut être assurée par le receveur ou le conseiller général concerné ou par tout autre fonctionnaire du Service public fédéral Finances désigné à cette fin.

En outre, dans les procédures collectives d'insolvabilité dans lesquelles un receveur ou l'État belge, Service public fédéral Finances intervient, les actes et formalités inhérents à la procédure collective d'insolvabilité peuvent être accomplis au nom de l'État belge, Service public fédéral Finances ou du créancier pour le compte duquel le receveur assure le recouvrement par le receveur concerné ou par tout autre fonctionnaire du Service public fédéral Finances désigné à cette fin.

8° "niet-fiscale schuldvorderingen":

a) elke som van niet-fiscale aard verschuldigd aan de Staat of aan Staatsinstellingen in hoofdsom en bijbehoren, waarvan de invordering wordt verzekerd door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

b) elke som van niet-fiscale aard verschuldigd aan de Gemeenschappen, de Gewesten, evenals aan de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, in hoofdsom en bijbehoren, waarvan de invordering wordt verzekerd door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen in toepassing van de wet van 18 december 1986;

c) elke som, in hoofdsom en bijbehoren, waarvan de inning en de invordering wordt verzekerd in toepassing van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën.

Onder het begrip "bijbehoren" bedoeld in a), b) en c), begrijpt men de nalatigheidsinteressen en de kosten van tenuitvoerlegging bedoeld in artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek; alsook de werkkosten bedoeld in artikel 5 van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën.

9° "fiscale wetten": de fiscale wetboeken met uitzondering van dit Wetboek, de wetten, decreten en ordonnances die fiscale bepalingen bevatten, alsook de bepalingen genomen in uitvoering van deze Wetboeken, wetten, decreten en ordonnances;

10° "wet van 18 december 1986": de wet van 18 december 1986 houdende bevoegdverklaring van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen tot invordering van niet-fiscale schuldvorderingen voor rekening van de Gemeenschappen, de Gewesten en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen;

11° "administratief beroep": het voorafgaand administratief beroep georganiseerd door of krachtens de fiscale wetten, in de zin van de artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek;

12° "identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid": identificatienummer van het register toegekend in uitvoering van artikel 4, § 2 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

§ 2. Wanneer dit Wetboek er nog niet in voorziet, stelt de Koning de modaliteiten en voorwaarden voor de verzending en kennisgeving van de documenten bedoeld in dit Wetboek vast.

HOOFDSTUK 3. — *De ontvanger en de vertegenwoordiging van de Belgische Staat*

Art. 3. De ontvanger is belast met de invordering van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen.

Art. 4. Onverminderd de bevoegdheden die hem door dit Wetboek, de fiscale wetten, de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen of andere specifieke wettelijke bepalingen worden toegekend, stelt de ontvanger eveneens de rechtsvorderingen in die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de invordering van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen namens de Belgische Staat, Federale Overheidsdienst Financiën of namens de schuldeiser voor wiens rekening hij optreedt.

Art. 5. In procedures waarin een ontvanger of een adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen optreedt, kan de verschijning in persoon namens de Belgische Staat, Federale Overheidsdienst Financiën of namens de schuldeiser voor wiens rekening de ontvanger of de adviseur-generaal optreedt, worden gedaan door de betrokken ontvanger of adviseur-generaal of door elke andere daartoe aangestelde ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Financiën.

Bovendien kunnen in collectieve insolventieprocedures waarin een ontvanger of de Belgische Staat, Federale Overheidsdienst Financiën, betrokken is, de handelingen en de formaliteiten die inherent zijn aan de collectieve insolventieprocedure namens de Belgische Staat, Federale Overheidsdienst Financiën of namens de schuldeiser voor wiens rekening de ontvanger de invordering verzekert, door de betrokken ontvanger of door elke andere daartoe aangestelde ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Financiën uitgevoerd worden.

CHAPITRE 4. — Des titres exécutoires et de leur force exécutoire

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice de la mise en œuvre des mesures conservatoires ou de garantie, conformément au présent Code, aux lois fiscales, aux dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales ou au droit commun, le recouvrement des créances fiscales et non fiscales est poursuivi sur base d'un rôle ou d'un registre de perception et recouvrement rendus exécutoires, ou d'une décision judiciaire portant condamnation au paiement des créances fiscales ou non fiscales.

§ 2. En cas d'établissement du rôle ou du registre de perception et recouvrement visés au paragraphe 1^{er} par voie électronique, l'origine et l'intégrité du contenu de ce rôle ou de ce registre de perception et recouvrement sont assurées au moyen de techniques de protection adaptées.

§ 3. Le Service public fédéral Finances représenté par le Président du Comité de direction est le responsable du traitement au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE, conformément à la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisées par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions, pour les traitements des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions du présent Code.

§ 4. Le responsable du traitement publie sur le site internet du Service public fédéral Finances les informations nécessaires dont les personnes dont les données sont traitées ont besoin pour pouvoir exercer leurs droits visés aux articles 15 à 22 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 5. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, les registres de perception et recouvrement et les rôles ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement visé au paragraphe 3 et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Art. 7. Le rôle et le registre de perception et recouvrement sont aussi exécutoires contre les codébiteurs.

Section 2. — Dispositions particulières aux impôts sur les revenus, précomptes et taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 8. L'impôt sur les revenus ou le précompte enrôlé au nom de plusieurs personnes ne peut être recouvré à charge de chacune d'elles que pour la quotité afférente à ses revenus.

Le rôle est exécutoire contre chacune d'elles dans la mesure où l'impôt sur les revenus ou le précompte peut être recouvré à leur charge en vertu du présent Code, des lois fiscales ou du droit commun.

Art. 9. Le recouvrement d'un impôt sur les revenus établi conformément à l'article 126, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, sur les revenus d'un conjoint séparé de fait ne peut être poursuivi à charge de l'autre conjoint qu'à la condition :

1^o qu'une sommation de payer visée à l'article 13, § 1^{er}, ait été adressée au conjoint sur les revenus duquel l'impôt a été établi ;

2^o qu'une sommation de payer visée à l'article 13, § 2, ait été adressée à l'autre conjoint dans un délai qui prend cours le quinzième jour ouvrable suivant celui de l'envoi de la sommation de payer au conjoint

HOOFDSTUK 4. — De uitvoerbare titels en hun uitvoerbare kracht

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 6. § 1. Onverminderd het nemen van bewarende of waarborgmaatregelen, overeenkomstig dit Wetboek, de fiscale wetten, de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen of het gemeen recht, wordt de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen vervolgd op grond van een uitvoerbaar verklaard kohier of innings- en invorderingsregister of op grond van een rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van fiscale of niet-fiscale schuldvorderingen.

§ 2. Ingeval de kohier of innings- en invorderingsregister bedoeld in de eerste paragraaf op elektronische wijze worden opgemaakt, wordt de oorsprong en de integriteit van de inhoud van dit kohier of deze innings- en invorderingsregisters verzekerd door middel van geschikte beveiligingstechnieken.

§ 3. De Federale Overheidsdienst Financiën vertegenwoordigd door de Voorzitter van het Directiecomité is de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van de Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG en in overeenstemming met de wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën in het kader van zijn opdrachten, voor de verwerkingen van persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de bepalingen van dit Wetboek.

§ 4. De verwerkingsverantwoordelijken publiceert op de website van de Federale Overheidsdienst Financiën de informatie die de personen van wie de gegevens worden verwerkt nodig hebben om hun rechten bepaald in de artikelen 15 tot 22 van de Algemene Verordening 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG.

§ 5. Onverminderd de noodzakelijke bewaring voor de verdere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, worden de innings- en invorderingsregisters en kohieren niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden opgesteld of gehouden met een maximale bewaartermijn die verstrijkt op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de verjaring plaatsvindt van alle handelingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijken bedoeld in paragraaf 3 behoren en, in voorkomend geval, waarin de volledige betaling van alle ermee verbonden bedragen, evenals de definitieve beëindiging van de ermee verbonden procedures en administratieve en gerechtelijke beroepen, is geschied.

Art. 7. Het kohier en het innings- en invorderingsregister zijn ook uitvoerbaar tegen de medeschuldnaars.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen inzake inkomstenbelastingen, voorheffingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 8. De inkomstenbelasting of voorheffing ingekohierd op naam van meerdere personen kan slechts ten laste van elk van hen worden ingevorderd voor het gedeelte dat verband houdt met hun eigen inkomsten.

Het kohier is uitvoerbaar tegen elk van hen in de mate dat de inkomstenbelasting of voorheffing te hunnen laste kan worden ingevorderd op grond van dit Wetboek, de fiscale wetten of het gemeen recht.

Art. 9. De invordering van een inkomstenbelasting gevestigd overeenkomstig artikel 126, § 2, eerste lid, 2^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 op de inkomsten van een feitelijk gescheiden echtgenoot mag slechts worden vervolgd ten laste van de andere echtgenoot op voorwaarde dat:

1^o aan de echtgenoot op wiens inkomsten de belasting is gevestigd een aanmaning tot betaling bedoeld in artikel 13, § 1, werd verzonden;

2^o aan de andere echtgenoot een aanmaning tot betaling bedoeld in artikel 13, § 2, werd verzonden binnen een termijn die aanvangt de vijftiende werkdag volgend op die van de verzending van de

sur les revenus duquel l'impôt a été établi et se termine à la fin du quatrième mois de cet envoi.

Aucune sommation de payer ne peut être envoyée au conjoint sur les revenus duquel l'impôt a été établi aussi longtemps qu'il respecte les obligations du plan d'apurement qui lui a, le cas échéant, été consenti.

Art. 10. § 1^{er}. L'impôt sur les revenus ou la quotité de l'impôt sur les revenus afférent au revenu imposable de l'un des conjoints, le précompte et les taxes assimilées aux impôts sur les revenus enrôlés au nom de l'un d'eux peuvent, quel que soit le régime matrimonial ou celle que soit la convention notariée réglant les modalités de la cohabitation légale, être recouverts sur les biens propres et sur les biens communs des deux conjoints.

L'impôt sur les revenus ou la quotité de l'impôt sur les revenus afférent au revenu imposable de l'un des conjoints, ainsi que le précompte mobilier, le précompte professionnel et les taxes assimilées aux impôts sur les revenus enrôlés au nom de l'un d'eux ne peuvent toutefois être recouverts sur les biens propres de l'autre conjoint lorsque celui-ci peut établir :

1° qu'il les possédait avant le mariage ou avant la conclusion de la déclaration de cohabitation légale ;

2° qu'ils proviennent d'une succession ou d'une donation faite par une personne autre que son conjoint ;

3° qu'il les a acquis au moyen de fonds provenant de la réalisation de semblables biens ;

4° qu'il s'agit de revenus qui lui sont propres en vertu du droit civil ou de biens acquis au moyen de tels revenus.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en cas de séparation de fait des conjoints, l'impôt sur les revenus afférent aux revenus que l'un d'eux aura perçus à partir de la deuxième année civile suivant celle de la séparation de fait, ainsi que le précompte mobilier, le précompte professionnel et les taxes assimilées aux impôts sur les revenus qui auront été enrôlés au nom de l'un d'eux à partir de cette même année civile, ne peuvent plus être recouverts sur les revenus de l'autre conjoint ni sur les biens que celui-ci aura acquis au moyen de ces revenus.

§ 3. Après la dissolution du mariage ou la cessation de la cohabitation légale au sens de l'article 1476 du Code civil, les impôts sur les revenus et précomptes afférents à des revenus obtenus avant cette dissolution ou cette cessation par les conjoints, ainsi que les taxes assimilées aux impôts sur les revenus afférentes à la période antérieure à cette dissolution ou à cette cessation, peuvent être recouverts sur les biens des deux conjoints dans la mesure indiquée aux paragraphes 1^{er} et 2.

§ 4. Le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable aux impôts sur les revenus, aux précomptes et aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus afférents à la période antérieure au mariage et à la remise de la déclaration de cohabitation légale.

Art. 11. Jusqu'à la mutation d'une propriété dans les documents cadastraux, l'ancien titulaire du droit sur les biens imposables ou ses héritiers, à moins qu'ils ne fournissent la preuve du changement de titulaire du droit et qu'ils ne fassent connaître l'identité et l'adresse complètes du nouveau titulaire, sont responsables du paiement du précompte immobilier, sauf leur recours contre le nouveau titulaire du droit.

En cas de production de la preuve visée à l'alinéa 1^{er} ou de constatation de la mutation de propriété par tout fonctionnaire chargé du recouvrement, le recouvrement du précompte immobilier compris au rôle au nom de l'ancien titulaire du droit peut être poursuivi, en vertu du même rôle, à charge du débiteur effectif du précompte. Ce débiteur reçoit un nouvel exemplaire de l'avertissement-extrait de rôle portant qu'il est délivré en vertu de la présente disposition, et acquiert la qualité de redevable au sens du présent Code.

Par "mutation d'une propriété", on entend tout changement quelconque subi par une propriété, soit qu'elle change de propriétaire, soit qu'on la grève d'un droit d'emphytéose, d'usufruit, de superficie, d'usage ou d'habitation, ou que l'un de ces droits vienne à s'éteindre.

Par "titulaire du droit", on entend la personne qui détient le droit réel en vertu duquel le précompte immobilier est dû.

aanmaning tot betaling aan de echtgenoot op wiens inkomsten de belasting is gevestigd en die verstrijkt op het einde van de vierde maand van deze verzending.

Geen enkele aanmaning tot betaling mag worden toegezonden aan de andere echtgenoot op wiens inkomsten de belasting is gevestigd zolang hij de verplichtingen van het afbetalingsplan dat hem, in voorkomend geval, werd toegekend, naleeft.

Art. 10. § 1. De inkomstenbelasting of het gedeelte van de inkomstenbelasting in verband met het belastbare inkomen van één van de echtgenoten en de op naam van één van hen beiden ingekohierde voorheffing of met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen mogen, ongeacht het aangenomen huwelijksvermogensstelsel of ongeacht de notariële overeenkomst waarin de modaliteiten van de wettelijke samenwoning worden geregeld, op de eigen en gemeenschappelijke goederen van beide echtgenoten worden ingevorderd.

De inkomstenbelasting of het gedeelte van de inkomstenbelasting in verband met het belastbare inkomen van één van de echtgenoten, alsook de roerende voorheffing, de bedrijfsvoorheffing en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen ingekohierd op naam van één van hen, mogen evenwel niet op de eigen goederen van de andere echtgenoot worden ingevorderd wanneer deze laatst aantoon:

1° dat hij ze bezat vóór het huwelijk of vóór het afleggen van de verklaring van wettelijke samenwoning;

2° of dat zij voortkomen van een erfenis of van een schenking door een andere persoon dan zijn echtgenoot;

3° of dat hij ze heeft verkregen door middel van fondsen die voortkomen van de realisatie van dergelijke goederen;

4° of dat het gaat om inkomsten die hem krachtens het burgerlijk recht eigen zijn of om goederen die hij met zulke inkomsten heeft verworven.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan, in geval van feitelijke scheiding van de echtgenoten, de inkomstenbelasting op de vanaf het tweede kalenderjaar na de feitelijke scheiding verworven inkomsten van één van de echtgenoten, alsook de roerende voorheffing, de bedrijfsvoorheffing en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen die vanaf hetzelfde kalenderjaar op naam van één van hen wordt ingekohierd, niet meer worden ingevorderd op de inkomsten van de andere echtgenoot of op de goederen die deze met deze inkomsten heeft verworven.

§ 3. Na de ontbinding van het huwelijk of de beëindiging van de wettelijke samenwoning in de zin van artikel 1476 van het Burgerlijk Wetboek kunnen de inkomstenbelastingen en de voorheffingen die betrekking hebben op de inkomsten die de echtgenoten vóór die ontbinding of beëindiging hebben verkregen alsook de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen in verband met de periode vóór die ontbinding of beëindiging, worden ingevorderd op de goederen van de beide echtgenoten, op de wijze omschreven in paragrafen 1 en 2.

§ 4. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de inkomstenbelastingen, de voorheffingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen in verband met de periode vóór het huwelijk en vóór het afleggen van de verklaring van wettelijke samenwoning.

Art. 11. Zolang de overgang van een eigendom niet in de stukken van het kadaster is overgeschreven, zijn de vroegere houder van het recht op de belastbare goederen of zijn erfgenamen, tenzij zij bewijzen dat het recht op een andere houder is overgegaan en dat zij de volledige identiteit en adres van de nieuwe houder laten kennen, aansprakelijk voor de betaling van de onroerende voorheffing, behoudens hun verhaal op de nieuwe houder van het recht.

Ingeval van overlegging van het in het eerste lid bedoelde bewijsstuk of van de vaststelling van de overgang van de eigendom door een ambtenaar belast met de invordering, mag de invordering van de onroerende voorheffing, ingekohierd op naam van de vroegere houder van het recht, krachtens hetzelfde kohier worden voortgezet ten laste van de werkelijke schuldenaar van de voorheffing. Deze schuldenaar ontvangt een nieuw exemplaar van het aanslagbiljet met de vermelding dat het krachtens deze bepaling werd uitgereikt en hij de hoedanigheid van schuldenaar in de zin van dit Wetboek heeft verkregen.

Onder "overgang van eigendom" wordt verstaan elke verandering die een eigendom ondergaat, ofwel omdat hij van eigenaar verandert, ofwel omdat het goed bezwaard wordt met een recht van erfpacht, vruchtgebruik, opstal, gebruik of bewoning, of omdat één van deze rechten komt uit te doven.

Onder "houder van het recht" wordt verstaan degene die het zakelijk recht uitoefent krachtens hetwelk de onroerende voorheffing verschuldigd is.

Art. 12. L'administration ou l'organisme gestionnaire d'un bien de l'État, d'une Communauté ou d'une Région est responsable du paiement du précompte immobilier relatif à ce bien.

TITRE 2. — *Du recouvrement amiable*

CHAPITRE 1^{er}. — *De la sommation de payer*

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque le recouvrement d'une créance fiscale ou non fiscale est poursuivi à charge du redevable, une sommation de payer contenant de manière complète et non équivoque les données relatives à la créance est adressée par envoi ordinaire au redevable. La sommation de payer a effet à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date de son envoi. Cette sommation ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de dix jours à compter du premier jour suivant l'échéance légale de paiement de la créance fiscale ou non fiscale.

Lorsque le redevable n'a pas de domicile connu en Belgique ou à l'étranger, cette sommation de payer est adressée au procureur du Roi à Bruxelles.

§ 2. Lorsque le recouvrement d'une créance fiscale ou non fiscale est poursuivi à charge d'un codébitéur, une sommation de payer contenant un exemplaire de l'avertissement-extrait de rôle ou une copie de l'avis de perception et recouvrement, les causes légales ou réglementaires et le montant de la dette à sa charge, est adressée par envoi ordinaire au codébitéur. La sommation de payer a effet à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date de son envoi. Cette sommation ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de dix jours à compter du premier jour suivant l'échéance légale de paiement de la créance fiscale ou non fiscale.

Lorsque le codébitéur n'a pas de domicile connu en Belgique ou à l'étranger, cette sommation de payer est adressée au procureur du Roi à Bruxelles.

En matière d'impôts sur les revenus, de précomptes et de taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'envoi de l'exemplaire de l'avertissement-extrait de rôle conformément à l'alinéa 1^{er} ouvre au profit du codébitéur, à compter de la date d'effet de cet envoi, le délai de réclamation visé aux articles 371 et 373 du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 3. Les créances fiscales et non fiscales ne peuvent être recouvrées par une première voie d'exécution qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la sommation de payer visée au paragraphe 1^{er} ou au paragraphe 2, selon que le recouvrement est poursuivi à charge d'un redevable ou d'un codébitéur, sauf si les droits du Trésor sont en péril, auquel cas elles peuvent être recouvrées par voie d'exécution à compter de cette date d'effet.

Constitue une voie d'exécution au sens du présent article les voies d'exécution visées à la cinquième partie, titre III, du Code judiciaire ainsi que la saisie-arrêt exécution visée à l'article 21.

§ 4. Sauf si le présent Code en dispose autrement, le présent article ne fait obstacle ni à la mise en œuvre des mesures conservatoires ou de garantie conformément au présent Code, aux lois fiscales, aux dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales ou au droit commun, ni à la mise en œuvre des mesures de recouvrement prévues par le présent Code qui ne constitue pas des voies d'exécution, ni à l'application de l'article 334 de la loi-programme du 27 décembre 2004.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la mise en œuvre des mesures de recouvrement prévues par le présent Code qui ne constituent pas des voies d'exécution ainsi que l'application de l'article 334 de la loi-programme du 27 décembre 2004, à l'exception de l'affectation au titre de mesure conservatoire visée au paragraphe 4, alinéa 2 dudit article 334, ne peuvent, à l'égard d'un codébitéur, avoir lieu qu'à compter de la date d'effet de la sommation de payer qui lui est adressée conformément au paragraphe 2.

Art. 14. La sommation de payer visée à l'article 13 vaut mise en demeure. Elle fait courir, à compter de sa date d'effet, un intérêt de retard calculé au taux de l'intérêt légal en matière fiscale lorsque des intérêts de retard ne courent pas antérieurement.

L'intérêt de retard dû en vertu de l'alinéa 1^{er} est calculé par mois civil pour chaque créance fiscale et non fiscale sur le montant restant dû en principal, accroissements, amendes administratives et fiscales, arrondi au multiple inférieur le plus proche de 10 euros. Le mois de la date d'effet de la sommation de payer est négligé, mais le mois au cours

Art. 12. De administratie of instelling belast met het beheer van een goed van de Staat, een Gemeenschap of een Gewest is verantwoordelijk voor de betaling van de onroerende voorheffing die op dat goed betrekking heeft.

TITEL 2. — *De minnelijke invordering*

HOOFDSTUK 1. — *De aanmaning tot betaling*

Art. 13. § 1. Wanneer de invordering van een fiscale of niet-fiscale schuldvordering wordt vervolgd lastens een schuldenaar, wordt een aanmaning tot betaling, waarin de gegevens van de schuldvordering volledig en ondubbelzinnig zijn opgenomen, bij gewone zending aan de schuldenaar verzonden. De aanmaning tot betaling heeft uitwerking vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van haar verzending. Deze aanmaning mag niet verzonden worden dan na het verstrijken van een termijn van tien dagen, te rekenen van de eerste dag na het verstrijken van de wettelijke betaaltermijn van de fiscale of niet-fiscale schuldvordering.

Wanneer de schuldenaar geen gekende woonplaats in België of in het buitenland heeft, wordt deze aanmaning tot betaling aan de procureur des Konings te Brussel verzonden.

§ 2. Wanneer de invordering van een fiscale of niet-fiscale schuldvordering wordt vervolgd lastens een medeschuldenaar, wordt een aanmaning tot betaling, waarin een exemplaar van het aanslagbiljet of een afschrift van het innings- en invorderingsbericht, de wettelijke of reglementaire oorzaken en het bedrag van zijn schuld worden opgenomen, bij gewone zending aan de medeschuldenaar verzonden. De aanmaning tot betaling heeft uitwerking vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van haar verzending. Deze aanmaning mag niet verzonden worden dan na het verstrijken van een termijn van tien dagen, te rekenen van de eerste dag na het verstrijken van de wettelijke betaaltermijn van de fiscale of niet-fiscale schuldvordering.

Wanneer de medeschuldenaar geen gekende woonplaats in België of in het buitenland heeft, wordt deze aanmaning tot betaling aan de procureur des Konings te Brussel verzonden.

Inzake de inkomstenbelastingen, de voorheffingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, doet de verzending van het exemplaar van het aanslagbiljet overeenkomstig het eerste lid ten voordele van de medeschuldenaar, te rekenen vanaf de datum waarop deze verzending uitwerking heeft, de bezwaartermijn bedoeld in de artikelen 371 en 373 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 lopen.

§ 3. De fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen kunnen slechts worden ingevorderd door een eerste middel tot tenuitvoerlegging na het verstrijken van de termijn van een maand te rekenen vanaf de uitwerkingsdatum van de aanmaning tot betaling bedoeld in paragraaf 1 of in paragraaf 2, volgens dewelke de invordering wordt vervolgd ten laste van een schuldenaar of een medeschuldenaar, behalve indien de rechten van de Schatkist in het gedrang zijn, in welk geval zij mogen worden ingevorderd middels een middel tot tenuitvoerlegging te rekenen vanaf deze uitwerkingsdatum.

Maken een middel tot tenuitvoerlegging uit in de zin van dit artikel, de middelen tot tenuitvoerlegging bedoeld in het deel V, titel III, van het Gerechtelijk Wetboek alsook het uitvoerend beslag onder derden bedoeld in artikel 21.

§ 4. Behalve indien dit Wetboek anders bepaalt, doet dit artikel geen afbreuk aan het nemen van bewarende of waarborgmaatregelen overeenkomstig dit Wetboek, de fiscale wetten, de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen of het gemeen recht, noch aan het nemen van invorderingsmaatregelen bedoeld in dit Wetboek die geen middelen tot tenuitvoerlegging uitmaken, noch aan de toepassing van artikel 334 van de programmawet van 27 december 2004.

In afwijking van het eerste lid, mag het nemen van invorderingsmaatregelen bedoeld in dit Wetboek die geen middelen tot tenuitvoerlegging uitmaken evenals de toepassing van artikel 334 van de programmawet van 27 december 2004, met uitzondering van de aanwending ten bewarende titel bedoeld in paragraaf 4, tweede lid van dit artikel 334, ten aanzien van een medeschuldenaar, slechts plaatsvinden vanaf de uitwerkingsdatum van de aanmaning tot betaling die hem werd verzonden overeenkomstig paragraaf 2.

Art. 14. De aanmaning tot betaling bedoeld in artikel 13 geldt als ingebrekestelling. Zij doet, vanaf haar uitwerkingsdatum, een nalatighedsinterrest berekend tegen de wettelijke rentevoet in fiscale zaken lopen wanneer de nalatighedsinterresten niet eerder lopen.

De nalatighedsinterrest verschuldigd overeenkomstig het eerste lid wordt berekend per kalendermaand voor elke fiscale en niet-fiscale schuldvordering op het resterende verschuldigd bedrag in hoofdsom, verhogingen, administratieve en fiscale geldboeten, afgerond op het dichtstbijzijnde lagere veelvoud van 10 euro. De maand van de

duquel a lieu le paiement est compté pour un mois entier. L'intérêt d'un mois n'est réclamé que s'il atteint 5 euros.

CHAPITRE 2. — Des paiements

Art. 15. § 1^{er}. Sauf si les lois fiscales ou les dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales en disposent autrement, le paiement des créances fiscales et non fiscales est effectué d'une des manières suivantes :

1° par versement ou virement sur le compte financier "Perception et Recouvrement" de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ;

2° par tout moyen de paiement électronique agréé par le ministre des Finances ou son délégué, ayant pour effet de créditer, directement ou indirectement, le compte financier visé au 1° ;

3° entre les mains de l'huissier de justice, lorsque le paiement est poursuivi, à la requête du receveur, par cet huissier de justice.

Le Roi peut autoriser d'autres modes de paiement.

Le compte financier "Perception et Recouvrement" visé à l'alinéa 1^{er} est fixé par le Roi.

§ 2. Il est fait usage, lors du paiement visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de la communication déterminée par le Service public fédéral Finances.

Art. 16. Font foi du paiement :

- pour les versements, les accusés de réception datés par la société anonyme de droit public bpost ;

- pour les virements et les paiements par tout moyen de paiement électronique agréé par le ministre des Finances ou son délégué, les extraits de compte et les pièces y afférentes.

Art. 17. Le paiement des créances fiscales et non fiscales produit ses effets :

- pour les versements et pour les virements, à la date valeur du crédit au compte financier "Perception et Recouvrement" visé à l'article 15 ;

- pour les paiements par tout moyen de paiement électronique agréé par le ministre des Finances ou son délégué, le jour même de l'opération ;

- pour les paiements visés à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, à la date de la remise des fonds entre les mains de l'huissier de justice.

Le Roi détermine la date à laquelle le paiement sort ses effets lorsqu'il autorise un autre mode de paiement en vertu de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 18. § 1^{er}. Par dérogation aux règles d'imputation prévues par les lois fiscales, lorsqu'une personne est redevable de différentes sommes à titre de créances fiscales et non fiscales dont le paiement doit être effectué sur le compte financier "Perception et Recouvrement" visé à l'article 15, cette personne peut indiquer ce qu'elle entend apurer soit lors de chaque paiement qu'elle effectue par l'intermédiaire de la plate-forme électronique mise à sa disposition par le Service public fédéral Finances, soit lorsqu'elle le demande préalablement à son paiement auprès du service désigné à cette fin par le Roi.

En ce qui concerne chacune des sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales que la personne a indiqué vouloir acquitter conformément à l'alinéa 1^{er}, l'imputation est effectuée, nonobstant toute indication contraire de cette personne et sans préjudice de l'application de l'article 23 de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, selon l'ordre suivant :

1° sur les frais de toute nature exposés par le Service public fédéral Finances ;

2° sur les intérêts de retard ;

3° sur les accroissements et les amendes fiscales ou administratives ;

4° sur la créance fiscale ou non fiscale en principal restant due.

uitwerkingsdatum van de aanmaning tot betaling wordt niet gerekend, maar de maand in de loop waarvan de betaling gebeurt wordt gerekend voor een volledige maand. De interest van een maand wordt niet aangerekend wanneer hij geen 5 euro bedraagt.

HOOFDSTUK 2. — De betalingen

Art. 15. § 1. Behoudens indien de fiscale wetten of de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen anders bepalen, gebeurt de betaling van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen op een van de volgende manieren:

1° door storting of overschrijving op de financiële rekening "Inning en Invordering" van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

2° via elk door de minister van Financiën of zijn gemachtigde erkend elektronisch betaalmiddel, teneinde de financiële rekening bedoeld onder 1° rechtstreeks of onrechtstreeks te crediteren;

3° in handen van de gerechtsdeurwaarder, wanneer de betaling in opdracht van de ontvanger wordt opgevolgd door deze gerechtsdeurwaarder.

De Koning kan andere betalingswijzen toestaan.

De financiële rekening "Inning en Invordering" bedoeld in het eerste lid wordt door de Koning bepaald.

§ 2. Bij de betaling bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, wordt er gebruik gemaakt van de mededeling bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën.

Art. 16. Gelden als bewijs van betaling:

- voor stortingen, de door de naamloze vennootschap van publiek recht bpost gedateerde ontvangstbewijzen;

- voor overschrijvingen en betalingen via eender welk door de minister van Financiën of zijn gemachtigde erkend elektronisch betaalmiddel, de rekeninguittreksels en de bijbehorende stukken.

Art. 17. De betaling van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen heeft uitwerking:

- voor stortingen en voor overschrijvingen, op de valutadatum van de creditering op de financiële rekening "Inning en Invordering" bedoeld in artikel 15;

- voor betalingen via eender welk door de minister van Financiën of zijn gemachtigde erkend elektronisch betaalmiddel, op de dag zelf van de verrichting;

- voor in artikel 15, § 1, eerste lid, 3°, bedoelde betalingen, op de datum van de afgifte van de fondsen in handen van de gerechtsdeurwaarder.

De Koning bepaalt de datum waarop de betaling uitwerking heeft als Hij krachtens artikel 15, § 1, tweede lid, een andere betalingswijze toelaat.

Art. 18. § 1. In afwijking van de aanrekeningsregels die bepaald zijn in de fiscale wetten, kan een persoon, wanneer hij verschillende sommen verschuldigd is uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen waarvan de betaling moet gebeuren op de financiële rekening "Inning en Invordering" bedoeld in artikel 15, aangeven welke hij wil aanzuiveren ofwel bij elke betaling die hij verricht via het elektronisch platform dat de Federale Overheidsdienst Financiën hem ter beschikking stelt, ofwel wanneer hij het voorafgaand aan zijn betaling aanvraagt bij de daartoe door de Koning aangewezen dienst.

Voor elk verschuldigd bedrag uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen waarvan deze persoon aangegeven heeft dat hij het wenst aan te zuiveren overeenkomstig het eerste lid, gebeurt de aanrekening, niettegenstaande elke andersluidende aanduiding van deze persoon en onverminderd de toepassing van artikel 23 van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, in de onderstaande volgorde:

1° op de kosten van alle aard gemaakt door de Federale Overheidsdienst Financiën;

2° op de nalatigheidsinteresten;

3° op de verhogingen en de fiscale of administratieve geldboeten;

4° op de nog verschuldigde fiscale of niet-fiscale schuldvordering in hoofdsom.

§ 2. À défaut de cette indication, les paiements effectués, à quelque titre que ce soit, sur le compte financier visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et qui sont enregistrés au nom de cette personne, sont imputés au choix du fonctionnaire compétent, sous réserve :

a) que, sans préjudice de l'application de l'article 23, 1^o et 2^o, de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, les paiements sont imputés par priorité sur les frais de toute nature exposés par le Service public fédéral Finances, quelles que soient les créances fiscales et non fiscales auxquelles ils se rapportent ;

b) que, sans préjudice de l'application du a) et de l'article 23, 3^o à 6^o, de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, l'imputation est effectuée, en ce qui concerne chacune des créances fiscales et non fiscales que le fonctionnaire compétent entend apurer, selon l'ordre suivant: d'abord sur les intérêts de retard, ensuite sur les accroissements et les amendes fiscales ou administratives, et enfin sur la créance fiscale ou non fiscale en principal restant due.

TITRE 3. — Du recouvrement forcé

CHAPITRE 1^{er}. — Des poursuites

Art. 19. § 1^{er}. L'exécution d'un rôle ou d'un registre de perception et recouvrement rendus exécutoires ou d'une décision judiciaire portant condamnation au paiement des créances fiscales et non fiscales a lieu conformément aux dispositions du Code judiciaire, Cinquième partie, Titre III relatif aux exécutions forcées, sauf si le présent Code, les lois fiscales et les dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales en disposent autrement.

La remise, par le receveur à l'huissier de justice, d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle, d'une copie de l'avis de perception et recouvrement ou de l'expédition de la décision judiciaire conformément à l'article 1393 du Code judiciaire, vaut pouvoir pour toutes exécutions.

Lorsque à la requête d'un receveur, l'huissier de justice signifie un commandement de payer sur base d'un rôle ou d'un registre de perception et recouvrement rendu exécutoire, le commandement porte, en tête, un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle, ou une copie de l'avis de perception et recouvrement.

§ 2. En matière de taxe sur la valeur ajoutée, de taxes diverses, de droits de mise au rôle et de créances non fiscales, l'exécution du registre de perception et recouvrement ne peut être interrompue que par une action en justice.

En matière de créance non fiscale, à défaut d'autres dispositions attributives de compétence, l'action en justice est introduite devant le tribunal de première instance.

En matière d'impôts sur les revenus, de précomptes et de taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'exécution du rôle ne peut avoir lieu, en cas de recours administratif ou d'action en justice, que dans la mesure déterminée à l'article 61.

Art. 20. Les frais des envois recommandés prévues par le présent Code et relatives à l'exécution d'un rôle ou d'un registre de perception et recouvrement rendus exécutoires, ou d'une décision judiciaire portant condamnation au paiement des créances fiscales et non fiscales, sont, en application de l'article 1024 du Code judiciaire, à charge du redevable ou du codébitéur.

Art. 21. § 1^{er}. Le receveur peut faire procéder, par envoi recommandé, à la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable ou au codébitéur, à concurrence de tout ou partie du montant des créances fiscales et non fiscales dû par le redevable ou au paiement duquel le codébitéur est tenu.

Cette saisie sort ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

§ 2. À partir de la date d'effet de l'accord conclu à cette fin entre le tiers saisi et les services compétents du Service public fédéral Finances, le receveur peut effectuer la saisie-arrêt visée au paragraphe 1^{er} par voie électronique.

§ 2. Bij ontstentenis van dergelijke aanduiding worden de betalingen, onder gelijk welke titel, die uitgevoerd worden op de financiële rekening bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en die op naam van deze persoon geregistreerd worden, aangerekend volgens de keuze van de bevoegde ambtenaar, onder voorbehoud:

a) dat, onverminderd de toepassing van artikel 23, 1^o en 2^o, van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, de betalingen bij voorrang aangerekend worden op de kosten van alle aard gemaakt door de Federale Overheidsdienst Financiën, ongeacht de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen waarop ze betrekking hebben;

b) dat, onverminderd de toepassing van a) en van artikel 23, 3^o tot 6^o, van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, de aanrekening, voor wat betreft elk van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die de bevoegde ambtenaar wil aanzuiveren, in de volgende volgorde gebeurt: eerst op de nalatigheidsinteressen, vervolgens op de verhogingen en de fiscale of administratieve geldboeten, en ten slotte op de nog verschuldigde fiscale of niet-fiscale schuldvordering in hoofdsom.

TITEL 3. — De gedwongen invordering

HOOFDSTUK 1. — De vervolgingen

Art. 19. § 1. De tenuitvoerlegging van een uitvoerbaar verklaard kohier of innings- en invorderingsregister of van een rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen gebeurt in overeenstemming met de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, Deel V, Titel III met betrekking tot de gedwongen tenuitvoerlegging. Titel III met betrekking tot de gedwongen tenuitvoerlegging, behalve indien dit Wetboek, de fiscale wetten en de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet fiscale schuldvorderingen anders bepalen.

De overhandiging door de ontvanger aan de gerechtsdeurwaarder van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dit kohier, van een afschrift van het innings- en invorderingsbericht of van de uitgifte van de rechterlijke beslissing overeenkomstig artikel 1393 van het Gerechtelijk Wetboek, geldt als volmacht voor alle tenuitvoerleggingen.

Wanneer op verzoek van de ontvanger, de gerechtsdeurwaarder een bevel tot betaling betekent op basis van een uitvoerbaar verklaard kohier of innings- en invorderingsregister, bevat het bevel bovenaan een kohieruittreksel met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dat kohier of een afschrift van het innings- en invorderingsbericht.

§ 2. Inzake de belasting over de toegevoegde waarde, de diverse taken, de rolrechten en de niet-fiscale schuldvorderingen, kan de tenuitvoerlegging van het innings- en invorderingsregister slechts worden gestuit door een rechtsvordering.

Inzake niet-fiscale schuldvorderingen, wordt de rechtsvordering, bij ontstentenis van andere bevoegdheidsbepalingen, ingeleid voor de rechtbank van eerste aanleg.

Inzake inkomstenbelastingen, voorheffingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, kan de tenuitvoerlegging van het kohier, ingeval van een administratief bezwaar of een rechtsvordering, slechts plaatsvinden in zoverre als bepaald in artikel 61.

Art. 20. De kosten van de in dit Wetboek voorgeschreven aangetekende zendingen met betrekking tot de tenuitvoerlegging van een uitvoerbaar verklaard kohier, een innings- en invorderingsregister of een rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen zijn op grond van artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek ten laste van de schuldenaar of de medeschuldenaar.

Art. 21. § 1. De ontvanger kan, bij aangetekende zending, uitvoerend beslag onder derden leggen op de aan de schuldenaar of de medeschuldenaar verschuldigde of toebehorende sommen en zaken, tot beloop van het geheel of een deel van het bedrag van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen dat door de schuldenaar verschuldigd is of tot betaling van hetgeen waartoe de medeschuldenaar gehouden is.

Dit beslag heeft uitwerking vanaf de overhandiging van het stuk aan de geadresseerde.

§ 2. Vanaf de datum van de inwerkingtreding van het akkoord dat hiervoor tussen de derde-beslagene en de bevoegde diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën wordt gesloten, kan de ontvanger het in paragraaf 1 bedoelde beslag onder derden leggen op elektronische wijze.

Cet accord reste d'application tant que le tiers saisi ne l'a pas expressément dénoncé par envoi recommandé. La dénonciation prend effet à partir du premier jour du troisième mois qui suit la réception de sa notification par le service compétent du Service public fédéral Finances.

Dans les cas où il est fait usage de la faculté prévue à l'alinéa 1^{er}, la saisie-arrêt sort ses effets à compter de la date de l'accusé de réception de la saisie communiqué par le tiers saisi.

Lorsqu'une même saisie-arrêt est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement à l'alinéa 1^{er} et au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la saisie adressée conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne prévaut que lorsque la date de remise de la pièce au destinataire visée au § 1^{er}, alinéa 2, est antérieure à la date de l'accusé de réception communiqué par le tiers saisi visée à l'alinéa 3.

Les informations reprises dans la notification de saisie visée dans ce paragraphe et au paragraphe 1^{er} sont les mêmes qu'elles soient communiquées par voie électronique ou par envoi recommandé.

En cas d'envoi par voie électronique, l'origine et l'intégrité du contenu de la notification de saisie sont assurées au moyen de techniques de protection adaptées.

Pour que la notification de saisie soit valable comme saisie-arrêt, un certificat électronique est utilisé.

Quelle que soit la technique appliquée, il est garanti que seules les personnes habilitées ont accès aux moyens de création du certificat électronique.

Les procédures mises en œuvre permettent à la personne physique responsable de l'envoi d'être identifiée, ainsi que d'identifier le moment de l'envoi.

Dans le seul but d'exécuter les dispositions visées dans ce paragraphe, le redevable saisi ou le codébiteur saisi est identifié soit par le numéro d'identification du Registre national ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale lorsqu'il s'agit d'une personne physique, soit par le numéro d'identification de la Banque-carrefour des Entreprises lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

§ 3. La saisie-arrêt est également dénoncée au redevable ou au codébiteur par envoi recommandé. Lorsque le redevable ou le codébiteur n'a pas de domicile connu, la dénonciation de la saisie est faite par envoi recommandé au procureur du Roi à Bruxelles.

Le redevable ou le codébiteur peut faire opposition à la saisie-arrêt par envoi recommandé adressée au receveur dans les quinze jours du dépôt auprès du prestataire du service postal universel de la dénonciation de la saisie. Le redevable ou codébiteur en informe le tiers saisi dans le même délai par envoi recommandé.

Lorsque la saisie porte sur des revenus visés aux articles 1409, §§ 1^{er} et 1^{er}bis, et 1410 du Code judiciaire, la dénonciation contient, à peine de nullité, le formulaire de déclaration d'enfant à charge visé à l'article 1409ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

§ 4. La saisie-arrêt visée aux paragraphes 1^{er} et 2 donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le receveur, d'un avis de saisie comme prévu à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 5. Sous réserve de ce qui est prévu aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, alinéas 1^{er} et 2, et 1543, du Code judiciaire, sont applicables à cette saisie-arrêt, étant entendu que :

1° le tiers saisi peut également faire la déclaration des sommes ou effets, objets de la saisie, par voie électronique au receveur lorsque la saisie-arrêt est adressée selon la procédure prévue au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, dans ce cas, la date de la déclaration des sommes ou effets, objets de la saisie, est la date de l'accusé de réception communiqué par le service compétent du Service public fédéral Finances ;

2° le tiers saisi est tenu de vider ses mains conformément à l'article 1543 du Code judiciaire, sur production d'une copie de la dénonciation de la saisie visée au § 3, alinéa 1^{er}. Lorsque la saisie-arrêt est adressée selon la procédure prévue au § 2, alinéa 1^{er}, la production d'une copie de la dénonciation de la saisie est réputée accomplie par la communication au tiers saisi, par voie électronique, de la date de dépôt auprès du prestataire du service postal universel de la dénonciation de la saisie ;

Dit akkoord blijft van toepassing zolang de derde-beslagene het niet uitdrukkelijk bij aangetekende zending heeft opgezegd. De opzegging gaat in vanaf de eerste dag van de derde maand volgend op de ontvangst van de kennisgeving ervan door de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën.

In de gevallen waarin gebruik wordt gemaakt van de mogelijkheid bedoeld in het eerste lid, heeft het beslag onder derden uitwerking vanaf de datum van ontvangstmelding van het beslag door de derde-beslagene.

Wanneer eenzelfde beslag onder derden achtereenvolgens wordt gelegd volgens de procedures voorzien respectievelijk in het eerste lid en in § 1, eerste lid, zal het beslag gelegd overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, slechts primeren indien de overhandiging van het stuk aan de geadresseerde zoals bepaald in § 1, tweede lid, de datum van ontvangstmelding van het beslag door de derde-beslagene zoals bepaald in het derde lid, voorafgaat.

De informatie opgenomen in de kennisgeving van het beslag, bedoeld in deze paragraaf en in paragraaf 1 is dezelfde, ongeacht of ze wordt meegedeeld op elektronische wijze of door een aangetekende zending.

In geval van verzending op elektronische wijze, worden de oorsprong en de integriteit van de inhoud van de kennisgeving van het beslag verzekerd door middel van aangepaste beveiligingstechnieken.

Opdat de kennisgeving van het beslag op geldige wijze als beslag onder derden zou gelden, wordt een digitaal certificaat gebruikt.

Ongeacht de toegepaste techniek, wordt er gegarandeerd dat enkel de gerechtigde personen toegang hebben tot de middelen waarmee het digitaal certificaat wordt gecreëerd.

De gevolgde procedures laten toe dat de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor de verzending kan worden geïdentificeerd en dat het tijdstip van de verzending kan worden vastgesteld.

Met als enig doel de in deze paragraaf vermelde bepalingen uit te voeren, wordt de beslagen schuldenaar of de beslagen medeschuldenaar geïdentificeerd ofwel door het identificatienummer van het Rijksregister of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, wanneer het een natuurlijke persoon betreft, ofwel door het identificatienummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen wanneer het een rechtspersoon betreft.

§ 3. Het beslag onder derden wordt eveneens bij aangetekende zending aan de schuldenaar of de medeschuldenaar aangezegd. Indien de schuldenaar of de medeschuldenaar geen gekende woonplaats heeft, geschiedt de aanzegging van het beslag bij aangetekende zending aan de procureur des Konings te Brussel.

De schuldenaar of medeschuldenaar kan tegen het beslag onder derden bij aangetekende zending verzet aantekenen bij de ontvanger binnen de vijftien dagen te rekenen vanaf de afgifte bij de aanbieder van de universele postdienst van de aanzegging van het beslag. De schuldenaar of medeschuldenaar licht binnen dezelfde termijn bij aangetekende zending de derde-beslagene in.

Wanneer het beslag slaat op inkomsten bedoeld in de artikelen 1409, §§ 1 en 1bis, en 1410 van het Gerechtelijk Wetboek, bevat de aanzegging, op straffe van nietigheid, het aangifteformulier voor kind ten laste bedoeld in artikel 1409ter, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 4. Het in paragrafen 1 en 2 bedoelde beslag onder derden geeft aanleiding tot het opmaken en het verzenden, door de ontvanger, van een bericht van beslag zoals voorzien in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 5. Onder voorbehoud van het bepaalde in paragrafen 1, 2 en 3, zijn op dit beslag onder derden de bepalingen toepasselijk van de artikelen 1539, 1540, 1542, eerste en tweede lid en 1543 van het Gerechtelijk Wetboek, met dien verstande dat:

1° de derde-beslagene zijn verklaring van de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag eveneens op elektronische wijze aan de ontvanger kan doen wanneer het beslag onder derden volgens de procedure voorzien in paragraaf 2, eerste lid, werd gelegd; in dit geval is de datum van de verklaring van de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag de datum van ontvangstmelding die door de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën wordt meegedeeld;

2° de derde-beslagene er overeenkomstig artikel 1543 van het Gerechtelijk Wetboek toe gehouden is op overlegging van een afschrift van de aanzegging van het beslag, afgifte te doen van het in § 3, eerste lid bedoelde beslag. Wanneer het beslag onder derden wordt gelegd volgens de in § 2, eerste lid, bepaalde procedure, wordt de overlegging van een afschrift van de aanzegging van het beslag geacht vervuld te zijn door de mededeling aan de derde-beslagene, op elektronische wijze, van de datum van afgifte bij de aanbieder van de universele postdienst van de aanzegging van het beslag;

3° la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du receveur.

Dans le seul but d'exécuter les dispositions visées au présent paragraphe, le redevable saisi ou le codébiteur saisi est identifié soit par le numéro d'identification du Registre national ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale lorsqu'il s'agit d'une personne physique, soit par le numéro d'identification de la Banque-carrefour des Entreprises lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

§ 6. Le redevable ou codébiteur est avisé de la destination des paiements et du solde après paiements.

§ 7. La saisie-arrêt-exécution est pratiquée par exploit d'huissier, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît :

1° que le redevable ou le codébiteur s'oppose à la saisie-arrêt visée aux paragraphes 1^{er} et 2 ;

2° que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du redevable ou du codébiteur ;

3° que les sommes et effets font l'objet de la part d'autres créanciers, d'une opposition ou d'une saisie-arrêt antérieure à la saisie-arrêt visée aux paragraphes 1^{er} et 2 ;

4° que les effets doivent être réalisés.

Dans ces cas, la saisie-arrêt pratiquée par le receveur en application des paragraphes 1^{er} et 2 garde ses effets conservatoires si le receveur fait procéder par exploit d'huissier, comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire, à une saisie-arrêt-exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit :

1° soit le dépôt auprès du prestataire du service postal universel de l'opposition du redevable ou du codébiteur visée au paragraphe 3, alinéa 2, ou de la déclaration visée à l'article 1452 du Code judiciaire ;

2° soit l'accusé de réception de cette déclaration lorsqu'elle a été transmise par voie électronique comme prévu au § 5, alinéa 1^{er}, 1°.

Art. 22. Les délais d'opposition, d'appel et de cassation, ainsi que l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation sont suspensifs de l'exécution de la décision de justice afférente, même partiellement, à des mesures destinées à effectuer ou à garantir le recouvrement des créances fiscales et non fiscales.

CHAPITRE 2. — De la prescription

Section 1^{re}. — Des délais de prescription

Art. 23. § 1^{er}. Les impôts sur les revenus, les précomptes et les taxes assimilées aux impôts sur les revenus, ainsi que les accroissements et amendes administratives afférents à ces impôts, précomptes et taxes, se prescrivent par cinq ans à compter de la date d'exécutoire du rôle auquel ils sont portés conformément aux lois fiscales.

§ 2. La prescription de l'action en recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée, des intérêts de retard et des amendes fiscales est régie par les dispositions du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour autant que la prescription visée à l'alinéa 1^{er} ne soit pas déjà acquise, la taxe sur la valeur ajoutée, les intérêts de retard et les amendes fiscales repris dans un registre de perception et recouvrement rendu exécutoire se prescrivent par cinq ans à compter de la date d'exécutoire du registre de perception et recouvrement auquel ils sont repris conformément aux lois fiscales.

§ 3. La prescription de l'action en recouvrement des taxes diverses, des intérêts de retard et des amendes fiscales est régie par les dispositions du Code des droits et taxes divers.

Pour autant que la prescription visée à l'alinéa 1^{er} ne soit pas déjà acquise, la taxe, les intérêts de retard et les amendes fiscales repris dans un registre de perception et recouvrement rendu exécutoire se prescrivent par cinq ans à compter de la date d'exécutoire du registre de perception et recouvrement auquel ils sont repris conformément aux lois fiscales.

§ 4. La prescription de l'action en recouvrement du droit de mise au rôle, des intérêts de retard et des amendes administratives est régie par les dispositions du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, ou de ses arrêtés d'application.

3° de afgifte van het bedrag van het beslag geschiedt in handen van de ontvanger.

Met als enig doel de in deze paragraaf vermelde bepalingen uit te voeren, wordt de beslagen schuldenaar of de beslagen medeschuldenaar geïdentificeerd ofwel door het identificatienummer van het Rijksregister of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, wanneer het een natuurlijke persoon betreft, ofwel door het identificatienummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen wanneer het een rechtspersoon betreft.

§ 6. De schuldenaar of medeschuldenaar wordt op de hoogte gebracht van de bestemming van de betalingen en van het saldo na de betalingen.

§ 7. Het uitvoerend beslag onder derden geschiedt door middel van een deurwaardersexploot op de wijze bepaald in de artikelen 1539 tot 1544 van het Gerechtelijk Wetboek, wanneer blijkt:

1° dat de schuldenaar of medeschuldenaar zich verzet tegen het in de paragrafen 1 en 2 bedoelde beslag onder derden;

2° dat de derde-beslagene zijn schuld tegenover de schuldenaar of medeschuldenaar betwist;

3° dat de sommen en zaken het voorwerp zijn van een verzet of beslag onder derden vóór het in paragrafen 1 en 2, bedoelde beslag onder derden gedaan door andere schuldeisers;

4° dat de zaken te gelde moeten worden gemaakt.

In deze gevallen blijft het door de ontvanger overeenkomstig paragrafen 1 en 2 gelegde beslag onder derden zijn bewarend effect behouden wanneer een uitvoerend beslag onder derden bij deurwaardersexploot wordt gelegd als bepaald bij artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek, binnen een maand na:

1° ofwel de afgifte bij de aanbieder van de universele postdienst van het verzet van de schuldenaar of de medeschuldenaar als bepaald in paragraaf 3, tweede lid, of van de verklaring als bedoeld in artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek;

2° ofwel de ontvangstmelding van deze verklaring wanneer zij werd verzonden op elektronische wijze als voorzien in § 5, eerste lid, 1°.

Art. 22. De termijnen van verzet, hoger beroep en cassatie, alsmede het verzet, het hoger beroep en de voorziening in cassatie schorsen de tenuitvoerlegging van de rechterlijke beslissing die, zelfs gedeeltelijk, maatregelen betreffen die ertoe strekken de invordering van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen te verwezenlijken of te waarborgen.

HOOFDSTUK 2. — De verjaring

Afdeling 1. — De verjaringstermijnen

Art. 23. § 1. De inkomstenbelastingen, de voorheffingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, evenals de verhogingen en de administratieve geldboeten met betrekking tot deze belastingen en voorheffingen, verjaren door verloop van vijf jaren vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier waarin ze zijn opgenomen overeenkomstig de fiscale wetten.

§ 2. De verjaring van de vordering tot invordering van de belasting over de toegevoegde waarde, de nalatigheidsinteresten en de administratieve geldboeten wordt geregeld door de bepalingen van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Voor zover de verjaring bedoeld in het eerste lid nog niet verkregen is, verjaren de belasting over de toegevoegde waarde, de nalatigheidsinteresten en de administratieve geldboeten opgenomen in een uitvoerbaar verklaard innings- en invorderingsregister door verloop van vijf jaren vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het innings- en invorderingsregister waarin ze zijn opgenomen overeenkomstig de fiscale wetten.

§ 3. De verjaring van de vordering tot invordering van de diverse taksen, de nalatigheidsinteresten en de fiscale geldboeten wordt geregeld door de bepalingen van het Wetboek van diverse rechten en taksen.

Voor zover de verjaring bedoeld in het eerste lid nog niet verkregen is, verjaren de taks, de nalatigheidsinteresten en de fiscale geldboeten opgenomen in een uitvoerbaar verklaard innings- en invorderingsregister door verloop van vijf jaren vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het innings- en invorderingsregister waarin ze zijn opgenomen overeenkomstig de fiscale wetten.

§ 4. De verjaring van de vordering tot invordering van het rolrecht, de nalatigheidsinteresten en de administratieve geldboeten wordt geregeld door de bepalingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Pour autant que la prescription visée à l'alinéa 1^{er} ne soit pas déjà acquise, le droit de mise au rôle, les intérêts de retard et les amendes administratives repris dans un registre de perception et recouvrement rendu exécutoire se prescrivent par cinq ans à compter de la date d'exécutoire du registre de perception et recouvrement auquel ils sont repris conformément aux lois fiscales.

§ 5. Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales, la prescription de ces créances est régie par les dispositions du Code civil, livre III, titre XX, chapitre V.

Pour autant que la prescription visée à l'alinéa 1^{er} ne soit pas déjà acquise, les créances non fiscales reprises dans un registre de perception et recouvrement rendu exécutoire se prescrivent par cinq ans à compter de la date d'exécutoire du registre de perception et recouvrement auquel elles sont reprises conformément aux dispositions légales ou réglementaires afférentes à ces créances.

Section 2. — De l'interruption et de la suspension de la prescription

Art. 24. La prescription visée à l'article 23, § 1^{er}, § 2, alinéa 2, § 3, alinéa 2, § 4, alinéa 2 et § 5, alinéa 2, ainsi que la prescription des créances fiscales et non fiscales au paiement desquelles une décision judiciaire condamne le redevable, est interrompue :

1° de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil, à l'exclusion de l'article 2244, § 2 ;

2° par une renonciation au temps couru de la prescription ;

3° par l'envoi, par envoi recommandé, d'une sommation de payer contenant de manière complète et non équivoque les données relatives à la créance. La remise de la pièce au prestataire du service postal universel vaut notification à compter du troisième jour ouvrable suivant. Lorsque le redevable ou le codébiteur n'a pas de domicile connu en Belgique ou à l'étranger, cette sommation de payer est adressée par envoi recommandé au procureur du Roi à Bruxelles.

En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription.

Art. 25. § 1^{er}. L'acte introductif d'une instance en justice relative à l'application ou l'établissement, à la perception ou au recouvrement des créances fiscales et non fiscales qui est introduite par l'État belge, par le redevable de ces créances, par tout codébiteur, ainsi que par toute autre personne qui a un intérêt né et actuel à agir, suspend le cours de la prescription visée aux articles 23, § 1^{er}, § 2, alinéa 2, § 3, alinéa 2, § 4, alinéa 2, et § 5, alinéa 2, ainsi que la prescription des créances fiscales et non fiscales au paiement desquelles une décision judiciaire condamne le redevable.

La suspension se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

§ 2. La demande introductive du recours administratif suspend également le cours de la prescription.

La suspension se termine :

1° lorsque le redevable ou codébiteur a introduit une action en justice, le jour où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée ;

2° dans les autres cas, à l'expiration du délai ouvert au redevable ou codébiteur pour introduire un recours contre la décision administrative.

§ 3. Tout acte d'instruction ou de poursuite visé à l'article 22 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale relative aux infractions visées aux articles 449 à 452 du Code des impôts sur les revenus 1992, 73 et 73bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, 207 et 207bis du Code des droits et taxes divers et 85 à 88 du présent code, suspend le cours de la prescription des créances fiscales et non fiscales.

La suspension débute dès que l'action publique est mise en mouvement et se termine par l'abandon des poursuites pénales, l'extinction de l'action publique ou lorsque le jugement ou l'arrêt est coulé en force de chose jugée pour les infractions visées à l'alinéa 1^{er}.

Voor zover de verjaring bedoeld in het eerste lid nog niet verkregen is, verjaren het rolrecht, de nalatigheidsinteressen en de administratieve geldboeten opgenomen in een uitvoerbaar verklaard innings- en invorderingsregister door verloop van vijf jaren vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het innings- en invorderingsregister waarin ze zijn opgenomen overeenkomstig de fiscale wetten.

§ 5. Onder voorbehoud van de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen, wordt de verjaring van deze schuldvorderingen geregeld door de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, boek III, titel XX, hoofdstuk V.

Voor zover de verjaring bedoeld in het eerste lid nog niet verkregen is, verjaren de niet-fiscale schuldvorderingen opgenomen in een uitvoerbaar verklaard innings- en invorderingsregister door verloop van vijf jaren vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het innings- en invorderingsregister waarin ze zijn opgenomen overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot deze schuldvorderingen.

Afdeling 2. — De stuiting en schorsing van de verjaring

Art. 24. De verjaring bedoeld in artikel 23, § 1, § 2, tweede lid, § 3, tweede lid, § 4, tweede lid en § 5, tweede lid, evenals de verjaring van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen waartoe een rechterlijke beslissing de schuldenaar tot betaling veroordeelt, wordt gestuit:

1° op de wijze bepaald in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, met uitsluiting van artikel 2244, § 2;

2° door afstand van de op de verjaring verlopen termijn;

3° door de verzending bij aangetekende zending van een aanmaning tot betaling, waarin de gegevens van de schuldvordering volledig en ondubbelzinnig zijn opgenomen. De afgifte van het stuk bij de aanbieder van de universele postdienst geldt als kennisgeving vanaf de derde daarop volgende werkdag. Wanneer de schuldenaar of de medeschuldenaar geen gekende woonplaats in België of in het buitenland heeft, wordt deze aanmaning tot betaling bij aangetekende zending aan de procureur des Konings te Brussel verzonden.

In geval van stuiting van de verjaring treedt een nieuwe verjaring in, die op dezelfde wijze kan worden gestuit, door verloop van vijf jaren na de laatste stuitingsdaad waardoor de vorige verjaring is gestuit.

Art. 25. § 1. De inleidende akte van een rechtsgeding met betrekking tot de toepassing of de vestiging, de inning of de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die wordt ingesteld door de Belgische Staat, door de schuldenaar van deze schuldvorderingen, door elke medeschuldenaar, alsook door iedere andere persoon die een verkregen en dadelijk belang heeft om in rechte te treden, schorst de verjaring bedoeld in de artikelen 23, § 1, § 2, tweede lid, § 3, tweede lid, § 4, tweede lid, en § 5, tweede lid, alsook de verjaring van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen waartoe een rechterlijke beslissing de schuldenaar tot betaling veroordeelt.

De schorsing eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. Het verzoek waarbij het administratief beroep wordt ingeleid, schorst eveneens de verjaring.

De schorsing eindigt:

1° wanneer de schuldenaar of de medeschuldenaar een rechtsvordering heeft ingesteld, op de dag dat de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan;

2° in de andere gevallen, na verloop van de termijn die voor de schuldenaar of de medeschuldenaar openstaat om een beroep in te stellen tegen de administratieve beslissing.

§ 3. Elke daad van onderzoek of van vervolging bedoeld in artikel 22 van de Voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot de misdrijven bedoeld in de artikelen 449 tot 452 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, 73 en 73bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, 207 en 207bis van het Wetboek diverse rechten en taksen en 85 tot 88 van dit Wetboek, schorst de verjaring van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen.

De schorsing neemt aanvang vanaf het ogenblik dat de strafvordering wordt ingesteld en eindigt wanneer de strafvordering wordt stopgezet, de strafvordering uitdooft of wanneer het vonnis of het arrest in kracht van gewijsde is getreden voor de misdrijven bedoeld in het eerste lid.

CHAPITRE 3. — Des droits et privilèges du Trésor

Section 1^{re}. — Des garanties à fournir par certains redevables de la taxe sur les jeux et paris

Art. 26. Le Roi peut exiger des redevables de la taxe sur les jeux et paris visée au titre III du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus une garantie réelle dans les cas qu'il détermine et aux conditions qu'il fixe.

Le Roi détermine le montant de cette garantie en tenant compte de la nature et des conditions d'organisation des opérations.

Cette garantie doit être fournie au plus tard huit jours avant le commencement des opérations.

La garantie réelle s'entend d'un cautionnement en numéraire ou en fonds publics.

Section 2. — Du privilège et de l'hypothèque légale

Art. 27. Pour le recouvrement des créances fiscales et non fiscales, le Trésor a un privilège général sur les revenus et les biens meubles de toute nature du redevable et du codébiteur, à l'exception des navires et des bateaux.

Art. 28. Le privilège visé à l'article 27 prend rang immédiatement après le privilège mentionné à l'article 19, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le privilège en matière de précompte professionnel, de précompte mobilier, de taxe sur la valeur ajoutée et d'accroissements, d'amendes administratives et fiscales et d'accessoires afférents à ces précomptes et à cette taxe, ainsi qu'en matière d'accessoires afférents à ces accroissements et amendes administratives et fiscales, a le même rang que le privilège qui est visé à l'article 19, alinéa 1^{er}, 4^oter, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

L'affectation par préférence visée à l'article 19 *in fine* de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 est applicable aux créances fiscales et non fiscales visées à l'article 27.

Art. 29. Les créances fiscales et non fiscales sont garanties par une hypothèque légale sur tous les biens appartenant au redevable et au codébiteur, situés en Belgique et susceptibles d'hypothèque.

L'hypothèque légale prend rang à compter du jour de l'inscription qui en est faite à la requête du receveur.

Art. 30. Le receveur peut requérir l'inscription de l'hypothèque légale à compter de la date d'exécutoire du rôle ou du registre de perception et recouvrement, ou du moment où la décision judiciaire portant condamnation au paiement de la créance fiscale ou non fiscale est coulée en force de chose jugée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'inscription de l'hypothèque légale ne peut être requise à charge d'un codébiteur qu'à compter de la date d'effet de la sommation de payer visée à l'article 13, § 2, sauf lorsque les droits du Trésor sont en péril, auquel cas elle peut être requise à compter de la date d'exécutoire du rôle ou du registre de perception et recouvrement.

L'article XX.113 du Code de droit économique n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne la créance fiscale ou non fiscale reprise dans un rôle ou un registre de perception et recouvrement rendus exécutoires antérieurement au jugement déclaratif de la faillite, ou faisant l'objet d'une décision judiciaire portant condamnation au paiement de celle-ci coulée en force de chose jugée antérieurement au jugement déclaratif de la faillite.

Art. 31. L'inscription de l'hypothèque légale a lieu, nonobstant opposition, contestation ou recours, sur présentation d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle, d'une copie de l'avis de perception et recouvrement ou d'une copie de l'expédition de la décision judiciaire portant condamnation au paiement de la créance fiscale ou non fiscale garantie par l'hypothèque légale du Trésor.

Art. 32. L'inscription de l'hypothèque légale peut être requise pour une somme à arbitrer par le receveur, dans le bordereau, en représentation de tous les accessoires qui pourraient être dus avant l'acquiescement de la créance fiscale ou non fiscale en principal, additionnels, accroissements, amendes administratives et fiscales.

HOOFDSTUK 3. — De rechten en voorrechten van de Schatkist

Afdeling 1. — De door sommige schuldenaars van de belasting op de spelen en de weddenschappen te stellen waarborgen

Art. 26. De Koning kan van de schuldenaars van de belasting op de spelen en de weddenschappen bedoeld in titel III van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen een zakelijke waarborg eisen in de gevallen die Hij bepaalt en volgens de voorwaarden die Hij vaststelt.

De Koning bepaalt het bedrag van deze waarborg, rekening houdend met de aard en de organisatievoorwaarden van de verrichtingen.

Deze waarborg moet gesteld worden uiterlijk acht dagen voor de aanvang van de verrichtingen.

De zakelijke waarborg bestaat uit een borgstelling in geld of effecten.

Afdeling 2. — Het voorrecht en de wettelijke hypotheek

Art. 27. Voor de invordering van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen heeft de Schatkist een algemeen voorrecht op de inkomsten en roerende goederen van alle aard van de schuldenaar en de medeschuldenaar, met uitzondering van de schepen en vaartuigen.

Art. 28. Het voorrecht bedoeld in artikel 27 neemt rang onmiddellijk na het voorrecht vermeld in artikel 19, eerste lid, 5^o, van de hypotheekwet van 16 december 1851.

In afwijking van het eerste lid, heeft het voorrecht inzake bedrijfsvoorheffing, roerende voorheffing, belasting over de toegevoegde waarde en de verhogingen, administratieve geldboeten en bijbehoren die betrekking hebben op deze voorheffingen en op deze belasting, evenals het voorrecht inzake de bijbehoren die betrekking hebben op deze verhogingen en administratieve geldboeten, dezelfde rang als het voorrecht vermeld in artikel 19, eerste lid, 4^oter, van de hypotheekwet van 16 december 1851.

De aanwending bij voorrang, vermeld in artikel 19 *in fine* van de hypotheekwet van 16 december 1851, is van toepassing op de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen bedoeld in artikel 27.

Art. 29. De fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen zijn gewaarborgd door een wettelijke hypotheek op al de aan de schuldenaar en de medeschuldenaar toebehorende goederen, die in België gelegen en daarvoor vatbaar zijn.

De wettelijke hypotheek neemt rang te rekenen vanaf de dag van de inschrijving die is genomen op verzoek van de ontvanger.

Art. 30. De ontvanger kan de inschrijving van de wettelijke hypotheek vorderen vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier of van het innings- en invorderingsregister of vanaf het ogenblik dat de rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van de fiscale of niet-fiscale schuldvordering in kracht van gewijsde is getreden.

In afwijking van het eerste lid kan de inschrijving van de wettelijke hypotheek lastens een medeschuldenaar slechts gevorderd worden vanaf de uitwerkingsdatum van de aanmaning tot betaling bedoeld in artikel 13, § 2, behalve wanneer de rechten van de Schatkist in het gedrang komen, in welk geval zij gevorderd kan worden vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier of van het innings- en invorderingsregister.

Artikel XX.113 van het Wetboek van economisch recht is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek wat betreft de fiscale of niet-fiscale schuldvordering die is opgenomen in een kohier of een innings- en invorderingsregister dat vóór het vonnis van faillietverklaring uitvoerbaar werd verklaard, of die het voorwerp uitmaakt van een rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van deze schuldvordering die vóór het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is getreden.

Art. 31. De inschrijving van de wettelijke hypotheek heeft, niettegenstaande verzet, betwisting of beroep, plaats op voorlegging van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dat kohier, een afschrift van het innings- en invorderingsbericht of een afschrift van de uitgifte van de rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van de fiscale of niet-fiscale schuldvordering die gewaarborgd is door de wettelijke hypotheek van de Schatkist.

Art. 32. De inschrijving van de wettelijke hypotheek kan worden gevorderd voor een door de ontvanger in het borderel te bepalen bedrag, dat al de bijbehoren vertegenwoordigt die voor de vereffening van de fiscale of niet-fiscale schuldvordering in hoofdsom, opcentiemen, opdecimen, verhogingen en administratieve en fiscale geldboeten zouden kunnen verschuldigd zijn.

Art. 33. Les frais de formalités hypothécaires relatives à l'hypothèque légale sont à charge du redevable ou du codébiteur.

Art. 34. § 1^{er}. Le receveur donne mainlevée dans la forme administrative sans qu'il soit tenu, vis-à-vis de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale, de fournir la justification du paiement des sommes dues.

§ 2. Si, avant d'avoir acquitté la créance fiscale ou non fiscale garantie par l'hypothèque légale, l'intéressé désire en affranchir tout ou partie des biens grevés, il en fait la demande au receveur. Cette demande est admise si l'État a déjà ou s'il lui est donné sûreté suffisante pour le montant de ce qui lui est dû.

Section 3. — De la responsabilité et des obligations de certains officiers ministériels, fonctionnaires publics et autres personnes

Sous-section 1^{re}. — De la responsabilité et des obligations en matière d'établissement des actes ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un bien susceptible d'hypothèque

Art. 35. § 1^{er}. Le notaire requis de dresser un acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un bien susceptible d'hypothèque, est personnellement responsable au sens de l'article 1382 du Code civil, du paiement des créances fiscales et non fiscales pouvant donner lieu à inscription hypothécaire, s'il n'en avise pas :

1° le service en charge de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique ;

2° le receveur dont relève le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien faisant l'objet de l'acte, ou le receveur du service désigné à cette fin par le Roi lorsque le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien a sa résidence à l'étranger, lorsque la communication de l'avis ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°. Dans ce cas, l'avis est adressé par envoi recommandé.

Si l'acte envisagé n'est pas passé dans les trois mois à compter de l'envoi de l'avis, celui-ci sera considéré comme non avenu.

§ 2. Lorsqu'un même avis est adressé successivement selon les procédures prévues respectivement au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'avis établi conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de l'avis établi conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 3. Lorsque la communication de l'avis est effectuée conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la date d'envoi de l'avis s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances.

§ 4. Le Roi fixe les conditions d'application pratiques du présent article.

Art. 36. Si l'intérêt du Trésor l'exige, le receveur compétent notifie au notaire, avant l'expiration du douzième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avis prévu à l'article 35, le montant des créances fiscales et non fiscales pouvant donner lieu à l'inscription de l'hypothèque légale du Trésor sur le bien faisant l'objet de l'acte :

1° par voie électronique, selon une procédure déterminée par le Roi ;

2° par envoi recommandé, lorsque la communication de la notification ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°, ou lorsque le notaire a adressé l'avis visé à l'article 35, § 1^{er}, par envoi recommandé.

Lorsqu'une même notification est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, la notification établie conformément à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de la notification établie conformément à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Lorsque la notification est effectuée conformément à l'alinéa 1^{er}, 1°, la date d'envoi de la notification s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service Technologie de l'information et de la communication de l'expéditeur de l'avis visé à l'article 35, § 1^{er}.

Art. 33. De kosten van de hypothecaire formaliteiten in verband met de wettelijke hypotheek zijn ten laste van de schuldenaar of de medeschuldenaar.

Art. 34. § 1. De ontvanger verleent handlichting in de administratieve vorm zonder dat hij, tegenover de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie, gehouden is verantwoording van de betaling van de verschuldigde sommen te verstrekken.

§ 2. Zo de betrokkene, alvorens de fiscale of niet-fiscale schuldvordering vereffend te hebben die door de wettelijke hypotheek gewaarborgd is, wenst alle of een deel van de bezwaarde goederen vrij te maken van hypotheek, dient hij daartoe een verzoek in bij de bevoegde ontvanger. Dat verzoek wordt ingewilligd zo de Staat reeds voldoende zekerheid bezit, of zo deze hem wordt gegeven, voor het bedrag van hetgeen hem verschuldigd is.

Afdeling 3. — De aansprakelijkheid en plichten van sommige ministeriële officieren, openbare ambtenaren en andere personen

Onderafdeling 1. — De aansprakelijkheid en plichten inzake de opmaak van akten die de vervreemding of hypothecaire aanwending van een voor hypotheek vatbaar goed tot voorwerp hebben

Art. 35. § 1. De notaris die verzocht is om een akte op te maken die de vervreemding of de hypothecaire aanwending van een voor hypotheek vatbaar goed tot voorwerp heeft, is persoonlijk aansprakelijk, in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, voor de betaling van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die tot een hypothecaire inschrijving aanleiding kunnen geven, indien hij daarvan geen bericht geeft aan:

1° de dienst belast met de informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, op elektronische wijze;

2° de ontvanger waaronder de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed dat het voorwerp van de akte is, ressorteert, of de ontvanger van de dienst die door de Koning daarvoor is aangewezen wanneer de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed zijn verblijfplaats in het buitenland heeft, wanneer het bericht omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°. In dat geval wordt het bericht bij aangetekende zending verzonden.

Indien de akte waarvan sprake niet verleden wordt binnen de drie maanden te rekenen van de verzending van het bericht, wordt het als niet bestaande beschouwd.

§ 2. Wanneer eenzelfde bericht achtereenvolgens verzonden wordt overeenkomstig de procedures voorzien respectievelijk in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, dan zal het bericht opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 2°, slechts primeren indien de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van het bericht opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1°, voorafgaat.

§ 3. Wanneer het bericht meegedeeld is overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, wordt onder de verzendingsdatum van het bericht verstaan de datum van ontvangstmelding meegedeeld door de dienst die daarvoor door de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

§ 4. De Koning stelt de praktische toepassingsvoorwaarden van dit artikel vast.

Art. 36. Indien het belang van de Schatkist dit vereist, geeft de bevoegde ontvanger aan de notaris, vóór het verstrijken van de twaalfde werkdag volgend op de verzending van het in artikel 35 bedoelde bericht, kennis van het bedrag van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die aanleiding kunnen geven tot inschrijving van de wettelijke hypotheek van de Schatkist op het goed dat het voorwerp van de akte is:

1° op elektronische wijze, volgens de door de Koning bepaalde procedure;

2° bij aangetekende zending, wanneer de kennisgeving omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°, of wanneer de notaris het bericht bedoeld in artikel 35, § 1, heeft verzonden bij aangetekende zending.

Wanneer eenzelfde kennisgeving achtereenvolgens wordt verzonden volgens de procedures voorzien respectievelijk in het eerste lid, 1° en 2°, dan zal de kennisgeving opgesteld overeenkomstig het eerste lid, 2°, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van de kennisgeving opgesteld overeenkomstig het eerste lid, 1°, voorafgaat.

Wanneer de kennisgeving is meegedeeld overeenkomstig het eerste lid, 1°, is de datum van de verzending van de kennisgeving de datum van de ontvangstbevestiging meegedeeld door de dienst informatie- en communicatietechnologie van de afzender van het bericht bedoeld in artikel 35, § 1.

Art. 37. § 1^{er}. Lorsque l'acte visé à l'article 35 est passé, la notification visée à l'article 36 emporte saisie-arrêt entre les mains du notaire sur les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable ou du codébiteur et vaut opposition sur le prix au sens de l'article 1642 du Code judiciaire dans les cas où le notaire est tenu de répartir ces sommes et valeurs conformément aux articles 1639 à 1654 du Code judiciaire.

Sans préjudice des droits des tiers, lorsque l'acte visé à l'article 35 est passé, le notaire est tenu, sous réserve de l'application des articles 1639 à 1654 du Code judiciaire, de verser entre les mains du receveur visé à l'article 36, au plus tard le huitième jour ouvrable qui suit la passation de l'acte, les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable ou du codébiteur, à concurrence du montant des créances fiscales et non fiscales qui lui ont été notifiées en exécution de l'article 36 et dans la mesure où ces créances peuvent faire l'objet de voies d'exécution.

En outre, lorsque les sommes et valeurs ainsi saisies-arrêtées sont inférieures à l'ensemble des sommes dues aux créanciers inscrits et aux créanciers opposants, en ce compris le receveur, le notaire doit, sous peine d'être personnellement responsable au sens de l'article 1382 du Code civil de l'excédent, en informer au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la passation de l'acte :

1° le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique ;

2° le receveur visé à l'article 36, par envoi recommandé, lorsque le notaire ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, communiquer l'information conformément au 1° ou lorsqu'il a adressé l'avis visé à l'article 35, § 1^{er}, par envoi recommandé.

Selon le cas, la date de l'information est celle de la date de l'accusé de réception communiqué par le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, ou de la date d'envoi de l'envoi recommandé.

§ 2. Lorsqu'une même information est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1° et 2°, l'information établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2°, prévaut seulement lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de l'information établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1°.

§ 3. Sans préjudice des droits des tiers, la transcription ou l'inscription de l'acte n'est pas opposable à l'État, si l'inscription de l'hypothèque légale a lieu dans les huit jours ouvrables de la date de l'information visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 4.

Sont inopérantes au regard des créances fiscales et non fiscales notifiées en exécution de l'article 36, toutes les créances non inscrites pour lesquelles saisie ou opposition n'est pratiquée qu'après l'expiration du délai prévu au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

§ 4. Le Roi fixe les conditions d'application pratiques du présent article.

Art. 38. Les inscriptions prises après le délai prévu à l'article 37, § 3, alinéa 1^{er}, ou pour sûreté de créances fiscales et non fiscales qui n'ont pas été notifiées conformément à l'article 36, ne sont pas opposables au créancier hypothécaire, ni à l'acquéreur qui pourra en requérir la mainlevée.

Art. 39. La responsabilité encourue par le notaire, en vertu des articles 35 et 37, ne peut excéder, suivant le cas, la valeur du bien aliéné ou le montant de l'inscription hypothécaire, déduction faite des sommes et valeurs saisies-arrêtées entre ses mains.

Art. 40. Les articles 35 à 39 sont applicables à toute personne habilitée à donner l'authenticité aux actes visés à l'article 35.

Art. 41. Moyennant l'accord du redevable ou du codébiteur, les banques soumises à la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ainsi que les prêteurs en crédit hypothécaire et les intermédiaires en crédit hypothécaire soumis au livre VII, titre 4, chapitre 4 du Code de droit économique, sont autorisés à adresser l'avis prévu à l'article 35 et qualifiés pour recevoir la notification visée à l'article 36.

Art. 37. § 1. Wanneer de in artikel 35 bedoelde akte verleden is, geldt de in artikel 36 bedoelde kennisgeving als beslag onder derden in handen van de notaris op de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de schuldenaar of de medeschuldenaar en geldt ze als verzet tegen de prijs in de zin van artikel 1642 van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waarin de notaris gehouden is deze bedragen en waarden overeenkomstig de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek te verdelen.

Onverminderd de rechten van derden, is de notaris ertoe gehouden, wanneer de in artikel 35 bedoelde akte verleden is, onder voorbehoud van toepassing van de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek, de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de schuldenaar of de medeschuldenaar, uiterlijk de achtste werkdag die volgt op het verlijden van de akte, aan de in artikel 36 bedoelde ontvanger te storten tot beloop van het bedrag van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die hem in uitvoering van artikel 36 ter kennis werden gebracht en in zoverre deze schuldvorderingen het voorwerp kunnen zijn van middelen tot tenuitvoerlegging.

Daarenboven, wanneer de aldus door beslag onder derden getroffen sommen en waarden minder bedragen dan het totaal van de sommen verschuldigd aan de ingeschreven schuldeisers en aan de verzetdoende schuldeisers, hierin begrepen de ontvanger, moet de notaris, op straffe van persoonlijke aansprakelijkheid in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek voor het overschot, uiterlijk de eerste werkdag die volgt op het verlijden van de akte hierover informeren aan:

1° de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, op elektronische wijze;

2° de ontvanger bedoeld in artikel 36, bij aangetekende envoi, wanneer de notaris omwille van overmacht of een technische storing de inlichtingen niet kan verstrekken overeenkomstig de bepaling onder 1° of wanneer hij het bericht bedoeld in artikel 35, § 1, bij aangetekende zending heeft verzonden.

De datum van de inlichting is, naargelang het geval, de datum van ontvangstmelding meegedeeld door de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, of de verzendingsdatum van de aangetekende zending.

§ 2. Wanneer eenzelfde inlichting achtereenvolgens gegeven wordt overeenkomstig respectievelijk paragraaf 1, derde lid, 1° en 2°, dan zal de inlichting opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, 2°, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van de inlichting opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, 1°, voorafgaat.

§ 3. Onverminderd de rechten van derden, kan de overschrijving of inschrijving van de akte niet aan de Staat worden tegengeworpen indien de inschrijving van de wettelijke hypotheek geschiedt binnen de acht werkdagen van de datum van de inlichting bedoeld in paragraaf 1, vierde lid.

Alle niet-ingeschreven schuldvorderingen waarvoor slechts na het verstrijken van de in paragraaf 1, derde lid bepaalde termijn wordt beslag gelegd of verzet aangetekend, zijn zonder uitwerking ten opzichte van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, welke ter uitvoering van artikel 36 werden ter kennis gebracht.

§ 4. De Koning stelt de praktische toepassingsvoorwaarden van dit artikel vast.

Art. 38. De inschrijvingen genomen na de in artikel 37, § 3, eerste lid bedoelde termijn, of tot zekerheid van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen waarvoor de in artikel 36 bedoelde kennisgeving niet werd gedaan, kunnen niet worden ingeroepen tegen de hypothecaire schuldeiser, noch tegen de verkrijger die handlichting ervan zal kunnen vorderen.

Art. 39. De aansprakelijkheid door de notaris opgelopen krachtens de artikelen 35 en 37 kan, naar het geval, de waarde van het vervreemde goed of het bedrag van de hypothecaire inschrijving, na aftrek van de sommen en waarden waarop in zijn handen beslag onder derden werd gelegd, niet te bovengaan.

Art. 40. De artikelen 35 tot 39 zijn van toepassing op elke persoon die bevoegd is om authenticiteit te verlenen aan de in artikel 35 bedoelde akten.

Art. 41. Met akkoord van de schuldenaar of de medeschuldenaar zijn de banken, onderworpen aan de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, evenals de kredietgevers en bemiddelaars inzake hypothecair krediet, onderworpen aan boek VII, titel 4, hoofdstuk 4 van het Wetboek van economisch recht, gemachtigd het in artikel 35 bedoelde bericht te verzenden en zijn zij bevoegd om de in artikel 36 bedoelde kennisgeving te ontvangen.

La remise d'une attestation par ces organismes au notaire relativement à l'envoi de l'avis et à la suite y donnée par le receveur, substitue la responsabilité de ces organismes à celle du notaire.

Art. 42. Aucun acte passé à l'étranger et ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un immeuble ou d'un bateau ne sera admis en Belgique, à la transcription ou à l'inscription dans les registres de la publicité hypothécaire en ce qui concerne les immeubles, ou dans le Registre naval belge en ce qui concerne les bateaux, s'il n'est accompagné d'un certificat du receveur visé à l'article 35.

Ce certificat doit attester soit que le propriétaire ou le titulaire du droit réel n'est pas redevable de sommes à titre de créances fiscales et non fiscales pouvant donner lieu à inscription hypothécaire, soit que l'hypothèque légale garantissant ces créances fiscales et non fiscales dues a été inscrite.

Sous-section 2. — De la responsabilité et des obligations en matière d'établissement d'un acte ou d'un certificat d'hérédité visés à l'article 1240bis du Code civil

Art. 43. § 1^{er}. Les notaires requis de rédiger l'acte ou le certificat d'hérédité visés à l'article 1240bis du Code civil sont personnellement responsables au sens de l'article 1382 du Code civil, du paiement des sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales par le *de cuius*, ses héritiers et légataires dont l'identité est mentionnée dans l'acte ou le certificat, ou les bénéficiaires d'une institution contractuelle consentie par le *de cuius*, et qui sont susceptibles d'être notifiées conformément à l'article 44, s'ils n'en avisent pas :

1° le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique ;

2° les receveurs dont relèvent le *de cuius* et les ayants droit dont l'identité est mentionnée dans l'acte ou le certificat d'hérédité, ainsi que le receveur du service désigné à cette fin par le Roi lorsque le *de cuius* et/ou l'un de ses ayants droit ont leur résidence à l'étranger, lorsque la communication de l'avis ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°. Dans ce cas, l'avis est adressé par envoi recommandé.

S'agissant de sommes dues par le *de cuius*, la responsabilité visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à la valeur de la succession.

S'agissant de sommes dues par des ayants droit, la responsabilité visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à la valeur des avoirs qui échoient à l'ayant droit dont l'identité est mentionnée dans l'acte ou le certificat et à propos duquel la responsabilité du notaire est engagée.

§ 2. Si l'acte ou le certificat visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'est pas passé dans les trois mois à compter de l'envoi de l'avis, celui-ci est considéré comme non avenu.

§ 3. Lorsqu'un même avis est adressé successivement selon les procédures visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'avis établi conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de l'avis établi conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 4. Lorsque l'avis est communiqué conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la date d'envoi de l'avis s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances.

§ 5. L'avis mentionne l'identité du *de cuius*, de ses héritiers ou légataires, ainsi que du bénéficiaire éventuel d'une institution contractuelle.

Pour l'application de cette disposition, l'identité comprend :

1° pour les personnes physiques, le nom, le prénom, et, le cas échéant, le numéro d'identification du Registre national ou, à défaut, le numéro d'identification à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des intéressés, ou, à défaut de tels numéros, leur date de naissance ;

2° pour les personnes morales, les trusts, les fiducies et les constructions juridiques similaires, la dénomination sociale, le siège social et, le cas échéant, le numéro d'identification à la Banque-carrefour des Entreprises.

§ 6. Le Roi détermine les autres conditions et les modalités pratiques d'application du présent article.

De afgifte van een attest door die instellingen aan de notaris betreffende de verzending van het bericht en het gevolg daaraan gegeven door de ontvanger, stelt de aansprakelijkheid van die instellingen in de plaats van die van de notaris.

Art. 42. Geen akte die in het buitenland verleden is en de vervreemding of hypotheecaire aanwending van een onroerend goed of een schip tot voorwerp heeft, wordt in België tot overschrijving of inschrijving in de registers van de hypotheecaire openbaarmaking, wat de onroerende goederen betreft, of in het Belgisch Scheepsregister, wat de schepen betreft, toegelaten, indien zij niet vergezeld gaat van een attest van de ontvanger bedoeld in artikel 35.

Dit attest moet vaststellen ofwel dat de eigenaar of de houder van een zakelijk recht geen sommen verschuldigd is uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die tot een hypotheecaire inschrijving aanleiding kunnen geven, ofwel dat de wettelijke hypotheek, die de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen waarborgt, ingeschreven is.

Onderafdeling 2. — De aansprakelijkheid en plichten inzake de opmaak van een akte of attest van erfopvolging bedoeld in artikel 1240bis van het Burgerlijk Wetboek

Art. 43. § 1. De notarissen die verzocht zijn om een in artikel 1240bis van het Burgerlijk Wetboek bedoelde akte of attest van erfopvolging op te maken, zijn persoonlijk aansprakelijk in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, voor de betaling van de door de erflater, zijn erfgenamen en legatarissen, waarvan de identiteit vermeld is in de akte of het attest, of de begunstigden van een door de erflater gemaakte contractuele erfstelling, verschuldigde sommen uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die ter kennis gebracht kunnen worden overeenkomstig artikel 44, indien zij daarvan geen bericht geven aan:

1° de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, en dit op elektronische wijze;

2° de ontvangers waaronder de erflater en de rechtverkrijgenden waarvan de identiteit vermeld is in de akte of het attest van erfopvolging ressorteren, evenals de ontvanger van de dienst die door de Koning daarvoor is aangewezen, wanneer de erflater en/of een van zijn rechtverkrijgenden in het buitenland verblijven, wanneer het bericht omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°. In dat geval wordt het bericht bij aangetekende zending verzonden.

Wanneer het gaat om door de erflater verschuldigde sommen, is de aansprakelijkheid bedoeld in het eerste lid beperkt tot de waarde van de nalatenschap.

Wanneer het gaat om door de rechtverkrijgenden verschuldigde sommen is de aansprakelijkheid bedoeld in het eerste lid beperkt tot de waarde van de tegoeden die toekomen aan de rechtverkrijgende waarvan de identiteit vermeld is in de akte of het attest en betreffende dewelke de notaris aansprakelijk kan worden gesteld.

§ 2. Indien de in § 1, eerste lid, bedoelde akte of het attest niet wordt opgesteld binnen de drie maanden te rekenen van de verzending van het bericht, wordt het als niet bestaande beschouwd.

§ 3. Wanneer eenzelfde bericht achtereenvolgens verzonden wordt overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, en 2°, dan zal het bericht opgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 2°, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van het bericht opgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, voorafgaat.

§ 4. Wanneer het bericht meegedeeld is overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, wordt onder de verzendingsdatum van het bericht verstaan de datum van ontvangstmelding meegedeeld door de dienst die daarvoor door de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

§ 5. Het bericht vermeldt de identiteit van de erflater, van zijn erfgenamen of legatarissen alsook van de eventuele begunstigde van een contractuele erfstelling.

Voor de toepassing van deze bepaling omvat de identiteit:

1° voor natuurlijke personen, de naam, de voornaam en, in voorkomend geval, het identificatienummer van het Rijksregister of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de betrokkenen, of, bij gebrek aan zulke nummers, hun geboortedatum;

2° voor rechtspersonen, trusts, fiducieën of gelijkaardige juridische constructies, de maatschappelijke benaming, de maatschappelijke zetel en, in voorkomend geval, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

§ 6. De Koning bepaalt de overige voorwaarden en praktische toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

Art. 44. § 1^{er}. Avant l'expiration du douzième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avis visé à l'article 43, le receveur compétent, peut notifier au notaire ayant envoyé l'avis, l'existence, dans le chef du *de cuius* ou d'une autre personne mentionnée dans l'avis, d'une somme due à titre de créances fiscales et non fiscales, ainsi que le montant, dans le chef de chaque débiteur, de la dette susvisée :

1° par voie électronique, selon une procédure déterminée par le Roi ;

2° par envoi recommandé, lorsque la communication de la notification ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°, ou lorsque le notaire a adressé l'avis visé à l'article 43, § 1^{er}, par envoi recommandé.

L'alinéa 1^{er} s'applique seulement dans la mesure où cette dette constitue une dette certaine et liquide.

§ 2. Lorsqu'une même notification est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, la notification établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de la notification établie conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 3. Lorsque la communication de la notification est effectuée conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la date d'envoi de la notification s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service Technologie de l'information et de la communication de l'expéditeur de l'avis visé à l'article 43, § 1^{er}.

Art. 45. Dans le certificat d'hérédité ou au pied de l'expédition de l'acte d'hérédité délivrée, il est fait mention soit de l'absence de notification de dettes en vertu de l'article 44, tant dans le chef du *de cuius* que dans le chef d'une ou plusieurs personnes mentionnées dans l'avis et destinataires du certificat ou de l'expédition, soit du paiement des dettes notifiées en vertu de l'article 44, le cas échéant à intervenir au moyen des fonds détenus auprès du débiteur de ces fonds.

La mention du paiement intervenu ou à intervenir est ajoutée ou complétée, au pied du certificat, par le fonctionnaire désigné par le Roi.

Le notaire qui délivre un certificat d'hérédité ou une expédition de l'acte d'hérédité portant des mentions inexactes relatives à l'absence de notification ou au paiement des dettes dont l'existence a été notifiée en vertu de l'article 44, encourt la même responsabilité que celui qui contrevient à l'obligation visée à l'article 43, § 1^{er}. Cette responsabilité est toutefois limitée au montant non recouvré du fait de ces inexac- tudes.

Art. 46. § 1^{er}. Sous peine d'être personnellement responsable du paiement des dettes notifiées en vertu de l'article 44, celui qui libère des avoirs d'un défunt conformément à l'article 1240bis du Code civil ne peut le faire de manière libératoire qu'à condition qu'il résulte clairement du certificat d'hérédité ou de l'expédition de l'acte d'hérédité qu'aucune notification au sens de l'article 44 n'a été faite.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la libération des avoirs du défunt conformément à l'article 1240bis du Code civil peut se faire de manière libératoire à l'héritier, au légataire, au bénéficiaire d'une institution contractuelle ou à un mandataire judiciaire qui présente un certificat ou une expédition de l'acte d'hérédité mentionnant :

a) que toutes les dettes éventuellement notifiées conformément à l'article 44 au nom du défunt et au nom de cet héritier, légataire ou bénéficiaire d'une institution contractuelle ont été payées ou

b) que la libération des avoirs peut avoir lieu au profit de cet héritier, légataire, bénéficiaire d'une institution contractuelle ou mandataire judiciaire, après paiement des dettes notifiées au nom de l'ayant droit et de sa part dans les dettes notifiées au nom du *de cuius*, au moyen des fonds détenus auprès du débiteur de ces fonds.

§ 2. La responsabilité visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est limitée à la valeur des avoirs libérés au profit des débiteurs mentionnés dans la notification visée à l'article 44.

Art. 47. L'avis visé à l'article 43 est établi conformément au modèle arrêté par le Roi.

Art. 48. Les articles 43 à 47 sont applicables à toute personne ou service habilité à établir un certificat d'hérédité visé à l'article 1240bis du Code civil.

Art. 44. § 1. De bevoegde ontvanger kan aan de notaris die het in artikel 43 bedoelde bericht verzonden heeft, vóór het verstrijken van de twaalfde werkdag volgend op de verzendingsdatum van dat bericht, kennisgeven van het bestaan lastens de erflater of een andere persoon vermeld in het bericht, van een som verschuldigd uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, met opgave voor elk van de schuldenaars van het bedrag van de hiervoor bedoelde schuld:

1° op elektronische wijze, volgens de door de Koning bepaalde procedure;

2° bij aangetekende zending, wanneer de kennisgeving omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°, of wanneer de notaris het in artikel 43, § 1, bedoelde bericht verzonden heeft bij aangetekende zending.

Het eerste lid is enkel van toepassing voor zover deze schuld een zekere en vaststaande schuld uitmaakt.

§ 2. Wanneer eenzelfde kennisgeving achtereenvolgens wordt verzonden volgens de procedures voorzien respectievelijk in § 1, eerste lid, 1° en 2°, dan zal de kennisgeving opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 2°, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van de kennisgeving opgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, voorafgaat.

§ 3. Wanneer de kennisgeving meegedeeld is overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, is de datum van de verzending van de kennisgeving de datum van de ontvangstbevestiging meegedeeld door de dienst informatie- en communicatietechnologie van de afzender van het bericht bedoeld in artikel 43, § 1.

Art. 45. In het attest van erfopvolging of onderaan de afgeleverde uitgifte van de akte van erfopvolging wordt vermeld hetzij dat er geen kennisgeving van schulden bij toepassing van artikel 44 werd gedaan en dit zowel in hoofde van de erflater als in hoofde van één of meerdere personen die vermeld zijn in het bericht en die bestemming zijn van het attest of de uitgifte, hetzij dat de schulden waarvan bij toepassing van artikel 44 kennis werd gegeven zijn betaald of, in voorkomend geval zullen worden betaald met de tegoeden gehouden door de schuldenaar van deze fondsen.

De vermelding van de gedane of van de nog te verrichten betaling wordt door de door de Koning aangewezen ambtenaar onderaan het attest toegevoegd of vervolledigd.

De notaris die een attest van erfopvolging of een uitgifte van een akte van erfopvolging aflevert waarin onjuiste vermeldingen staan met betrekking tot het ontbreken van de kennisgeving of de betaling van de schulden waarvan van het bestaan kennis werd gegeven overeenkomstig artikel 44, loopt dezelfde aansprakelijkheid op als deze die de verplichting bepaald in artikel 43, § 1, niet naleeft. Deze aansprakelijkheid is evenwel beperkt tot het bedrag dat als gevolg van die onjuistheden niet kon worden ingevorderd.

Art. 46. § 1. Op straffe van persoonlijk aansprakelijk te zijn voor de betaling van de schulden waarvan kennis werd gegeven bij toepassing van artikel 44, kan diegene die tegoeden van een overledene vrijgeeft overeenkomstig artikel 1240bis van het Burgerlijk Wetboek, dat maar op een bevrijdende wijze doen indien duidelijk uit het attest van erfopvolging of uit de uitgifte van de akte van erfopvolging blijkt dat geen enkele kennisgeving als bedoeld in artikel 44 werd gedaan.

In afwijking van het eerste lid kan het vrijgeven van de tegoeden van de overledene overeenkomstig artikel 1240bis van het Burgerlijk Wetboek toch op een bevrijdende wijze gedaan worden aan de erfgenaam, de legataris, de begunstigde van een contractuele erfstelling of een gerechtsmandataris die een attest van erfopvolging of een uitgifte van de akte van erfopvolging voorlegt, waarin wordt vermeld:

a) dat alle op naam van de overledene en alle op naam van de erfgenaam, de legataris of de begunstigde van een contractuele erfstelling bestaande schulden waarvan bij toepassing van artikel 44 in voorkomend geval kennis werd gegeven, werden betaald of

b) dat de tegoeden kunnen worden vrijgegeven aan deze erfgenaam, legataris, begunstigde van een contractuele erfstelling of gerechtsmandataris na betaling van de schulden ter kennis gebracht op naam van de rechtverkrijgende en van zijn deel in de schulden ter kennis gebracht op naam van de erflater, met de tegoeden gehouden door de schuldenaar van deze fondsen.

§ 2. De in § 1, eerste lid, bedoelde aansprakelijkheid is beperkt tot de waarde van de tegoeden die zijn vrijgegeven aan de schuldenaars die zijn vermeld in de kennisgeving bedoeld in artikel 44.

Art. 47. Het in artikel 43 bedoelde bericht wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Koning bepaalde model.

Art. 48. De artikelen 43 tot 47 zijn van toepassing op elke persoon of dienst die bevoegd is om een in artikel 1240bis van het Burgerlijk Wetboek bedoeld attest van erfopvolging op te maken.

Sous-section 3. — Des autres responsabilités et des obligations

Art. 49. Les fonctionnaires publics ou les officiers ministériels chargés de vendre publiquement des meubles, dont la valeur atteint au moins 2 500 euros, sont personnellement responsables au sens de l'article 1382 du Code civil, du paiement des sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales par le propriétaire au moment de la vente, s'ils n'en avisent pas, par envoi recommandé, au moins huit jours ouvrables à l'avance, le receveur dont relève le propriétaire desdits meubles.

Lorsque la vente a eu lieu, la notification du montant des créances fiscales et non fiscales faite par le receveur, par envoi recommandé, au plus tard la veille du jour de la vente, emporte saisie-arrêt entre les mains des fonctionnaires publics ou des officiers ministériels visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 50. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 35 à 41, la cession, en propriété ou en usufruit, d'un ensemble de biens, composés entre autres d'éléments qui permettent de retenir la clientèle, affectés à l'exercice d'une profession libérale, charge ou office, ou d'une exploitation industrielle, commerciale ou agricole ainsi que la constitution d'un usufruit sur les mêmes biens n'est opposable au receveur qu'à l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel une copie de l'acte translatif ou constitutif certifiée conforme à l'original a été notifiée au receveur dont relève le cédant.

§ 2. Le cessionnaire est solidairement responsable du paiement des sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales par le cédant à l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er}, à concurrence du montant déjà payé ou attribué par lui ou d'un montant correspondant à la valeur effective des actions ou parts attribuées en contrepartie de la cession, avant l'expiration dudit délai.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas applicables si le cédant joint à l'acte de cession un certificat établi exclusivement à cette fin par le receveur visé au paragraphe 1^{er} dans les trente jours qui précèdent la notification de la convention.

La délivrance de ce certificat est subordonnée à l'introduction par le cédant d'une demande auprès du receveur dont il relève.

Le certificat sera refusé par le receveur si, à la date de la demande, le cédant reste redevable de sommes à titre de créances fiscales et non fiscales ou si la demande est introduite après l'annonce ou au cours d'un contrôle fiscal, ou après l'envoi d'une demande de renseignements relative à sa situation fiscale.

Le certificat est soit délivré soit refusé dans les trente jours à partir de l'introduction de la demande du cédant.

§ 4. Ne sont pas soumises aux dispositions du présent article les cessions réalisées par un curateur, un mandataire de justice chargé d'organiser et de réaliser un transfert sous autorité de justice conformément à l'article XX.85 du Code de droit économique ou dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, d'apport d'une universalité de biens ou d'une branche d'activité réalisée conformément aux dispositions du Code des sociétés.

§ 5. Le Roi peut fixer les modèles de demande et de certificat visés au présent article.

Art. 51. § 1^{er}. En cas de manquement, par une société ou une personne morale visée à l'article 17, § 3, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, à son obligation de paiement du précompte professionnel ou de la taxe sur la valeur ajoutée en sa qualité d'assujetti, le ou les dirigeants de la société ou de la personne morale chargés de la gestion journalière de la société ou de la personne morale sont solidairement responsables du paiement du précompte professionnel ou de la taxe sur la valeur ajoutée si le manquement est imputable à une faute au sens de l'article 1382 du Code civil, qu'ils ont commise dans la gestion de la société ou de la personne morale.

Cette responsabilité solidaire peut être étendue aux autres dirigeants de la société ou de la personne morale lorsqu'une faute ayant contribué au manquement visé à l'alinéa 1^{er} est établie dans leur chef.

Par dirigeants de la société ou de la personne morale au sens du présent article, il y a lieu d'entendre toutes les personnes qui, en fait ou en droit, détiennent ou ont détenu le pouvoir de gérer la société ou la personne morale, à l'exclusion des mandataires de justice.

Onderafdeling 3. — De overige aansprakelijkheden en plichten

Art. 49. Openbare ambtenaren of ministeriële officieren, belast met de openbare verkoop van roerende goederen waarvan de waarde ten minste 2 500 euro bedraagt, zijn persoonlijk aansprakelijk in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, voor de betaling van de sommen verschuldigd uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die de eigenaar op het ogenblik van de verkoop verschuldigd is, indien zij niet ten minste acht werkdagen vooraf, bij aangetekende zending, de ontvanger waarvan de eigenaar van die goederen afhangt, ervan verwittigen.

Wanneer de verkoop heeft plaatsgehad, geldt de kennisgeving van het bedrag van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen door de ontvanger gedaan bij aangetekende zending, uiterlijk daags vóór de verkoop, als beslag onder derden in handen van de in het eerste lid vermelde openbare ambtenaren of ministeriële officieren.

Art. 50. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 35 tot 41 is de overdracht in eigendom of in vruchtgebruik, van een geheel van goederen, samengesteld uit onder meer elementen die het behoud van de clientèle mogelijk maken, die voor de uitoefening van een vrij beroep, ambt of post of een industrieel, handels- of landbouwbedrijf worden aangewend, evenals de vestiging van een vruchtgebruik op dezelfde goederen, niet tegenstelbaar aan de ontvanger dan na verloop van de maand die volgt op die waarin een met het origineel eensluidend verklaard afschrift van de akte tot overdracht of vestiging ter kennis is gebracht van de voor de overdrager bevoegde ontvanger.

§ 2. De overnemer is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de sommen verschuldigd door de overdrager uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, na verloop van de in paragraaf 1 vermelde termijn, tot beloop van het bedrag dat reeds door hem is betaald of verstrekt, of van een bedrag dat overeenstemt met de werkelijke waarde van de aandelen die in ruil voor de overdracht zijn toegekend vóór de afloop van de voornoemde termijn.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de overdrager bij de akte van overdracht een certificaat voegt dat uitsluitend met dit doel is opgemaakt door de in paragraaf 1 bedoelde ontvanger binnen dertig dagen die de kennisgeving van de overeenkomst voorafgaat.

Dat certificaat wordt pas uitgereikt wanneer de overdrager daartoe een aanvraag indient bij de voor hem bevoegde ontvanger.

De ontvanger weigert het certificaat uit te reiken indien de overdrager op de dag van de aanvraag sommen verschuldigd blijft uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of indien de aanvraag is ingediend na de aankondiging van of tijdens een belastingonderzoek, dan wel na het verzenden van een vraag om inlichtingen met betrekking tot zijn fiscale toestand.

Het certificaat wordt ofwel uitgereikt ofwel geweigerd binnen dertig dagen na de indiening van de aanvraag van de overdrager.

§ 4. Zijn niet onderworpen aan de bepalingen van dit artikel de overdrachten die worden uitgevoerd door een curator, een gerechtsmandataris gelast met het organiseren en realiseren van een overdracht onder gerechtelijk gezag overeenkomstig artikel XX.85 van het Wetboek van economisch recht of in geval van fusie, splitsing, inbreng van de algemeenheid van goederen of van een tak van werkzaamheid verricht overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van Venootschappen.

§ 5. De Koning kan de modellen van de aanvraag en van het certificaat bedoeld in dit artikel bepalen.

Art. 51. § 1. In geval van tekortkoming, door een vennootschap of rechtspersoon bedoeld in artikel 17, § 3, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, aan haar verplichting tot het betalen van de bedrijfsvoorheffing of de belasting over de toegevoegde waarde in haar hoedanigheid van belastingplichtige, zijn de bestuurder of bestuurders van de vennootschap of rechtspersoon die belast zijn met de dagelijkse leiding van de vennootschap of rechtspersoon hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de bedrijfsvoorheffing of de belasting over de toegevoegde waarde indien de tekortkoming te wijten is aan een fout in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, die ze hebben begaan bij het besturen van de vennootschap of rechtspersoon.

Deze hoofdelijke aansprakelijkheid kan worden uitgebreid naar de andere bestuurders van de vennootschap of rechtspersoon indien in hun hoofde een fout wordt aangetoond die heeft bijgedragen tot de in het eerste lid bedoelde tekortkoming.

Onder bestuurders van de vennootschap of van de rechtspersoon in de zin van dit artikel, dient verstaan te worden elke persoon die, in feite of in rechte, de bevoegdheid heeft of heeft gehad om de vennootschap of rechtspersoon te besturen, met uitsluiting van de gerechtsmandatarissen.

§ 2. Le non-paiement répété par la société ou la personne morale du précompte professionnel ou de la taxe sur la valeur ajoutée, est, sauf preuve du contraire, présumé résulter d'une faute visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Par inobservation répétée de l'obligation de paiement au sens du présent article, on entend :

1° en matière de précompte professionnel, le défaut de paiement d'au moins soit trois, soit deux dettes échues au cours d'une période d'un an selon qu'il s'agit respectivement d'un redevable mensuel du précompte ou d'un redevable trimestriel du précompte ;

2° en matière de taxe sur la valeur ajoutée, le défaut de paiement d'au moins soit trois, soit deux dettes exigibles au cours d'une période d'un an selon qu'il s'agit respectivement d'un assujetti tenu au dépôt de déclarations mensuelles ou d'un assujetti tenu au dépôt de déclarations trimestrielles à la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 3. Il n'y a pas présomption de faute au sens du § 2, alinéa 1^{er}, lorsque le non-paiement provient de difficultés financières qui ont donné lieu à l'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire, de faillite ou de dissolution judiciaire.

§ 4. La responsabilité solidaire des dirigeants de la société ou de la personne morale ne peut être engagée que pour le paiement, en principal, intérêts de retard et accessoires, des dettes de précompte professionnel ou de taxe sur la valeur ajoutée.

§ 5. L'action judiciaire contre les dirigeants responsables n'est recevable qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à dater d'un avertissement adressé par le receveur par envoi recommandé invitant le destinataire à prendre les mesures nécessaires pour remédier au manquement ou pour démontrer que celui-ci n'est pas imputable à une faute commise par eux.

Cette disposition ne fait, toutefois, pas obstacle à ce que le receveur puisse requérir, dans le délai précité, des mesures conservatoires à l'égard du patrimoine du ou des dirigeants de la société ou de la personne morale qui ont fait l'objet de l'avertissement.

§ 6. Lorsqu'une procédure d'insolvabilité est ouverte, l'action visée au présent article est portée devant le tribunal de l'insolvabilité visé à l'article I.22 du Code de droit économique.

§ 7. Si une action a été introduite sur base de l'article XX.225 du Code de droit économique, les montants qui reviendraient à l'autorité fiscale sur la base du paragraphe 5 sont imputés sur le montant accordé à l'autorité fiscale sur la base de cette action.

Art. 52. § 1^{er}. Toute personne morale ou toute personne physique qui – seule ou avec son conjoint et/ou avec ses descendants, ascendants et collatéraux jusqu'au deuxième degré compris – détient directement ou indirectement au moins 33 pourcent des actions ou parts dans une société résidente, visée à l'article 2, § 1^{er}, 5°, b), du Code sur les revenus 1992, et cède ces actions ou parts ou une partie de celles-ci à concurrence d'au moins 75 pourcent au cours d'une période d'un an, est solidairement et de plein droit responsable du paiement des impôts sur les revenus et des précomptes dus par la société résidente dont l'actif est constitué au minimum de 75 pourcent de créances, immobilisations financières, placements de trésorerie et/ou valeurs disponibles au plus tard le jour du paiement des actions ou parts.

§ 2. La responsabilité solidaire visée au paragraphe 1^{er} ne vaut que pour les impôts sur les revenus et les précomptes, visés à l'article 2, § 1^{er}, 7°, a), ii., du présent Code, en ce compris les accessoires, les accroissements et les amendes, qui se rapportent :

1° à la période imposable au cours de laquelle a lieu la cession des actions ou parts ;

2° aux trois périodes imposables précédant celle au cours de laquelle a lieu la cession des actions ou parts.

En outre, si la société a réalisé au plus tard le jour de la cession des actions ou parts, une plus-value sur des immobilisations corporelles ou incorporelles susceptible de faire l'objet de l'étalement de la taxation visé à l'article 47 du Code des impôts sur les revenus 1992 sous condition du emploi du produit de l'aliénation conformément au paragraphe 2 de cet article et a déclaré son intention de procéder au emploi dans sa déclaration fiscale relative à la période imposable de réalisation de la plus-value, et si le emploi n'est pas réalisé dans le délai légal, les vendeurs des actions ou parts sont solidairement responsables du paiement de l'impôt se rapportant à ladite plus-value.

§ 2. De herhaalde niet-betaling van de bedrijfsvoorheffing of de belasting over de toegevoegde waarde door de vennootschap of rechtspersoon wordt, behoudens tegenbewijs, vermoed voort te vloeien uit een in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde fout.

Onder herhaalde inbreuken op de verplichting tot betaling in de zin van dit artikel, wordt verstaan:

1° inzake bedrijfsvoorheffing, het gebrek aan betaling van ten minste ofwel drie, ofwel twee vervallen schulden binnen een periode van een jaar voor respectievelijk een maandelijks, dan wel een trimestriële schuldenaar van de voorheffing;

2° inzake belasting over de toegevoegde waarde, het gebrek aan betaling van ten minste ofwel drie, ofwel twee eisbare schulden binnen een periode van een jaar voor een belastingplichtige die gehouden is tot het indienen van respectievelijk maandelijks of trimestriële aangiften inzake de belasting over de toegevoegde waarde.

§ 3. Er is geen vermoeden van fout in de zin van § 2, eerste lid, wanneer de niet-betaling het gevolg is van financiële moeilijkheden die aanleiding hebben gegeven tot het openen van de procedure van gerechtelijke reorganisatie, van faillissement of van gerechtelijke ontbinding.

§ 4. De hoofdelijke aansprakelijkheid van de bestuurders van de vennootschap of van de rechtspersoon kan slechts worden ingeroepen voor de betaling, in hoofdsom, nalatighedsinteressen en bijbehoren, van de schulden inzake bedrijfsvoorheffing of inzake belasting over de toegevoegde waarde.

§ 5. De rechtsvordering tegen aansprakelijke bestuurders is slechts ontvankelijk indien ze wordt ingesteld na het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf een door de ontvanger bij aangetekende zending verzonden kennisgeving, waarin de geadresseerde verzocht wordt de nodige maatregelen te treffen om de tekortkoming te verhelpen of om aan te tonen dat deze niet het gevolg is van een door hen begane fout.

Deze bepaling verhindert evenwel niet dat de ontvanger, binnen de voormelde termijn, bewarende maatregelen vordert ten laste van het vermogen van de bestuurder of bestuurders van de vennootschap of rechtspersoon aan wie een kennisgeving is toegezonden.

§ 6. Wanneer een insolventieprocedure geopend is, wordt de vordering bedoeld in het huidig artikel, ingesteld voor de insolventierechtbank bedoeld in artikel I.22 van het Wetboek van economisch recht.

§ 7. Indien een vordering bedoeld in artikel XX.225 van het Wetboek van economisch recht is ingesteld, worden de bedragen die op grond van paragraaf 5 aan de fiscale overheid toekomen, toegerekend op het bedrag dat aan de fiscale overheid wordt toegekend op grond van die vordering.

Art. 52. § 1. Iedere rechtspersoon of natuurlijke persoon die – al dan niet samen met zijn echtgenoot en/of zijn descendants, ascendenten en zijverwanten tot en met de tweede graad – rechtstreeks of onrechtstreeks minstens 33 percent bezit van de aandelen in een binnenlandse vennootschap, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 5°, b), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, en deze aandelen, of een gedeelte daarvan ten belope van minstens 75 percent overdraagt uiterlijk in een tijdsspanne van één jaar, is van rechtswege hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de inkomstenbelastingen en voorheffingen verschuldigd door de binnenlandse vennootschap waarvan het actief uiterlijk op de dag van de betaling van de prijs van de aandelen voor ten minste 75 percent bestaat uit vorderingen, financiële vaste activa, geldbeleggingen en/of liquide middelen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid geldt enkel voor de inkomstenbelastingen en voorheffingen, bedoeld in artikel 2, § 1, 7°, a), ii., van dit Wetboek, met inbegrip van de bijbehoren, verhogingen en geldboeten die betrekking hebben op:

1° het belastbaar tijdperk waarin de overdracht van de aandelen plaatsheeft;

2° de drie belastbare tijdperken voorafgaand aan deze waarin de overdracht van de aandelen plaatsheeft.

Als de vennootschap uiterlijk de dag van de overdracht van de aandelen een meerwaarde gerealiseerd heeft op immateriële of materiële vaste activa dewelke het voorwerp kunnen uitmaken van een gespreide taxatie als bedoeld in artikel 47 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 op voorwaarde van herbelegging van de waarde van de vervreemding overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel en tevens de intentie tot herbelegging kenbaar heeft gemaakt in haar fiscale aangifte met betrekking tot het belastbaar tijdperk waarin de meerwaarde gerealiseerd werd, zijn de verkopers van de aandelen bovendien hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting die betrekking heeft op de meerwaarde, als de herbelegging niet geschiedde binnen de wettelijke termijn.

§ 3. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux cessions des actions ou parts d'une société cotée ou d'une entreprise soumise au contrôle de l'Autorité des services et marchés financiers.

Section 4. — De la responsabilité solidaire pour les dettes fiscales et non fiscales dues par un entrepreneur ou sous-traitant

Art. 53. Pour l'application des articles 54 à 59, on entend par :

1° "travaux" :

a) les activités visées à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;

b) les activités ou travaux définis par le Roi ;

2° "donneur d'ordre": quiconque donne ordre d'exécuter ou de faire exécuter des travaux pour un prix ;

3° "entrepreneur" :

a) quiconque s'engage, pour un prix, à exécuter ou à faire exécuter des travaux pour un donneur d'ordre ;

b) chaque sous-traitant par rapport aux sous-traitants suivants ;

c) lorsque le Roi a fait usage de la délégation qui lui est donnée à l'alinéa 3, l'entrepreneur assimilé au donneur d'ordre.

4° "sous-traitant" : quiconque s'engage, soit directement, soit indirectement, à quelque stade que ce soit, à exécuter ou à faire exécuter pour un prix, le travail ou une partie du travail confié à l'entrepreneur, ou à mettre des travailleurs à disposition à cet effet ;

5° "dettes fiscales et non fiscales" :

a) les sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales, y compris les montants non payés dans le cadre de la responsabilité solidaire visée à l'article 54 ;

b) les sommes dues à titre de créances fiscales d'origine étrangère pour lesquelles l'assistance au recouvrement est demandée dans le cadre des instruments juridiques internationaux et communautaires.

Les sommes pour lesquelles il existe un plan d'apurement dûment respecté et les dettes sursitaires pendant la période de sursis visée dans le Code de droit économique, livre XX, titre V, relatif à la réorganisation judiciaire, ne sont pas considérées comme dettes au sens des articles 54 à 59.

Le Roi peut, pour les activités ou travaux visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, b, après avis unanime des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes, assimiler l'entrepreneur au donneur d'ordre. Dans ce cas, cet entrepreneur prend en charge tous les droits et obligations du donneur d'ordre visés aux articles 54 à 59.

Art. 54. § 1^{er}. Le donneur d'ordre qui, pour les travaux visés à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1°, fait appel à un entrepreneur qui a des dettes fiscales et non fiscales au moment de la conclusion de la convention, est solidairement responsable du paiement des dettes de son cocontractant.

§ 2. L'entrepreneur qui, pour les travaux visés à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1°, fait appel à un sous-traitant qui a des dettes fiscales et non fiscales au moment de la conclusion de la convention, est solidairement responsable du paiement des dettes de son cocontractant.

§ 3. Les articles 1200 à 1216 du Code civil sont applicables à la responsabilité solidaire visée aux paragraphes 1^{er} et 2.

§ 4. La responsabilité solidaire est limitée à 35 pour cent du prix total des travaux, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, concédés à l'entrepreneur ou au sous-traitant.

Elle peut être engagée pour le paiement, quelle que soit leur date d'établissement, des dettes fiscales et non fiscales qui existent au moment de la conclusion de la convention.

§ 5. La responsabilité solidaire visée au présent article s'étend également aux dettes fiscales et non fiscales des associés d'une société non dotée de la personnalité morale, qui agit comme entrepreneur ou sous-traitant.

§ 6. La responsabilité solidaire visée au présent article s'applique également aux dettes fiscales et non fiscales de l'entrepreneur ou du sous-traitant qui prennent naissance en cours d'exécution de la convention.

§ 3. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de overgedragen aandelen van een genoteerde vennootschap of een onderneming die onder het toezicht staat van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten.

Afdeling 4. — De hoofdelijke aansprakelijkheid voor de fiscale en niet-fiscale schulden van een aannemer of onderaannemer

Art. 53. Voor de toepassing van de artikelen 55 tot 60, wordt verstaan onder:

1° "werken":

a) de werkzaamheden die zijn vermeld in artikel 20, § 2, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;

b) de door de Koning bepaalde activiteiten of werkzaamheden;

2° "opdrachtgever": eenieder die de opdracht geeft om tegen een prijs werken uit te voeren of te laten uitvoeren;

3° "aannemer":

a) eenieder die zich er toe verbindt om tegen een prijs voor een opdrachtgever werken uit te voeren of te laten uitvoeren;

b) iedere onderaannemer ten overstaan van de na hem komende onderaannemers;

c) wanneer de Koning gebruik heeft gemaakt van de delegatie die hem is gegeven in het derde lid, de aannemer die gelijkgesteld wordt met de opdrachtgever.

4° "onderaannemer": eenieder die er zich toe verbindt, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, in welk stadium ook, tegen een prijs het aan de aannemer toevertrouwde werk of een onderdeel ervan uit te voeren of te laten uitvoeren of daartoe werknemers ter beschikking te stellen;

5° "fiscale en niet-fiscale schulden":

a) de sommen verschuldigd uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, met inbegrip van de niet-betaalde bedragen in het kader van de hoofdelijke aansprakelijkheid bedoeld in artikel 54;

b) de sommen verschuldigd uit hoofde van buitenlandse fiscale schuldvorderingen waarvoor invorderingsbijstand is gevraagd in het kader van internationale en communautaire rechtsinstrumenten.

De sommen waarvoor een correct nageleefd afbetalingsplan bestaat en de schulden in de opschorting tijdens de periode van opschorting die wordt bedoeld in het Wetboek van economisch recht, boek XX, titel V, met betrekking tot de gerechtelijke reorganisatie, worden niet beschouwd als schulden in de zin van de artikelen 54 tot 59.

De Koning kan, voor de in het eerste lid, 1°, b, bedoelde activiteiten of werkzaamheden, na het eenparig advies van de bevoegde paritaire comités of subcomités, de aannemer gelijkstellen met de opdrachtgever. In dat geval neemt de aannemer alle rechten en verplichtingen van de opdrachtgever bedoeld in de artikelen 54 tot 59 over.

Art. 54. § 1. De opdrachtgever die, voor de in artikel 53, eerste lid, 1°, vermelde werken een beroep doet op een aannemer die fiscale en niet-fiscale schulden heeft op het ogenblik van het afsluiten van de overeenkomst, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de schulden van zijn medecontractant.

§ 2. De aannemer die, voor de in artikel 53, eerste lid, 1°, vermelde werken een beroep doet op een onderaannemer die fiscale en niet-fiscale schulden heeft op het ogenblik van het afsluiten van de overeenkomst, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de schulden van zijn medecontractant.

§ 3. De artikelen 1200 tot en met 1216 van het Burgerlijk Wetboek zijn toepasselijk op de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid.

§ 4. De hoofdelijke aansprakelijkheid wordt beperkt tot 35 percent van de totale prijs van de werken toevertrouwd aan de aannemer of onderaannemer, exclusief belasting over de toegevoegde waarde.

Zij kan worden aangewend voor de betaling van de fiscale en niet-fiscale schulden die bestaan op het ogenblik van het afsluiten van de overeenkomst, ongeacht hun datum van vestiging.

§ 5. De in dit artikel vermelde hoofdelijke aansprakelijkheid geldt ook voor de fiscale en niet-fiscale schulden van de vennoten van een vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid die optreedt als aannemer of onderaannemer.

§ 6. De hoofdelijke aansprakelijkheid bedoeld in dit artikel is eveneens van toepassing op de fiscale en niet-fiscale schulden van de aannemer of onderaannemer die ontstaan in de loop van de uitvoering van de overeenkomst.

§ 7. La responsabilité solidaire dans le chef du donneur d'ordre ou de l'entrepreneur visée au présent article ne s'applique pas lorsque la responsabilité solidaire visée à l'article 30bis, § 3, ou à l'article 30ter, § 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est déjà appliquée dans le chef du même donneur d'ordre ou entrepreneur.

§ 8. Lorsque le paiement des sommes réclamées auprès d'un sous-traitant en application de la responsabilité solidaire visée aux paragraphes 1^{er} et 2, n'a pas ou pas totalement été effectué, le donneur d'ordre qui donne ordre d'exécuter ou de faire exécuter des travaux visés à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1^o, a, pour un prix, l'entrepreneur visé à l'article 53, alinéa 1^{er}, 3^o, a, ainsi que chaque sous-traitant intervenant sont solidairement responsables de celui-ci.

La responsabilité visée à l'alinéa 1^{er}, s'exerce d'abord dans le chef de l'entrepreneur qui a fait appel au sous-traitant qui n'a pas ou pas totalement payé les sommes exigées de lui en application des paragraphes 1^{er} et 2.

Elle est engagée successivement à l'égard des entrepreneurs intervenant à un stade précédent, et en dernier lieu à l'égard du donneur d'ordre visé à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'entrepreneur visé à l'alinéa 2, s'est abstenu d'acquitter les sommes qui lui sont réclamées, dans les trente jours de la signification d'un commandement.

Art. 55. § 1^{er}. Le donneur d'ordre qui effectue le paiement de tout ou partie du prix de travaux visés à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1^o, à un entrepreneur qui, au moment du paiement, a des dettes fiscales et non fiscales, est tenu, lors du paiement, de retenir et de verser 15 pourcent du montant dont il est redevable, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, au fonctionnaire désigné par le Roi et selon les modalités qu'Il détermine.

§ 2. L'entrepreneur qui effectue le paiement de tout ou partie du prix de travaux visés à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1^o, à un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes fiscales et non fiscales, est tenu, lors du paiement, de retenir et de verser 15 pourcent du montant dont il est redevable, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, au fonctionnaire désigné par le Roi et selon les modalités qu'Il détermine.

§ 3. Le cas échéant, les retenues et versements visés au présent article sont limités au montant des dettes de l'entrepreneur ou sous-traitant au moment du paiement.

§ 4. Lorsque la retenue et le versement visés aux paragraphes 1^{er} et 2 ont été effectués correctement lors de chaque paiement de tout ou partie du prix des travaux à un entrepreneur ou un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes fiscales et non fiscales, la responsabilité solidaire visée à l'article 54, §§ 1^{er} et 2, n'est pas appliquée.

Lorsque la retenue et le versement visés aux paragraphes 1^{er} et 2 n'ont pas été effectués correctement lors de chaque paiement de tout ou partie du prix des travaux à un entrepreneur ou un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes fiscales et non fiscales, les montants éventuellement versés sont déduits, en application de la responsabilité solidaire visée à l'article 54, §§ 1^{er} et 2, du montant pour lequel le donneur d'ordre ou l'entrepreneur est rendu responsable.

§ 5. Afin de pouvoir déterminer l'existence de dettes fiscales et non fiscales dans le chef du cocontractant, le Service public fédéral Finances met une banque de données à disposition du public qui a force probante pour l'application des articles 54 et 55.

Lorsque le donneur d'ordre ou l'entrepreneur constate, à l'aide de cette banque de données, qu'il doit faire les retenues visées aux paragraphes 1^{er} et 2, et que le montant de la facture qui lui est présentée est supérieur ou égal à 7 143 euros, il invite son cocontractant à lui produire une attestation établissant le montant de sa dette. Cette attestation tient compte de la dette à la date du jour à laquelle elle est établie. Le Roi détermine la durée de validité de ladite attestation. Si son cocontractant affirme que les dettes fiscales et non-fiscales sont supérieures aux retenues à effectuer ou ne lui produit pas l'attestation dans le mois de la demande, le donneur d'ordre ou l'entrepreneur est tenu de retenir et de verser 15 pourcent du montant dont il est redevable, non compris la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 56. Les associés d'une société non dotée de la personnalité morale sont solidairement responsables entre eux pour le paiement des sommes dont la société non dotée de la personnalité morale est débitrice en exécution des articles 54 et 55.

§ 7. De in dit artikel bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid in hoofde van de opdrachtgever of aannemer is niet van toepassing wanneer de in artikel 30bis, § 3, of in artikel 30ter, § 2, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid reeds is toegepast in hoofde van dezelfde opdrachtgever of aannemer.

§ 8. Wanneer de betaling van de sommen die van een onderaannemer worden gevorderd bij toepassing van de hoofdelijke aansprakelijkheid bedoeld in de paragrafen 1 en 2, niet of niet volledig werd verricht, zullen de opdrachtgever die de opdracht geeft om tegen een prijs de in artikel 53, eerste lid, 1^o, a, bedoelde werken uit te voeren of te laten uitvoeren, de aannemer bedoeld in artikel 53, eerste lid, 3^o, a, alsook iedere tussenkomende onderaannemer, hiervoor hoofdelijk aansprakelijk zijn.

De in het eerste lid vermelde aansprakelijkheid wordt in de eerste plaats toegepast in hoofde van de aannemer die een beroep heeft gedaan op de onderaannemer die de sommen die van hem in toepassing van de paragrafen 1 en 2 worden gevorderd, niet of niet volledig heeft betaald.

Ze wordt in getrapte volgorde toegepast ten opzichte van de in een voorafgaand stadium tussenkomende aannemers, en in de laatste plaats ten opzichte van de in het eerste lid bedoelde opdrachtgever, wanneer de in het tweede lid vermelde aannemer nagelaten heeft de van hem gevorderde sommen binnen dertig dagen na de betekening van een dwangbevel te vereffenen.

Art. 55. § 1. De opdrachtgever die voor de in artikel 53, eerste lid, 1^o, vermelde werken, een deel of het geheel van de prijs betaalt aan een aannemer die op het ogenblik van de betaling fiscale en niet-fiscale schulden heeft, is verplicht bij die betaling 15 percent van het door hem verschuldigde bedrag, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, in te houden en te storten aan de door de Koning aangewezen ambtenaar volgens de door Hem bepaalde modaliteiten.

§ 2. De aannemer die voor de in artikel 53, eerste lid, 1^o, vermelde werken, een deel of het geheel van de prijs betaalt aan een onderaannemer die op het ogenblik van de betaling fiscale en niet-fiscale schulden heeft, is verplicht bij die betaling 15 percent van het door hem verschuldigde bedrag, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, in te houden en te storten aan de door de Koning aangewezen ambtenaar volgens de door Hem bepaalde modaliteiten.

§ 3. De in dit artikel bedoelde inhoudingen en stortingen worden in voorkomend geval beperkt tot het bedrag van de schulden van de aannemer of onderaannemer op het ogenblik van de betaling.

§ 4. Wanneer de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde inhouding en storting correct zijn uitgevoerd bij elke betaling van een deel of het geheel van de prijs van de werken aan een aannemer of onderaannemer die op het ogenblik van de betaling fiscale en niet-fiscale schulden heeft, wordt de in artikel 54, §§ 1 en 2, bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid niet toegepast.

Wanneer de in paragrafen 1 en 2 bedoelde inhouding en storting niet correct zijn uitgevoerd bij elke betaling van een deel of het geheel van de prijs van de werken aan een aannemer of onderaannemer die op het ogenblik van de betaling fiscale en niet-fiscale schulden heeft, worden bij de toepassing van de in artikel 54, §§ 1 en 2, bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid de eventueel gestorte bedragen in mindering gebracht van het bedrag waarvoor de opdrachtgever of de aannemer aansprakelijk wordt gesteld.

§ 5. Teneinde het bestaan van fiscale en niet-fiscale schulden in hoofde van de medecontractant te kunnen vaststellen, stelt de Federale Overheidsdienst Financiën een gegevensbank ter beschikking van het publiek die bewijskracht heeft voor de toepassing van de artikelen 54 en 55.

Wanneer de opdrachtgever of aannemer met behulp van die gegevensbank vaststelt dat hij de in de paragrafen 1 en 2 vermelde inhoudingen moet doen, en wanneer het bedrag van de factuur die hem is voorgelegd hoger is dan of gelijk aan 7 143 euro, nodigt hij zijn medecontractant uit om hem een attest over te leggen dat het bedrag van de schuld weergeeft. Dit attest houdt rekening met de schuld op de dag waarop het is opgesteld. De Koning bepaalt de geldigheidstermijn van dit attest. Indien zijn medecontractant bevestigt dat de fiscale en niet-fiscale schulden hoger zijn dan de te verrichten inhoudingen of wanneer hij het attest niet binnen de maand na de aanvraag overlegt, is de opdrachtgever of de aannemer ertoe gehouden 15 percent van het door hem verschuldigde bedrag, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, in te houden en te storten.

Art. 56. De vennoten van een vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid zijn onderling hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de sommen die in uitvoering van de artikelen 54 en 55 door de vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid verschuldigd zijn.

Art. 57. § 1^{er}. Le montant versé en exécution de l'article 55 est affecté à l'apurement des dettes fiscales et non fiscales visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 5^o.

En ce qui concerne chacune des dettes fiscales et non fiscales visées à l'alinéa 1^{er}, l'affectation est imputée dans l'ordre suivant: d'abord sur les frais, ensuite sur les intérêts de retard, puis sur les accroissements, les amendes administratives ou fiscales, et enfin sur le principal, y compris les additionnels, restant dû.

§ 2. Le Roi détermine de quelle manière, sous quelles conditions et dans quel délai, la personne sur la créance de laquelle le montant versé a été retenu récupère ce montant dans la mesure où les versements dépassent le montant des dettes fiscales et non fiscales visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 58. Les articles 54 et 55 ne sont pas applicables au donateur d'ordre-personne physique dans la mesure où il fait exécuter des travaux visés à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1^o, à des fins strictement privées.

Art. 59. Les articles 54 à 58 restent applicables en cas de procédure en réorganisation judiciaire, de faillite ou de tout autre concours de créanciers, de même qu'en cas de cession, saisie-arrêt, nantissement, dation en paiement ou d'action directe visée à l'article 1798 du Code civil.

CHAPITRE 4. — Des créances fiscales et non fiscales contestées

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 60. En cas de recours administratif ou d'action en justice, les créances fiscales et non fiscales ainsi contestées peuvent, sur base d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécution de ce rôle ou d'une copie d'un avis de perception et recouvrement, faire l'objet de saisies conservatoires ou de toutes autres mesures destinées à en garantir le recouvrement.

Section 2. — De la créance d'impôts sur les revenus, de précomptes et de taxes assimilées aux impôts sur les revenus liquide et certaine

Art. 61. En cas de recours administratif ou d'action en justice, les impôts sur les revenus, précomptes et taxes assimilées aux impôts sur les revenus contestés sont considérés comme une créance liquide et certaine et peuvent être recouverts par voies d'exécution dans la mesure où ils correspondent au montant des revenus déclarés ou lorsqu'ils ont été établis d'office à défaut de déclaration, dans la mesure où ils n'excèdent pas la dernière imposition définitivement établie à charge du redevable pour un exercice d'imposition antérieur.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les revenus sur lesquels le redevable a marqué son accord au cours de la procédure d'établissement des impôts sur les revenus, précomptes et taxes assimilées aux impôts sur les revenus sont assimilés aux revenus déclarés.

Dans les cas spéciaux, le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué peut faire surseoir au recouvrement dans la mesure et aux conditions qu'il détermine.

Art. 62. Après recouvrement des impôts sur les revenus, précomptes et taxes assimilées aux impôts sur les revenus dans la mesure déterminée à l'article 61, la saisie-exécution conserve ses effets à l'égard du reliquat des impôts sur les revenus, précomptes et taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

CHAPITRE 5. — De la surséance indéfinie au recouvrement

Art. 63. § 1^{er}. A la demande d'un redevable ou d'un codébiteur, personne physique, le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué peut lui accorder la surséance indéfinie au recouvrement des sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales dont il est débiteur.

Le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué détermine les conditions auxquelles il accorde la surséance indéfinie au recouvrement, totale ou partielle, d'une ou plusieurs sommes dues visées à l'alinéa 1^{er}. Il soumet sa décision à la condition que le demandeur effectue le paiement immédiat ou échelonné d'une somme qui est destinée à être

Art. 57. § 1. Het ter uitvoering van artikel 55 gestorte bedrag wordt aangewend tot aanzuivering van de in artikel 53, eerste lid, 5^o, vermelde fiscale en niet-fiscale schulden.

Voor ieder van de in het eerste lid, bedoelde fiscale en niet-fiscale schulden wordt de aanwending in de navolgende volgorde toegerekend: eerst op de kosten, daarna op de nalatighedsinteressen, vervolgens op de verhogingen, de administratieve of fiscale geldboeten en tenslotte op de nog verschuldigde hoofdsom, met inbegrip van de opcentiemen en opcentiemen.

§ 2. De Koning bepaalt op welke wijze, onder welke voorwaarden en binnen welke termijn de persoon op wiens schuldvordering het gestorte bedrag werd ingehouden dit bedrag terugkrijgt in de mate dat de stortingen het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde fiscale en niet-fiscale schulden overschrijden.

Art. 58. De artikelen 54 en 55 zijn niet van toepassing op de opdrachtgever-natuurlijke persoon in de mate dat hij voor louter privédoeleinden de in artikel 53, eerste lid, 1^o, vermelde werken laat uitvoeren.

Art. 59. De artikelen 54 tot 58 blijven van toepassing in geval van een procedure van gerechtelijke reorganisatie, faillissement of elke andere samenloop van schuldeisers alsook in geval van overdracht, beslag onder derden, inpandgeving, inbetalinggeving of een in artikel 1798 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde rechtstreekse vordering.

HOOFDSTUK 4. — De betwiste fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 60. In geval van een administratief beroep of een rechtsvordering, kunnen de aldus betwiste fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, op basis van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dat kohier of van een afschrift van een innings- en invorderingsbericht, voorwerp zijn van bewarende beslagen of alle andere maatregelen die ertoe strekken de invordering ervan te waarborgen.

Afdeling 2. — De zekere en vaststaande schuldvordering inzake inkomstenbelastingen, voorheffingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 61. In geval van administratief beroep of van een rechtsvordering, worden de betwiste inkomstenbelastingen, de voorheffingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen beschouwd als een zekere en vaststaande schuldvordering en kunnen ze door middelen tot tenuitvoerlegging worden ingevorderd, in de mate dat zij overeenstemmen met het bedrag van de aangegeven inkomsten of, wanneer zij ambtshalve werden gevestigd bij niet-aangifte, voor zover zij niet meer bedragen dan de laatste aanslag welke, voor een vorig aanslagjaar, definitief gevestigd werd ten laste van de schuldenaar.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de inkomsten waaraan de schuldenaar tijdens de procedure van vestiging van de inkomstenbelastingen, voorheffingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen zijn goedkeuring heeft gehecht, gelijkgesteld met de aangegeven inkomsten.

In bijzondere gevallen kan de adviseur-generaal van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of zijn gemachtigde de invordering doen uitstellen, in de mate en onder de door hem te bepalen voorwaarden.

Art. 62. Na invordering van de inkomstenbelastingen, voorheffingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen in de mate bepaald in artikel 61, behoudt het uitvoerend beslag zijn uitwerking ten opzichte van het overschot van de inkomstenbelastingen, voorheffingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

HOOFDSTUK 5. — Het onbeperkt uitstel van de invordering

Art. 63. § 1. Op verzoek van een schuldenaar of een medeschuldenaar, natuurlijke persoon, kan de adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of zijn gemachtigde aan hem onbeperkt uitstel van de invordering verlenen voor de door hem uit hoofde van fiscale of niet-fiscale schuldvorderingen verschuldigde sommen.

De adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of zijn gemachtigde bepaalt de voorwaarden waaronder hij, geheel of gedeeltelijk, het onbeperkt uitstel van de invordering van een of meerdere verschuldigde sommen bedoeld in het eerste lid verleent. Hij verbindt zijn beslissing aan de voorwaarde dat de verzoeker onmiddellijk of gespreid een betaling

imputée sur les sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales et dont il fixe le montant.

La surséance indéfinie au recouvrement ne sera effective qu'après le paiement de la somme visée à l'alinéa 2.

§ 2. La demande de surséance indéfinie au recouvrement est recevable pour autant que :

1° le demandeur, qui n'a pas manifestement organisé son insolvabilité, se trouve dans une situation dans laquelle il n'est pas en état, de manière durable, de payer les sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales exigibles ou encore à échoir, dont il est débiteur ;

2° le demandeur n'ait pas bénéficié d'une décision de surséance indéfinie au recouvrement dans les cinq ans qui précèdent la demande.

§ 3. La surséance indéfinie au recouvrement peut également être accordée d'office au redevable ou au codébiteur, aux conditions visées aux paragraphes 1^{er} et 2, sur la proposition du receveur.

§ 4. Le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué ne peut accorder la surséance indéfinie au recouvrement des sommes dues à titre de créances fiscales et non fiscales qui font l'objet d'un recours administratif ou d'une action en justice, ni des sommes dues à titre de créances établies à la suite de la constatation d'une fraude fiscale ou en cas de concours de créanciers.

Art. 64. La demande de surséance doit être motivée et contenir des éléments probants relatifs à la situation du demandeur.

Elle est introduite, par envoi recommandé, auprès du conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales dont relève le redevable.

Un accusé de réception est délivré au demandeur en mentionnant la date de réception de la demande.

Art. 65. L'instruction de la demande de surséance indéfinie au recouvrement est confiée au receveur.

Aux fins d'assurer l'instruction de la demande, il dispose des pouvoirs d'investigation visés au titre 4.

Art. 66. § 1^{er}. Le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué statue dans les six mois de la réception de la demande.

Sa décision est notifiée au demandeur par envoi recommandé.

§ 2. Elle peut faire l'objet, dans le mois de sa notification, d'un recours auprès d'une commission composée d'au moins deux et d'au plus quatre conseillers généraux de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales désignés par le ministre qui a les Finances dans ses attributions et placée sous la présidence de l'administrateur général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales, ou de son délégué.

Un accusé de réception est délivré au requérant en mentionnant la date de réception du recours.

La commission statue dans les trois mois de la réception du recours.

La décision de la commission est notifiée au requérant par envoi recommandé.

Art. 67. L'introduction de la demande ou de la proposition de surséance indéfinie au recouvrement suspend toutes les voies d'exécution jusqu'au jour où la décision du conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou de son délégué est devenue définitive ou, en cas de recours, jusqu'au jour de la notification de la décision de la commission visée à l'article 66, § 2. Les saisies déjà pratiquées conservent cependant leur caractère conservatoire.

doet van een som die bestemd is om te worden aangewend op de sommen verschuldigd uit hoofde van de fiscale of niet-fiscale schuldvorderingen en waarvan het bedrag door hem wordt bepaald.

Het onbeperkt uitstel van de invordering zal slechts uitwerking hebben na de betaling van de in het tweede lid vermelde som.

§ 2. Het verzoek tot onbeperkt uitstel van de invordering is enkel ontvankelijk voor zover:

1° de verzoeker, die niet kennelijk zijn onvermogen heeft bewerkstelligd, zich in een toestand bevindt waarin hij niet in staat is om, op duurzame wijze, de opeisbare of nog te vervallen sommen verschuldigd uit hoofde van fiscale of niet-fiscale schuldvorderingen, waarvan hij schuldenaar is, te betalen;

2° de verzoeker geen beslissing tot onbeperkt uitstel van de invordering heeft verkregen binnen vijf jaar voorafgaand aan het verzoek.

§ 3. Het onbeperkt uitstel van de invordering kan eveneens ambtshalve worden verleend aan de schuldenaar of medeschuldenaar, onder de voorwaarden bedoeld in de paragrafen 1 en 2, op voorstel van de ontvanger.

§ 4. De adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of zijn gemachtigde kan geen onbeperkt uitstel van de invordering verlenen voor sommen verschuldigd uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen die het voorwerp zijn van een administratief beroep of van een rechtsvordering, noch voor sommen verschuldigd uit hoofde van schuldvorderingen gevestigd ten gevolge van de vaststelling van fiscale fraude of in geval van samenloop van schuldeisers.

Art. 64. Het verzoek tot uitstel moet worden gemotiveerd en moet bewijskrachtige elementen bevatten met betrekking tot de toestand van de verzoeker.

Het wordt bij aangetekende zending ingediend bij de adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen waaronder de schuldenaar ressorteert.

Aan de verzoeker wordt een ontvangstbewijs uitgereikt met vermelding van de datum van ontvangst van het verzoek.

Art. 65. De behandeling van het verzoek tot onbeperkt uitstel van de invordering wordt toevertrouwd aan de ontvanger.

Teneinde de behandeling van het verzoek te verzekeren, beschikt hij over de onderzoeksbevoegdheden zoals bedoeld in titel 4.

Art. 66. § 1. De adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of zijn gemachtigde doet uitspraak binnen de zes maanden na de ontvangst van het verzoek.

Zijn beslissing wordt ter kennis gebracht van de verzoeker bij aangetekende zending.

§ 2. Ze kan, binnen de maand van de kennisgeving, het voorwerp uitmaken van een beroep bij een commissie samengesteld uit ten minste twee en ten hoogste vier adviseurs-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen aangewezen door de minister die bevoegd is voor Financiën, en onder het voorzitterschap van de administrateur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, of zijn gemachtigde.

Aan de eiser wordt een ontvangstbewijs uitgereikt met vermelding van de datum van ontvangst van het beroep.

De commissie doet uitspraak binnen de drie maanden na de ontvangst van het beroep.

De beslissing van de commissie wordt per aangetekende zending ter kennis van de eiser gebracht.

Art. 67. De indiening van het verzoek of van het voorstel tot onbeperkt uitstel van de invordering schorst alle middelen tot tenuitvoerlegging tot op de dag dat de beslissing van de adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of van zijn gemachtigde definitief is geworden of, in het geval van beroep, tot op de dag van de kennisgeving van de beslissing van de commissie bedoeld in artikel 66, § 2. De reeds gelegde beslagen behouden echter hun bewarende werking.

L'introduction de la demande ou de la proposition de surséance indéfinie au recouvrement ne fait, toutefois, obstacle ni aux autres mesures destinées à garantir le recouvrement des créances fiscales et non fiscales, ni à la notification d'une sommation de payer destinée à interrompre la prescription conformément à l'article 24.

Art. 68. Le redevable ou le codébiteur perd le bénéfice de la surséance indéfinie au recouvrement lorsque, soit :

1° il a fourni des informations inexactes en vue d'obtenir le bénéfice de la surséance indéfinie au recouvrement ;

2° il ne respecte pas les conditions fixées par le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué dans sa décision ;

3° il a fautivement augmenté son passif ou diminué son actif ;

4° il a organisé son insolvabilité.

Art. 69. Le Roi détermine les conditions d'application des articles 63 à 68. Il peut notamment arrêter les conditions objectives à la fixation de la somme, visée à l'article 63, § 1^{er}, à payer par le demandeur.

CHAPITRE 6. — *De l'exonération des intérêts de retard*

Art. 70. Dans les cas spéciaux, le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué peut accorder, aux conditions qu'il détermine, l'exonération de tout ou partie des intérêts de retard afférents aux créances fiscales et non fiscales.

CHAPITRE 7. — *De la conciliation fiscale et non fiscale*

Art. 71. En cas de conflit avec un agent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales, le redevable, ainsi que tout codébiteur, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

CHAPITRE 8. — *De l'assistance mutuelle*

Art. 72. Le recouvrement des créances fiscales et non fiscales belges se fait à l'étranger sur base des instruments communautaires ou des conventions internationales bilatérales ou multilatérales auxquelles la Belgique et l'État étranger requis sont parties et qui renferment des dispositions relatives à l'assistance au recouvrement.

Art. 73. Le receveur est autorisé à recouvrer des créances étrangères visées par un instrument communautaire ou par une convention internationale bilatérale ou multilatérale auquel la Belgique et l'État étranger requérant sont parties et qui renferme des dispositions relatives à l'assistance au recouvrement.

TITRE 4. — *Des pouvoirs d'investigation, des moyens de preuve et du secret professionnel des fonctionnaires chargés du recouvrement*

CHAPITRE 1^{er}. — *Des pouvoirs d'investigation et des moyens de preuve*

Art. 74. Toute personne est tenue de communiquer, sans déplacement, à toute réquisition des fonctionnaires chargés du recouvrement, tous les livres et documents adéquats, pertinents et non excessifs nécessaires en vue d'établir sa situation patrimoniale ou celle de tiers pour assurer le recouvrement des créances fiscales et non fiscales à sa charge ou à la charge de tiers.

Lorsque les livres et documents sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés, en tout ou partie, au moyen d'un système informatisé, ces fonctionnaires ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur ces supports informatiques sous forme lisible et intelligible. Ces fonctionnaires peuvent également requérir la personne visée à l'alinéa 1^{er} d'effectuer, en leur présence, et sur son matériel, des copies, dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou partie des données précitées, ainsi que les traitements informatiques jugés nécessaires pour assurer le recouvrement des créances fiscales et non fiscales.

Les fonctionnaires chargés du recouvrement ont le droit de retenir les livres et documents visés à l'alinéa 1^{er}, chaque fois qu'ils estiment que ces livres et documents établissent ou concourent à établir la situation patrimoniale de l'intéressé ou celle de tiers.

Het indienen van het verzoek of van het voorstel tot onbeperkt uitstel van de invordering doet echter geen afbreuk aan andere maatregelen die ertoe strekken de invordering van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen te waarborgen, noch aan de kennisgeving van een aanmaning tot betaling om de verjaring te stuiten overeenkomstig artikel 24.

Art. 68. De schuldenaar of medeschuldenaar verliest het voordeel van het onbeperkt uitstel van de invordering wanneer hij, hetzij:

1° onjuiste informatie heeft verstrekt teneinde het voordeel van het onbeperkt uitstel van de invordering te verkrijgen;

2° de voorwaarden niet eerbiedigt die vastgesteld zijn door de adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of van zijn gemachtigde in zijn beslissing;

3° onrechtmatig zijn passief heeft verhoogd of zijn actief heeft verminderd;

4° zijn onvermogen heeft bewerkstelligd.

Art. 69. De Koning bepaalt de toepassingsvoorwaarden van de artikelen 63 tot 68. Hij kan met name de objectieve voorwaarden bepalen voor het vaststellen van de som die moet worden betaald door de verzoeker, zoals bedoeld in artikel 63, § 1.

HOOFDSTUK 6. — *De vrijstelling van nalatigheidsinteressen*

Art. 70. In bijzondere gevallen mag de adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of zijn gemachtigde ambtenaar, onder de door hem bepaalde voorwaarden, vrijstelling verlenen voor al de nalatigheidsinteressen of een deel ervan verschuldigd op de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen.

HOOFDSTUK 7. — *De fiscale en niet-fiscale bemiddeling*

Art. 71. In geval van betwisting met een ambtenaar van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, kunnen de schuldenaar alsook de medeschuldenaar een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

HOOFDSTUK 8. — *De wederzijdse bijstand*

Art. 72. De invordering van Belgische fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen in het buitenland geschiedt op basis van communautaire instrumenten of internationale bilaterale of multilaterale verdragen, waarbij België en de aangezochte buitenlandse Staat partij zijn en die bepalingen inzake invorderingsbijstand bevatten.

Art. 73. De ontvanger is gemachtigd om buitenlandse schuldvorderingen in te vorderen die bedoeld zijn in een communautair instrument of een internationaal bilateraal of multilateraal verdrag, waarbij België en de verzoekende buitenlandse Staat partij zijn en die bepalingen inzake invorderingsbijstand bevatten.

TITEL 4. — *De onderzoeksbevoegdheden, de bewijsmiddelen en het beroepsgeheim van de ambtenaren belast met de invordering*

HOOFDSTUK 1. — *De onderzoeksbevoegdheden en de bewijsmiddelen*

Art. 74. Iedere persoon is gehouden om, zonder verplaatsing, op ieder verzoek van de ambtenaren belast met de invordering, alle boeken en bescheiden voor te leggen die toereikend, ter zake dienend, niet overmatig en noodzakelijk zijn om zijn vermogenssituatie of die van derden te bepalen met het oog op het invorderen van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen in zijn hoofde of in hoofde van derden.

Wanneer de boeken en bescheiden, geheel of ten dele, door middel van een informaticasysteem worden gehouden, opgesteld, uitgereikt, ontvangen of bewaard, hebben die ambtenaren het recht om zich de op die informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm ter inzage te doen voorleggen. Die ambtenaren kunnen eveneens de in het eerste lid bedoelde persoon verzoeken om in hun bijzijn en op zijn uitrusting kopies te maken in de door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van de voormelde gegevens, alsook om de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht met het oog op het invorderen van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen.

De ambtenaren belast met de invordering hebben het recht om de boeken en bescheiden bedoeld in het eerste lid, te behouden, telkens wanneer zij menen dat de boeken en bescheiden de vermogenssituatie van de betrokkene of van derden aantonen of ertoe bijdragen die aan te tonen.

Ce droit ne s'étend pas aux livres qui ne sont pas clôturés.

La rétention visée à l'alinéa 3 fait l'objet d'un procès-verbal de rétention qui fait foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie de ce procès-verbal est délivrée à la personne visée à l'alinéa 3 dans les cinq jours ouvrables qui suivent celui de la rétention.

Les obligations mentionnées au présent article sont également d'application lorsque les données requises par les fonctionnaires chargés du recouvrement sont situées digitalement en Belgique ou à l'étranger.

Art. 75. Sans préjudice du droit des fonctionnaires chargés du recouvrement de demander des renseignements verbaux, toute personne a l'obligation, lorsqu'elle en est requise par ces fonctionnaires, de leur fournir, par écrit, dans le délai mentionné dans la demande écrite, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs, tous renseignements adéquats, pertinents et non excessifs qui lui sont réclamés en vue d'établir sa situation patrimoniale ou celle de tiers pour assurer le recouvrement des créances fiscales et non fiscales à sa charge ou à la charge de tiers.

Le receveur peut, moyennant autorisation d'un agent doté au minimum du grade de conseiller général, demander au point de contact central de la Banque Nationale de Belgique les données disponibles visées à l'article 322, § 3, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à un redevable ou codébiteur sans les limitations de l'article 322, §§ 2 à 4, du même Code, afin d'assurer le recouvrement des créances fiscales et non fiscales.

Art. 76. En vue d'établir sa situation patrimoniale ou celle d'un tiers pour assurer le recouvrement de ses créances fiscales et non fiscales ou celles d'un tiers, toute personne est tenue d'accorder, aux fonctionnaires chargés du recouvrement, munis de leur commission, le libre accès, à toutes les heures où une activité s'y exerce, aux locaux professionnels ou aux locaux où elle exerce son activité tels que bureaux, fabriques, usines, ateliers, magasins, remises, garages et terrains servant d'usines, d'ateliers ou de dépôts, à l'effet de permettre à ces fonctionnaires:

1° d'examiner tous les livres et documents adéquats, pertinents et non excessifs qui s'y trouvent ;

2° de constater la nature et l'importance de l'activité qui s'y exerce et le personnel qui y est affecté, et de vérifier l'existence, la nature et la quantité des marchandises et objets de toute espèce qui s'y trouvent, y compris les moyens de production et de transport.

Les fonctionnaires chargés du recouvrement, munis de leur commission, peuvent, dans le même but, pénétrer librement, à tout moment et sans avertissement préalable mais de manière adéquate, pertinente et non excessive, dans tous les bâtiments, ateliers, établissements, locaux ou autres lieux qui ne sont pas visés à l'alinéa 1^{er} et où une activité est effectuée ou présumée être effectuée. Toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et avec l'autorisation du juge de police.

Les fonctionnaires précités, munis de leur commission, peuvent vérifier, au moyen du matériel utilisé et avec l'assistance des personnes visées à l'article 74, alinéa 2, la fiabilité des informations, données et traitements informatiques adéquats, pertinents et non excessifs en exigeant notamment la communication de documents spécialement établis en vue de présenter les données enregistrées sur les supports informatiques sous une forme lisible et intelligible.

Art. 77. § 1^{er}. Les services administratifs de l'État, les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions, les administrations des Communautés, des Régions, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes et des communes, ainsi que les établissements et organismes publics sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales et non fiscales, de lui fournir tous renseignements adéquats, pertinents et non excessifs en leur possession, de lui communiquer, sans déplacement, tous actes, pièces, registres et documents quelconques qu'ils détiennent et de lui laisser prendre tous renseignements, copies ou extraits que ledit fonctionnaire juge nécessaires pour assurer le recouvrement des créances fiscales et non fiscales.

Dat recht bestaat niet ten aanzien van de boeken die niet zijn afgesloten.

De in het derde lid bedoelde retentie maakt het voorwerp uit van een proces-verbaal van retentie dat bewijs oplevert zolang het tegendeel niet is bewezen. Een afschrift van dit proces-verbaal wordt binnen de vijf werkdagen volgend op de retentie aan de in het derde lid bedoelde persoon uitgereikt.

De in dit artikel vermelde verplichtingen gelden eveneens wanneer de gegevens waar de ambtenaren belast met de invordering om verzoeken, zich digitaal in België of in het buitenland bevinden.

Art. 75. Onverminderd het recht van de ambtenaren belast met de invordering om mondeling inlichtingen te vragen, is iedere persoon verplicht deze ambtenaren op hun verzoek, binnen de termijn vermeld op de schriftelijke aanvraag, welke termijn wegens wettige redenen kan worden verlengd, schriftelijk alle toereikende, ter zake dienende en niet overmatige inlichtingen te verstrekken die van hem worden gevorderd, teneinde zijn vermogenssituatie of die van derden te bepalen met het oog op het invorderen van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen in zijn hoofde of in hoofde van derden.

De ontvanger kan, mits machtiging van een ambtenaar met minimum de graad van adviseur-generaal, aan het centraal aanspreekpunt van de Nationale Bank van België de in artikel 322, § 3, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde beschikbare gegevens betreffende een schuldenaar of een medeschuldenaar vragen zonder de beperkingen van artikel 322, §§ 2 tot 4, van hetzelfde Wetboek, teneinde de invordering van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen te verzekeren.

Art. 76. Teneinde zijn vermogenssituatie of die van een derde te bepalen en met het oog op het invorderen van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen in zijn hoofde of in hoofde van derden is iedere persoon gehouden aan de ambtenaren belast met de invordering, voorzien van hun aanstellingsbewijs, tijdens de uren dat er een werkzaamheid wordt uitgeoefend, vrije toegang te verlenen tot de beroepslokalen of de lokalen waar hij zijn werkzaamheden uitoefent, zoals kantoren, fabrieken, werkhuizen, werkplaatsen, magazijnen, bergplaatsen, garages en als werkplaats, werkhuys of opslagplaats gebruikte terreinen, teneinde deze ambtenaren toe te laten:

1° om alle toereikende, ter zake dienende en niet overmatige boeken en bescheiden die er zich bevinden, te onderzoeken;

2° om de aard en de belangrijkheid van de aldaar uitgeoefende werkzaamheden en het daarvoor aangestelde personeel vast te stellen en het bestaan, de aard en de hoeveelheid na te zien van de voorraden en voorwerpen van alle aard die er zich bevinden, met inbegrip van de installaties en het rollend materieel.

De ambtenaren belast met de invordering, voorzien van hun aanstellingsbewijs, mogen voor hetzelfde doel op elk ogenblik en zonder voorafgaande verwittiging maar op toereikende, ter zake dienende en niet overmatige wijze, vrij binnentreden in alle gebouwen, werkplaatsen, inrichtingen, lokalen of andere plaatsen, die niet in het eerste lid bedoeld zijn en waar werkzaamheden verricht of vermoedelijk verricht worden. Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben zij evenwel slechts toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds en met de machtiging van de politierechter.

De voormelde ambtenaren, voorzien van hun aanstellingsbewijs, mogen door middel van de gebruikte uitrusting en met de bijstand van de personen als vermeld in artikel 74, tweede lid, de betrouwbaarheid nagaan van de toereikende, ter zake dienende en niet overmatige geïnformateerde inlichtingen, gegevens en bewerkingen, door inzonderheid de voorlegging ter inzage te vorderen van stukken die in het bijzonder zijn opgesteld om de op informatiedragers geplaatste gegevens om te zetten in een leesbare en verstaanbare vorm.

Art. 77. § 1. De administratieve diensten van de Staat, de parketten en de griffies van de hoven en van alle rechtscolleges, de administraties van de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten en de gemeenten evenals de openbare instellingen en inrichtingen, zijn gehouden, wanneer zij daartoe worden aangezocht door een ambtenaar belast met de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, hem alle in hun bezit zijnde toereikende, ter zake dienende en niet overmatige inlichtingen te verstrekken, hem, zonder verplaatsing, van alle in hun bezit zijnde akten, stukken, registers en om het even welke bescheiden inzage te verlenen, en hem alle inlichtingen, afschriften of uittreksels te laten nemen, welke de bedoelde ambtenaar nodig acht om de invordering van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen te verzekeren.

Par "établissements ou organismes publics", on entend les institutions, sociétés, associations, établissements et offices à l'administration desquels l'État, une Communauté ou une Région participe, auxquels l'État, une Communauté ou une Région fournit une garantie, sur l'activité desquels l'État, une Communauté ou une Région exerce une surveillance ou dont le personnel de direction est désigné par le gouvernement fédéral ou un gouvernement de Communauté ou de Région, sur sa proposition ou moyennant son approbation.

Toutefois, les actes, pièces, registres, documents ou renseignements relatifs à des procédures judiciaires ne peuvent être communiqués ou copiés sans l'autorisation expresse du ministère public.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable à la Direction générale Statistique – Statistics Belgium du Service public fédéral Economie, ni aux Communautés et Régions pour les compétences qui autrefois étaient concédées à l'Institut d'Etude économique et social des Classes moyennes et qui ont été transférées aux Communautés et Régions pour ce qui concerne les renseignements individuels recueillis.

Art. 78. Toutes les administrations qui ressortissent du Service public fédéral Finances sont tenues de mettre à disposition des fonctionnaires chargés du recouvrement tous les renseignements adéquats, pertinents et non excessifs en leur possession, qui contribuent à la poursuite de la mission de ces fonctionnaires en vue d'assurer le recouvrement des créances fiscales et non fiscales, aux conditions et modalités fixées par l'article 4 de la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions.

Art. 79. Lorsque la personne requise en vertu des articles 74 à 76 se prévaut du secret professionnel, l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales sollicite l'intervention de l'autorité disciplinaire territorialement compétente à l'effet d'apprécier si et éventuellement dans quelle mesure la demande de production de livres et documents ou de renseignements, ou la demande de libre accès aux locaux professionnels ou aux locaux où s'exerce l'activité, se concilie avec le respect du secret professionnel.

Art. 80. Tout renseignement, pièce, procès-verbal ou acte, découvert ou obtenu dans l'exercice de ses fonctions par un fonctionnaire chargé du recouvrement, soit directement, soit par l'entremise d'un des services administratifs, parquets et greffes, administrations, établissements ou organismes publics visés à l'article 77 peut être invoqué par l'État pour la recherche de toute somme due en vertu des lois fiscales.

Art. 81. Les données et documents reçus, établis ou envoyés dans le cadre de l'application du présent Code, des lois fiscales ou des dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales, et qui sont enregistrés, conservés ou reproduits par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales, selon un procédé photographique, optique, électronique ou par toute autre technique de l'informatique ou de la télématique, ainsi que leur représentation sur un support lisible, ont force probante, sauf preuve contraire.

Art. 82. Les fonctionnaires chargés du recouvrement sont autorisés à prouver selon les règles et par tous les moyens de preuve de droit commun, témoins et présomptions compris, à l'exception du serment, et, en outre, par les procès-verbaux établis par les fonctionnaires du Service public fédéral Finances, toute infraction ou toute pratique abusive aux dispositions du présent Code ou prises pour son exécution.

Les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

CHAPITRE 2. — *Du secret professionnel*

Art. 83. Celui qui intervient, à quelque titre que ce soit, dans l'application du présent Code, des lois fiscales ou des dispositions légales ou réglementaires afférentes aux créances non fiscales, ou qui a accès dans les bureaux de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales, est tenu de garder, en dehors de l'exercice de ses fonctions, le secret le plus absolu au sujet de tout ce dont il a eu connaissance par suite de l'exécution de sa mission.

Les fonctionnaires de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales restent dans l'exercice de leurs fonctions lorsqu'ils communiquent aux autres services administratifs de l'État,

Onder "openbare instellingen of inrichtingen" verstaat men de instellingen, maatschappijen, verenigingen, inrichtingen en diensten welke de Staat, een Gemeenschap of een Gewest mede beheert, waaraan de Staat, een Gemeenschap of een Gewest een waarborg verstrekt, op de werkzaamheden waarvan de Staat, een Gemeenschap of een Gewest toezicht uitoefent of waarvan het bestuurspersoneel wordt aangewezen door de federale regering of een Gemeenschaps- of Gewestregering, op haar voordracht of met haar goedkeuring.

Van de akten, stukken, registers, bescheiden of inlichtingen in verband met gerechtelijke procedures mag evenwel geen inzage of afschrift worden verleend zonder uitdrukkelijke toelating van het openbaar ministerie.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium van de Federale Overheidsdienst Economie, noch op de Gemeenschappen en Gewesten voor de bevoegdheden die voorheen waren toegekend aan het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand en die overgedragen werden aan de Gemeenschappen en Gewesten wat de individueel verkregen inlichtingen betreft.

Art. 78. Alle administraties die ressorteren onder de Federale Overheidsdienst Financiën gehouden aan de ambtenaren belast met de invordering, alle in hun bezit zijnde toereikende, ter zake dienende en niet overmatige inlichtingen ter beschikking te stellen, die bijdragen tot de vervulling van de opdracht van die ambtenaren om de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen te verzekeren, onder de voorwaarden en modaliteiten bepaald door artikel 4 van de wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën in het kader van zijn opdrachten.

Art. 79. Wanneer een krachtens de artikelen 74 tot 76 aangezocht persoon het beroepsgeheim doet gelden, verzoekt de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen om tussenkomst van de territoriaal bevoegde tuchtoverheid opdat deze zou oordelen of, en gebeurlijk in welke mate, de vraag om inlichtingen of de overlegging van boeken en bescheiden, of het verzoek tot vrije toegang tot de beroepslokalen of de lokalen waar hij werkzaamheden uitoefent verzoekenbaar is met het eerbiedigen van het beroepsgeheim.

Art. 80. Elke inlichting, stuk, proces-verbaal of akte, bij het uitoefenen van zijn functie ontdekt of bekomen door een ambtenaar belast met de invordering, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van één van de in artikel 77 bedoelde administratieve diensten, parketten en griffies, administraties, openbare instellingen of inrichtingen, kan door de Staat worden ingeroepen om elke krachtens de fiscale wetten verschuldigde som op te sporen.

Art. 81. De gegevens en de documenten ontvangen, opgesteld of verzonden in het kader van de toepassing van dit Wetboek, de fiscale wetten of wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen, en die door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen volgens een fotografische, optische, elektronische of volgens elke andere informatica- of telegeleidingstechniek worden geregistreerd, bewaard of weergegeven, alsook de weergave ervan op een leesbare drager, hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Art. 82. Iedere overtreding of elk misbruik van de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, kan door de ambtenaren belast met de invordering worden bewezen volgens de regelen en door alle bewijsmiddelen van het gemeen recht, getuigen en vermoedens inbegrepen, doch uitgezonderd de eed, en daarenboven door de processen-verbaal opgesteld door de ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën.

De processen-verbaal leveren bewijs op zolang het tegendeel niet is bewezen.

HOOFDSTUK 2. — *Het beroepsgeheim*

Art. 83. Hij die, in welke hoedanigheid ook, optreedt bij de toepassing van dit Wetboek, de fiscale wetten of wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot niet-fiscale schuldvorderingen, of die toegang heeft tot de ambtsvertrekken van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, is, buiten de uitoefening van zijn ambt, verplicht tot de meest volstreekte geheimhouding aangaande alle zaken waarvan hij wegens de uitvoering van zijn opdracht kennis heeft.

De ambtenaren van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen oefenen hun ambt uit wanneer zij aan andere administratieve diensten van de Staat, aan de parketten en de

aux parquets et aux greffes des cours et de toutes les juridictions, aux administrations des Communautés, des Régions, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes et des communes, ainsi qu'aux établissements ou organismes publics visés à l'article 77, § 1^{er}, alinéa 2, les renseignements qui sont nécessaires à ces services administratifs, parquets et greffes, administrations, établissements ou organismes publics pour assurer l'exécution des dispositions légales ou réglementaires dont ils sont chargés.

Les fonctionnaires de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales restent également dans l'exercice de leurs fonctions lorsqu'ils accueillent une demande de consultation, d'explication ou de communication relative aux créances fiscales et non fiscales dues par un redevable, émanant d'un codébiteur.

Les personnes appartenant aux services à qui l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales a fourni des renseignements en application de l'alinéa 2 sont également tenues au même secret et elles ne peuvent utiliser les renseignements obtenus en dehors du cadre des dispositions légales ou réglementaires pour l'exécution desquelles ils ont été fournis.

TITRE 5. — Des sanctions

CHAPITRE 1^{er}. — Des amendes administratives

Art. 84. Le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué, peut appliquer pour toute infraction aux dispositions du présent Code, ainsi que des arrêtés pris pour son exécution, une amende de 50 euros à 1 250 euros.

Le Roi fixe l'échelle des amendes administratives et règle les modalités d'application de celles-ci.

Cette amende est établie conformément à l'article 3, §§ 2 à 4, de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

CHAPITRE 2. — Des sanctions pénales et particulières

Art. 85. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 euros à 500 000 euros, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contrevient aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

Art. 86. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 250 euros à 500 000 euros ou l'une de ces peines seulement, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 85, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 euros à 500 000 euros ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 87. Celui qui fera un faux témoignage, l'interprète ou l'expert qui fera une fausse déclaration, celui qui subornera un ou plusieurs témoins, experts ou interprètes dans l'un des cas d'enquête autorisés par les articles 74 à 76, sera puni conformément aux dispositions des articles 220 à 224 du Code pénal.

Art. 88. Le défaut de comparaître ou le refus de témoigner dans les enquêtes autorisées par les articles 74 à 76 sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 125 euros à 500 000 euros ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 89. La violation du secret professionnel, tel qu'il est défini à l'article 83, sera punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

Art. 90. Sans préjudice de l'application de l'article 84, les infractions aux dispositions du présent Code, ainsi que des arrêtés pris pour son exécution concernant la taxe sur les jeux et paris visée au titre III du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus peuvent entraîner :

1° la confiscation des fonds ou effets exposés aux jeux ou aux paris, ainsi que des fonds ou effets destinés au service des jeux ou des paris et trouvés en la possession des délinquants au moment de la constatation de la contravention ;

2° la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris pour une durée de dix à trente jours. S'il s'agit d'un refus de respecter les devoirs d'enquête visés au titre 4, de fournir une

griffies van de hoven en van alle rechtscolleges, aan de administraties van de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten en de gemeenten, evenals aan de in artikel 77, § 1, tweede lid, bedoelde openbare instellingen of inrichtingen, inlichtingen verstrekken welke voor die administratieve diensten, parketten en griffies, administraties, openbare instellingen of inrichtingen nodig zijn om de uitvoering van de hun opgedragen wettelijke of reglementaire bepalingen te verzekeren.

De ambtenaren van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen oefenen eveneens hun ambt uit wanneer zij, met betrekking tot de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen verschuldigd door een schuldenaar, een vraag om raadpleging, uitleg of mededeling van een medeschuldenaar inwilligen.

Personen die deel uitmaken van de diensten waaraan de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen ingevolge het tweede lid inlichtingen heeft verstrekt, zijn eveneens tot dezelfde geheimhouding verplicht en mogen de bekomen inlichtingen niet gebruiken buiten het kader van de wettelijke of reglementaire bepalingen voor de uitvoering waarvan zij zijn verstrekt.

TITEL 5. — Sancties

HOOFDSTUK 1. — De administratieve geldboeten

Art. 84. De adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of de door hem gemachtigde ambtenaar kan voor iedere overtreding van de bepalingen van dit Wetboek, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, een geldboete van 50 euro tot 1 250 euro opleggen.

De Koning legt de schaal van de administratieve geldboeten vast en regelt hun toepassingsmodaliteiten.

Deze geldboete wordt gevestigd overeenkomstig artikel 3, §§ 2 tot 4, van de domaniale wet van 22 december 1949.

HOOFDSTUK 2. — De strafrechtelijke en bijzondere sancties

Art. 85. Hij die met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met een geldboete van 250 euro tot 500 000 euro of met een van die straffen alleen.

Art. 86. Met een gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met een geldboete van 250 euro tot 500 000 euro of met één van die straffen alleen wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een van de in artikel 85 bedoelde misdrijven te plegen, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt.

Hij die wetens en willens een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van de Schatkist kan schaden of die van een dergelijk getuigschrift gebruik maakt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met een geldboete van 250 euro tot 500 000 euro of met één van die straffen alleen.

Art. 87. Hij die een valse getuigenis aflegt, als tolk of als deskundige een valse verklaring aflegt, een of meer getuigen, deskundigen of tolken in een van de door de artikelen 74 tot 76 toegelaten onderzoeken verleidt, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 220 tot 224 van het Strafwetboek.

Art. 88. De niet-verschijning of de weigering om te getuigen in de door de artikelen 74 tot 76 toegelaten onderzoeken wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van 125 euro tot 500 000 euro of met één van die straffen alleen.

Art. 89. De schending van het bij artikel 83 bepaalde beroepsgeheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Art. 90. Onverminderd de toepassing van artikel 84, kunnen de overtredingen van de bepalingen van dit Wetboek, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten met betrekking tot de belasting op de spelen en de weddenschappen bedoeld in titel III van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen aanleiding geven tot:

1° de verbeurdverklaring van de gelden of effecten bij de spelen of de weddenschappen ingezet, alsmede de gelden of effecten bestemd voor de dienst van de spelen of de weddenschappen in het bezit gevonden van de overtreders op het ogenblik dat het misdrijf wordt vastgesteld;

2° de sluiting van de inrichting of het verbod inzetten of weddenschappen aan te nemen voor een duur van tien tot dertig dagen. Wanneer het gaat om een weigering om de onderzoeksdaden bedoeld

garantie réelle ou de payer la dette échue, la fermeture ou l'interdiction est maintenue aussi longtemps que dure ce refus.

La fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris est prononcée par le conseiller général de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ou son délégué et elle est notifiée au procureur du Roi compétent qui en assure l'exécution.

Dans les dix jours de sa notification, la décision ordonnant la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris peut faire l'objet d'un recours auprès du président du tribunal de première instance siégeant en référé, le président compétent étant celui du ressort dont dépend la commune dans laquelle est situé l'établissement ou dans laquelle les enjeux ou les paris ont été acceptés.

Le recours ne suspend pas l'exécution de la décision lorsque cette dernière est prise en raison d'un refus de respecter les devoirs d'enquête visés au Titre 4, de fournir une garantie réelle ou de payer la dette échue.

Art. 91. Celui qui, soit directement, soit indirectement, soit par l'interposition de personnes, enfreint la fermeture ou l'interdiction prononcée en vertu de l'article 90, est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 euros à 12 500 euros ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 92. Toutes les dispositions du livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 81, sont applicables aux infractions visées par les articles 85 à 89 et 91.

La loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales est applicable aux infractions visées aux articles 85, 86, 88 et 91.

Art. 93. § 1^{er}. Les personnes qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 85 à 88 seront solidairement tenues au paiement des créances fiscales et non fiscales, à l'exclusion des accroissements, amendes administratives et fiscales visés à l'article 2, § 1^{er}, 7^o, et accessoires afférents à ces accroissements et amendes, dont le paiement a été éludé.

La solidarité prévue à l'alinéa 1^{er} est également applicable aux personnes prévenues comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 85 à 88, lorsque les faits constitutifs des préventions sont déclarés établis, lorsqu'elles bénéficient :

- 1° d'une suspension du prononcé de la condamnation ou d'un sursis à l'exécution des peines prévus par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation ;
- 2° d'une condamnation par simple déclaration de culpabilité prévue à l'article 21^{ter} du Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle ;
- 3° de la procédure de déclaration préalable de culpabilité prévue à l'article 216 du Code d'instruction criminelle ;
- 4° de la prescription de l'action publique.

§ 2. Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 85 à 89 et 91 contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, en droit ou en fait.

Art. 94. § 1^{er}. L'action publique est exercée par le ministère public.

§ 2. Toutefois, le ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont uniquement venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

Le ministère public peut poursuivre les faits pénalement punissables dont il a pris connaissance au cours de la concertation visée à l'article 29, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. Sans préjudice de la concertation visée à l'article 29, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, le procureur du Roi peut, s'il engage des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du conseiller général compétent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales compétent. Le procureur du Roi joint à

in titel 4 te respecteren, een zakelijke waarborg te stellen of de uitstaande schuld te betalen, wordt de sluiting of het verbod gehandhaafd zolang deze weigering blijft duren.

De sluiting van de inrichting of het verbod inzetten of weddenschapen aan te nemen wordt uitgesproken door de adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of zijn gemachtigde en wordt ter kennis gebracht van de bevoegde procureur des Konings, die voor de uitvoering ervan zorgt.

De beslissing tot sluiting van de inrichting of tot verbod om inzetten of weddenschapen aan te nemen kan, binnen tien dagen van haar kennisgeving, het voorwerp zijn van een verhaal bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend in kortgeding; de bevoegde voorzitter is deze van het ambtsgebied waarvan de gemeente afhangt waar de inrichting gevestigd is of waar de inzetten of de weddenschapen werden aangenomen.

Het verhaal schorst de uitvoering van de beslissing niet wanneer deze laatste genomen wordt omwille van een weigering om de onderzoeksdaden bedoeld in Titel 4 te respecteren, een zakelijke waarborg te stellen of de uitstaande schuld te betalen.

Art. 91. Hij die, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, hetzij door een tussenpersoon, de sluiting of het verbod uitgesproken krachtens artikel 90, schendt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met een geldboete van 250 euro tot 12 500 euro of met één van die straffen alleen.

Art. 92. Alle bepalingen van boek I, van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 81 zijn van toepassing op de in de artikelen 85 tot 89 en 91 bedoelde misdrijven.

De wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, is van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 81, 86, 88 en 91.

Art. 93. § 1. Personen die als daders of als medeplichtigen van misdrijven bedoeld in de artikelen 85 tot 88 werden veroordeeld, zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van de fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, met uitsluiting van de verhogingen, de administratieve en fiscale geldboeten bedoeld in artikel 2, § 1, 7^o, en de op deze verhogingen en geldboeten betrekking hebbende bijbehoren, waarvan de betaling werd ontdoken.

De hoofdelijkheid bedoeld in het eerste lid is eveneens van toepassing op de personen die, als daders of als medeplichtigen worden beschuldigd van misdrijven bedoeld in de artikelen 84 tot 88, wanneer de feiten die de misdrijven opleveren in bewezen verklaard zijn, wanneer zij genieten van:

- 1° een opschorting van de uitspraak van de veroordeling of van een uitstel van de tenuitvoerlegging van de straffen voorzien in de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;
- 2° een eenvoudige schuldigverklaring bedoeld in artikel 21^{ter} van de Voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering;
- 3° de procedure van voorafgaande erkenning van schuld, bedoeld in artikel 216 van het Wetboek van Strafvordering;
- 4° de verjaring van de strafvordering.

§ 2. De natuurlijke personen of rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens de artikelen 85 tot 89 en 91 tegen hun aangestelden of hun bestuurders, zaakvoerders of vereffenaars, in het kader van de uitoefening van hun functies in rechte of in feite, zijn uitgesproken.

Art. 94. § 1. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

§ 2. Het openbaar ministerie kan echter geen vervolgingen instellen, indien het kennis heeft gekregen van de feiten enkel ten gevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de machtiging had waarvan sprake is in artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering.

Het openbaar ministerie kan de strafrechtelijk strafbare feiten vervolgen waarvan het tijdens het in artikel 29, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering bedoelde overleg kennis heeft genomen.

§ 3. Onverminderd het in artikel 29, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering bedoelde overleg kan de procureur des Konings, indien hij een vervolging instelt wegens feiten die strafrechtelijk strafbaar zijn ingevolge de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, het advies vragen van de bevoegde adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale

sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose. Le conseiller général répond à cette demande dans les quatre mois de la date de sa réception.

En aucun cas, la demande d'avis n'est suspensive de l'action publique.

Art. 95. Dans le cadre de la communication et de la concertation visées à l'article 29, alinéas 2 et 3, du Code d'instruction criminelle, le conseiller général compétent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales compétent ou le fonctionnaire qu'il désigne, communique au ministère public les éléments du dossier concernant les faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

Art. 96. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales ne peuvent être entendus que comme témoins.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux fonctionnaires de cette administration mis à la disposition du parquet en vertu de l'article 71 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

L'alinéa 1^{er} n'est pas non plus applicable aux fonctionnaires de cette administration mis à la disposition de la police fédérale, en vertu de l'article 31 de la loi du 30 mars 1994 portant exécution du plan global en matière de fiscalité.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux fonctionnaires qui participent à la concertation visée à l'article 29, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle."

CHAPITRE 3. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Section 1^{re}. — Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 3. Dans l'article 63bis du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par les lois des 22 avril 2003, 29 mars 2012, 1^{er} juillet 2016 et 8 juillet 2018, les alinéas 1^{er}, 2 et 3 sont abrogés.

Art. 4. A l'article 83 du même Code, modifié par les lois des 8 août 1980, 15 mars 1999, 26 mars 2018 et 26 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Toute instance en justice relative à l'application, à la perception ou au recouvrement de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales, qui est introduite par l'État belge ou par un redevable de cette taxe, de ces intérêts et de ces amendes, en ce compris toute personne non reprise au registre de perception et recouvrement visé à l'article 85 mais tenue au paiement de la dette en vertu du présent Code, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, des arrêtés pris pour leur exécution ou du droit commun, ainsi que par toute autre personne qui a un intérêt né et actuel à agir, suspend le cours de la prescription.";

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

"§ 2. La renonciation au temps couru de la prescription est assimilée, quant à ses effets, aux actes interruptifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}."

Art. 5. Dans le même Code, l'intitulé du Chapitre XIV est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE XIV. Perception et instances".

Art. 6. L'article 84bis du même Code, modifié par les lois des 27 avril 2016 et 26 novembre 2018, est abrogé.

Art. 7. L'article 84quinquies du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par les lois des 27 avril 2016 et 26 novembre 2018, est abrogé.

Art. 8. L'article 84sexies du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 9. L'article 84septies du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 26 novembre 2018, est abrogé.

schuldvorderingen. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies. De adviseur-generaal antwoordt op dit verzoek binnen vier maanden na de ontvangst ervan.

In geen geval schorst het verzoek om advies de strafvordering.

Art. 95. In het kader van de kennisgeving en het overleg bedoeld in artikel 29, tweede en derde lid, van het Wetboek van Strafvordering, deelt de bevoegde adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of de ambtenaar die hij aanwijst, de gegevens van het dossier met betrekking tot de feiten die strafrechtelijk strafbaar zijn ingevolge de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten mede aan het openbaar ministerie.

Art. 96. De ambtenaren van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord.

Het eerste lid is niet van toepassing op de krachtens artikel 71 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, bij het parket gedetacheerde ambtenaren van deze administratie.

Het eerste lid is evenmin van toepassing op de ambtenaren van deze administratie die, krachtens artikel 31 van de wet van 30 maart 1994 tot uitvoering van het globaal plan op het stuk van de fiscaliteit, ter beschikking zijn gesteld van de federale politie.

Het eerste lid is niet van toepassing op de ambtenaren die deelnemen aan het in artikel 29, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering bedoelde overleg."

HOOFDSTUK 3. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Afdeling 1. — Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 3. In artikel 63bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de wetten van 22 april 2003, 29 maart 2012, 1 juli 2016 en 8 juli 2018 worden het eerste, tweede en derde lid opgeheven.

Art. 4. In artikel 83 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 15 maart 1999, 26 maart 2018 en 26 november 2018, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Elk rechtsgeding met betrekking tot de toepassing, de inning of de invordering van de belasting, de interesten en administratieve geldboeten, dat wordt ingesteld door de Belgische Staat of door een schuldenaar van deze belasting, deze interesten en deze geldboeten, met inbegrip van iedere persoon die niet is opgenomen in het innings- en invorderingsregister bedoeld in artikel 85, maar die gehouden is tot de betaling van de schuld op grond van dit Wetboek, het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, van de besluiten genomen ter uitvoering ervan of van het gemeen recht, alsook door iedere andere persoon die een verkregen en dadelijk belang heeft om in rechte te treden, schorst de verjaring.";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Afstand van de op de verjaring verlopen termijn wordt ten aanzien van zijn gevolgen gelijkgesteld met de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde stuitingsdaden."

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt de titel van Hoofdstuk XIV vervangen als volgt :

"HOOFDSTUK XIV. Inning en gedingen".

Art. 6. Artikel 84bis van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 27 april 2016 en 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 84quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 27 april 2016 en 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 84sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 84septies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 10. L'article 84*octies* du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 11. L'article 84*nonies* du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par les lois des 27 avril 2016 et 26 novembre 2018, est abrogé.

Art. 12. L'article 84*decies* du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 13. L'article 84*undecies* du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007, est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 85 du même Code, remplacé par la loi du 26 novembre 2018, les paragraphes 4, 5 et 6 sont abrogés.

Art. 15. L'article 85*bis* du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980 et modifié par les lois des 22 décembre 1989, 20 juillet 2006 et 26 novembre 2018, est abrogé.

Art. 16. L'article 85*ter* du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2007, est abrogé.

Art. 17. L'article 86 du même Code, remplacé par la loi du 26 novembre 2018, est abrogé.

Art. 18. L'article 87 du même Code, remplacé par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par la loi du 27 décembre 2006, est abrogé.

Art. 19. L'article 88 du même Code, remplacé par la loi du 26 novembre 2018, est abrogé.

Art. 20. L'article 88*bis* du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2006 et modifié par les lois des 27 avril 2007 et 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 21. L'article 88*ter* du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2006 et modifié par la loi du 27 avril 2007, par l'arrêté royal du 19 décembre 2010 et par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 22. L'article 89 du même Code, remplacé par la loi du 26 novembre 2018, est abrogé.

Art. 23. L'article 89*bis* du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2006 et remplacé par la loi du 26 novembre 2018, est abrogé.

Art. 24. L'article 92 du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999 et modifié par les lois des 25 avril 2014 et 27 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 92. Les dispositions du présent Code ne font pas obstacle au droit pour l'État de demander la réparation du dommage pouvant consister dans le non-paiement de la taxe, des intérêts, des amendes fiscales et des accessoires, par la constitution de partie civile ou par l'action en responsabilité."

Art. 25. Le chapitre XVI du même Code, comportant les articles 93*ter* à 93*undecies*E, inséré par les lois des 8 août 1980, 10 août 2005, 20 juillet 2006, 27 décembre 2006 et 26 mars 2018 et modifié en dernier lieu par la loi du 11 février 2018, est abrogé.

Art. 26. Dans le même Code, le chapitre XVII comportant l'article 93*duodecies*, inséré par la loi du 8 août 1980, est abrogé.

Art. 27. À l'article 93*quaterdecies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par les lois des 28 décembre 1992 et 25 avril 2014, les mots "ou du recouvrement" sont abrogés.

Section 2. — Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 28. À l'article 126 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 10 août 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est abrogé ;

2° l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

"§ 5. Lorsqu'une imposition commune est établie, le Roi fixe la manière dont est établie la quotité de l'impôt afférente au revenu imposable de chaque conjoint."

Art. 10. Artikel 84*octies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 84*nonies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 27 april 2016 en 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 84*decies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 84*undecies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007, wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 85 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 november 2018, worden de paragrafen 4, 5 en 6 opgeheven.

Art. 15. Artikel 85*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 20 juli 2006 en 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 85*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 86 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 87 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 88 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 88*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en gewijzigd bij de wetten van 27 april 2007 en 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 88*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, het koninklijk besluit van 19 december 2010 en de wet van 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel 89 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 23. Artikel 89*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en vervangen bij de wet van 26 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 24. Artikel 92 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999 en gewijzigd bij de wetten van 25 april 2014 en 27 april 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 92. De bepalingen van dit Wetboek doen geen afbreuk aan het recht van de Staat om het herstel van de schade te vorderen die kan bestaan uit de niet-betaling van de belastingen, interesten, administratieve geldboeten en bijbehoren, door een burgerlijke partijstelling of door een aansprakelijkheidsvordering."

Art. 25. Hoofdstuk XVI van hetzelfde Wetboek, dat de artikelen 93*ter* tot 93*undecies*E bevat, ingevoegd bij de wetten van 8 augustus 1980, 10 augustus 2005, 20 juli 2006, 27 december 2006 en 26 maart 2018 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 februari 2018, wordt opgeheven.

Art. 26. In hetzelfde Wetboek wordt het hoofdstuk XVII dat artikel 93*duodecies* bevat, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980, opgeheven.

Art. 27. In artikel 93*quaterdecies*, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij de wetten van 28 december 1992 en 25 april 2014, worden de woorden "of de invordering" opgeheven.

Afdeling 2. — Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 28. In artikel 126 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 10 augustus 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het derde lid opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

"§ 5. Wanneer een gemeenschappelijke aanslag wordt gevestigd, bepaalt de Koning de wijze waarop het gedeelte van de belasting in verband met het belastbare inkomen van elke echtgenoot wordt vastgesteld."

Art. 29. Dans le même Code, l'intitulé du Titre VII est remplacé par ce qui suit :

"TITRE VII. — ETABLISSEMENT ET PERCEPTION DES IMPÔTS".

Art. 30. Dans l'article 298 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 20 février 2017, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 31. L'article 300 du même Code, modifié par la loi du 1^{er} juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 300. § 1^{er}. Le Roi détermine le mode à suivre pour les déclarations, la formation et la notification des rôles, les paiements et les quittances.

§ 2. Les dispositions du présent Code ne font pas obstacle au droit pour l'État de demander la réparation du dommage pouvant consister dans le non-paiement des impôts et des précomptes, des intérêts, des amendes administratives, des accroissements et des accessoires, par la constitution de partie civile ou par l'action en responsabilité."

Art. 32. L'article 319*bis* du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996 et modifié par les lois des 27 décembre 2006 et 7 novembre 2011, est abrogé.

Art. 33. À l'article 327, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "ou du recouvrement" sont chaque fois abrogés ;

2° à l'alinéa 3, modifié par la loi du 25 avril 2014, les mots ", ou celle en charge de la perception et du recouvrement," sont abrogés.

Art. 34. Dans l'article 337 du même Code, modifié par les lois des 6 juillet 1994, 15 mars 1999, 25 avril 2014 et 25 décembre 2017, l'alinéa 4 est complété par les mots "ou d'un codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Art. 35. Dans l'article 339/1 du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 2011, les mots "la perception et" sont insérés entre les mots "l'établissement ou" et les mots "le recouvrement".

Art. 36. Dans l'article 354, alinéa 4, du même Code, modifié par les lois des 15 mars 1999, 24 décembre 2002 et 27 avril 2016, les mots "ou le conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement" sont remplacés par les mots ", son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Art. 37. Dans l'article 366, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999 et modifié par la loi du 27 avril 2016, les mots "ou le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales" sont insérés entre les mots "est mise en recouvrement" et les mots ", peut se pourvoir en réclamation".

Art. 38. Dans l'article 372 du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999, les mots "ou son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement" sont remplacés par les mots ", son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Art. 39. Dans l'article 373, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999 et modifié par la loi du 19 mai 2010, les mots "son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peut, dans un délai de trois mois" sont remplacés par les mots "son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, peut, dans un délai de six mois".

Art. 40. À l'article 375 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 15 mars 1999 et modifié par la loi du 27 avril 2016, les mots "ou par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement" sont remplacés par les mots ", par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou par le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales" ;

Art. 29. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Titel VII vervangen als volgt:

"TITEL VII. — VESTIGING EN INNING VAN DE BELASTINGEN".

Art. 30. In artikel 298 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 februari 2017, wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 31. Artikel 300 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juli 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 300. § 1. De Koning regelt de wijze waarop men dient te handelen voor de aangiften, de opmaking en de kennisgeving van de kohieren, de betalingen en de kwijtschriften.

§ 2. De bepalingen van dit Wetboek doen geen afbreuk aan het recht van de Staat om het herstel van de schade te vorderen die kan bestaan uit de niet-betaling van de belastingen en de voorheffingen, interesten, administratieve geldboeten, belastingverhogingen en bijbehoren, door een burgerlijke partijstelling of door een aansprakelijkheidsvordering."

Art. 32. Artikel 319*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006 en 7 november 2011, wordt opgeheven.

Art. 33. In artikel 327, § 1, van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden telkens de woorden "of de invordering" opgeheven;

2° in het derde lid, gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de woorden ", of deze belast met de inning en de invordering," opgeheven.

Art. 34. In artikel 337 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1994, 15 maart 1999, 25 april 2014 en 25 december 2017, wordt het vierde lid aangevuld met de woorden "of van een medeschuldenaar zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Art. 35. In artikel 339/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 2011, worden de woorden "de inning en de" ingevoegd tussen de woorden "voor de vestiging of" het woord "invordering".

Art. 36. In artikel 354, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 maart 1999, 24 december 2002 en 27 april 2016, worden de woorden "of de echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd" vervangen door de woorden ", zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of de medeschuldenaar zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Art. 37. In artikel 366, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, worden de woorden "of de medeschuldenaar zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen" ingevoegd tussen de woorden "wordt ingevorderd" en de woorden ", kan tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, opcentiemen, verhogingen en geldboeten inbegrepen, schriftelijk bezwaar indienen".

Art. 38. In artikel 372 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999, worden de woorden "of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd" vervangen door de woorden ", zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of de medeschuldenaar zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Art. 39. In artikel 373, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999 en gewijzigd bij de wet van 19 mei 2010, worden de woorden "zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, binnen een termijn van drie maanden", vervangen door de woorden ", zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of de medeschuldenaar zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, binnen een termijn van zes maanden".

Art. 40. In artikel 375 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 15 maart 1999 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, worden de woorden "of door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd", vervangen door de woorden ", door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of door de medeschuldenaar zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen";

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2, remplacé par la loi du 15 mars 1999 et modifié par la loi du 25 décembre 2017, les mots "ou par le conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement" sont remplacés par les mots ", par le conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou par le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales" ;

3° dans le paragraphe 1^{er}/1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 15 avril 2018, les mots "ou son conjoint, sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement" sont remplacés par les mots ", son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou par le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Art. 41. Dans l'article 376 du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999 et modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} juillet 2016, les mots "ou par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement" sont chaque fois remplacés par les mots ", par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou par le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Art. 42. Dans l'article 376^{ter}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2004 et modifié par la loi du 27 avril 2016, les mots "ou son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement" sont remplacés par les mots ", par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou par le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Art. 43. À l'article 376^{quinquies} du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2007 et modifié par les lois des 29 avril 2013 et 27 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots "et le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales" sont insérés entre les mots "est mise en recouvrement" et les mots ", peuvent introduire une demande de conciliation" ;

2° au paragraphe 2, les mots ", son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement ou le codébiteur visé à l'article 2 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales" sont insérés entre les mots "lorsque le redevable" et les mots "a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance" et entre les mots "Lorsque le redevable" et les mots "a introduit une action auprès du tribunal de première instance".

Art. 44. Dans le titre VII, du même Code, l'intitulé du chapitre VIII est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE VIII. — Respect de l'obligation de retenue, délai de paiement et intérêts".

Art. 45. Dans le titre VII, chapitre VIII, du même Code, l'intitulé de la section première est remplacé par ce qui suit :

"Section I^{re}. Respect de l'obligation de retenue".

Art. 46. L'article 393 du même Code, modifié par la loi du 27 avril 2007, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 393. § 1^{er}. Les fonctionnaires de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de l'établissement des impôts sur les revenus vérifient que l'obligation de retenue et de versement prévue à l'article 55 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales est respectée par le donneur d'ordre et l'entrepreneur.

§ 2. Lorsque les versements prévus à l'article 55 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales n'ont pas été effectués, le montant dû est doublé et enrôlé à charge du contrevenant, à titre d'amende administrative, dans le délai prévu à l'article 354.

Le Roi peut déterminer sous quelles conditions l'amende peut être réduite."

Art. 47. L'article 393^{bis} du même Code, inséré par la loi du 4 mai 1999 et modifié par la loi du 10 août 2001, est abrogé.

Art. 48. L'article 394 du même Code, modifié par les lois des 4 mai 1999, 10 août 2001 et 10 août 2005, est abrogé.

2° in paragraaf 1, tweede lid, vervangen bij de wet van 15 maart 1999 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2017, worden de woorden "of door de echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd", vervangen door de woorden ", door de echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of door de medeschuldenaar zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen";

3° in paragraaf 1/1, ingevoegd bij de wet van 15 april 2018, worden de woorden "of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd" vervangen door de woorden ", de echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of door de medeschuldenaar zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Art. 41. In artikel 376 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 juli 2016, worden de woorden "of door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd," telkens vervangen door de woorden ", door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of door de medeschuldenaar bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen,".

Art. 42. In artikel 376^{ter}, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, worden de woorden "of door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd" vervangen door de woorden ", door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of door de medeschuldenaar bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Art. 43. In artikel 376^{quinquies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 29 april 2013 en 27 april 2016, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "en de medeschuldenaar bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen" ingevoegd tussen de woorden "wordt ingevorderd" en de woorden "een aanvraag tot bemiddeling indienen";

2° in paragraaf 2 worden de woorden ", zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd of de medeschuldenaar bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen" ingevoegd tussen de woorden "wanneer de belastingschuldige" en de woorden "vooraf een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld" en tussen de woorden "Wanneer een belastingschuldige" en de woorden "een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld".

Art. 44. In titel VII van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van hoofdstuk VIII vervangen als volgt:

"HOOFDSTUK VIII. — Naleving van de inhoudingsplicht, betaaltermijn en interesten".

Art. 45. In titel VII, hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling I vervangen als volgt:

"Afdeling I. Naleving van de inhoudingsplicht".

Art. 46. Artikel 393 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, wordt vervangen als volgt:

"Art. 393. § 1. De ambtenaren van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen gaan na of de inhoudings- en stortingsplicht bedoeld in artikel 55 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen wordt nageleefd door de opdrachtgever en de aannemer.

§ 2. Wanneer de stortingen bedoeld in artikel 55 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen niet werden verricht, wordt het verschuldigde bedrag verdubbeld en binnen de in artikel 354 bedoelde termijn als administratieve geldboete ingekohierd lastens de overtreder.

De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden de geldboete kan worden verminderd."

Art. 47. Artikel 393^{bis} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, wordt opgeheven.

Art. 48. Artikel 394 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 4 mei 1999, 10 augustus 2001 en 10 augustus 2005, wordt opgeheven.

Art. 49. L'article 394bis du même Code, inséré par la loi du 28 juillet 1992 et rétabli par la loi du 15 décembre 2004, est abrogé.

Art. 50. L'article 395 du même Code est abrogé.

Art. 51. L'article 396 du même Code est abrogé.

Art. 52. L'article 397 du même Code, modifié par la loi du 6 juillet 1994, est abrogé.

Art. 53. L'article 398 du même Code, modifié par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 54. L'article 399 du même Code est abrogé.

Art. 55. L'article 399bis du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2007 et remplacé par la loi du 10 juillet 2017, est abrogé.

Art. 56. L'article 399ter du même Code, inséré par la loi du 11 décembre 2008, est abrogé.

Art. 57. Dans le titre VII, Chapitre VIII, du même Code, la section II, comportant les articles 400 à 408, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2016, est abrogée.

Art. 58. Dans le Titre VII, Chapitre VIII, du même Code, la section III, comportant les articles 409 à 411, modifié en dernier lieu par la loi du 27 avril 2016, est abrogée.

Art. 59. Dans le titre VII, chapitre VIII, du même Code, la section IVbis, comportant les articles 413bis à 413octies, modifié en dernier lieu par la loi du 27 avril 2016, est abrogée.

Art. 60. Dans l'article 414, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999, les mots "l'article 410" sont remplacés par les mots "l'article 62 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Art. 61. L'article 417 du même Code, modifié par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 62. Dans le titre VII, du même Code, le chapitre IX, comportant les articles 420 à 443, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mars 2018, est abrogé.

Art. 63. Dans le titre VII, du même Code, le chapitre IXbis, comportant les articles 443bis et 443ter, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mars 2018, est abrogé.

Section 3. — Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 64. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mars 2018, les mots "394, 398, 399bis, 409 à 411, 413 et 414, 417 à 419, 422 à 442, 442quinquies, 443bis, 443ter" sont remplacés par les mots "413, 414, 418, 419".

Art. 65. Dans le même Code, l'intitulé du Chapitre X du Titre II est remplacé par ce qui suit:

"CHAPITRE X. — Etablissement et perception".

Art. 66. L'article 32 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 mai 2010, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 32. Les réclamations doivent être motivées et présentées, sous peine de déchéance, au plus tard quatre mois à partir du dernier jour de la période pour laquelle la taxe est due, sans cependant que le délai puisse être inférieur à six mois à compter:

- du troisième jour ouvrable qui suit la date de l'avertissement-extrait de rôle ou de l'avis de cotisation, ou

- de la date à laquelle l'avertissement-extrait de rôle est mis à disposition du redevable au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques lorsque le redevable a opté, moyennant une déclaration explicite en ce sens, pour une réception des avertissements-extraits de rôle exclusivement au moyen d'une telle procédure."

Art. 67. Dans le titre III du même Code, le Chapitre VI, comportant l'article 63, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1967, est abrogé.

Art. 68. Dans l'article 70 du même Code, remplacé par la loi du 10 février 1981, les mots ", de fournir une garantie" sont chaque fois abrogés.

Art. 49. Artikel 394bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 juli 1992 en hersteld bij de wet van 15 december 2004, wordt opgeheven.

Art. 50. Artikel 395 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 51. Artikel 396 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 52. Artikel 397 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1994, wordt opgeheven.

Art. 53. Artikel 398 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 54. Artikel 399 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 55. Artikel 399bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 en vervangen bij de wet van 10 juli 2017, wordt opgeheven.

Art. 56. Artikel 399ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 december 2008, wordt opgeheven.

Art. 57. In Titel VII, Hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek wordt afdeling II, die de artikelen 400 tot 408 bevat, laatstelijk gewijzigd op 18 december 2016, opgeheven.

Art. 58. In titel VII, Hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek wordt afdeling III, die de artikelen 409 tot 411 bevat, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, opgeheven.

Art. 59. In titel VII, hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek wordt afdeling IVbis, die de artikelen 413bis tot 413octies bevat, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, opgeheven.

Art. 60. In artikel 414, § 2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999, worden de woorden "artikel 410" vervangen door de woorden "artikel 62 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Art. 61. Artikel 417 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 62. In titel VII van hetzelfde Wetboek wordt hoofdstuk IX, dat de artikelen 420 tot 443 bevat, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 maart 2018, opgeheven.

Art. 63. In titel VII van hetzelfde Wetboek wordt hoofdstuk IXbis, dat de artikelen 443bis en 443ter bevat, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 maart 2018, opgeheven.

Afdeling 3. — Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 64. In artikel 2, eerste lid van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 maart 2018, worden de woorden "394, 398, 399bis, 409 tot 411, 413 en 414, 417 tot 419, 422 tot 442, 442quinquies, 443bis, 443ter" vervangen door de woorden "413, 414, 418, 419".

Art. 65. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Hoofdstuk X van Titel II vervangen als volgt:

"HOOFDSTUK X. — Vestiging en inning".

Art. 66. Artikel 32 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 mei 2010, wordt vervangen als volgt:

"Art. 32. De bezwaarschriften moeten gemotiveerd en op straffe van verval worden ingediend uiterlijk vier maanden vanaf de laatste dag van de periode waarvoor de belasting is verschuldigd, zonder dat de termijn nochtans minder dan zes maanden mag bedragen te rekenen vanaf:

- de derde werkdag volgend op de datum van het aanslagbiljet of de kennisgeving van de aanslag, of

- de datum waarop het aanslagbiljet ter beschikking wordt gesteld van de belastingschuldige door middel van een procedure waarbij informatietechnieken worden gebruikt wanneer de belastingschuldige, middels een uitdrukkelijke verklaring in die zin, ervoor gekozen heeft aanslagbiljetten uitsluitend via een dergelijke procedure te ontvangen."

Art. 67. In titel III van hetzelfde Wetboek wordt Hoofdstuk VI, dat artikel 63 bevat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1967, opgeheven.

Art. 68. In artikel 70 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 februari 1981, worden telkens de woorden ", een waarborg te stellen" opgeheven.

Art. 69. Dans le même Code, l'intitulé du chapitre IV du titre IV est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE IV. — Exigibilité de la taxe, déclaration et perception".

Art. 70. L'article 103bis du même Code, inséré par la loi du 25 mai 1993 et modifié par la loi du 19 mai 2010, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 103bis. Les réclamations doivent être motivées et présentées, sous peine de déchéance, au plus tard quatre mois à partir du dernier jour de l'exercice d'imposition, sans cependant que le délai puisse être inférieur à six mois à compter :

- du troisième jour ouvrable qui suit la date de l'avertissement-extrait de rôle ou de l'avis de cotisation, ou

- de la date à laquelle l'avertissement-extrait de rôle est mis à disposition du redevable au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques lorsque le redevable a opté, moyennant une déclaration explicite en ce sens, pour une réception des avertissements-extraits de rôle exclusivement au moyen d'une telle procédure."

Art. 71. Dans le même Code, l'intitulé du chapitre VI du titre VII est remplacé par ce qui suit :

"CHAPITRE VI. — Mode de versement, établissement et perception de la taxe".

Art. 72. Dans l'article 119 du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, les mots "le recouvrement" sont remplacés par les mots "la perception" et les mots "au recouvrement" sont remplacés par les mots "à la perception".

Section 4. — Code des droits et taxes divers

Art. 73. Dans le livre I^{er} du Code des droits et taxes divers, il est inséré un titre VIIIbis rédigé comme suit :

"Titre VIIIbis. Poursuites et instances – Sûretés données au Trésor".

Art. 74. Dans le titre VIIIbis inséré par l'article 73, il est inséré un article 23¹ rédigé comme suit :

"Art. 23¹. La solution des difficultés qui peuvent s'élever relativement à la perception ou au recouvrement des droits avant l'introduction des instances appartient au ministre des Finances ou au fonctionnaire délégué par lui.

Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l'alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits pour lesquelles l'intervention du service de conciliation fiscale est exclue.

Le ministre des Finances conclut les transactions avec les contribuables, pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération d'impôt."

Art. 75. Dans le même titre VIIIbis, il est inséré un article 23² rédigé comme suit :

"Art. 23². Le premier acte de poursuite pour le recouvrement des droits ou amendes et des accessoires est une contrainte.

Elle est décernée par le receveur chargé du recouvrement ; elle est visée et déclarée exécutoire par le conseiller général compétent de l'administration en charge de l'établissement des droits établis par le Code et signifiée par exploit d'huissier de justice."

Art. 76. Dans le même titre VIIIbis, il est inséré un article 23³ rédigé comme suit :

"Art. 23³. L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une action en justice."

Art. 77. Dans le même titre VIIIbis, il est inséré un article 23⁴ rédigé comme suit :

"Art. 23⁴. Pour le recouvrement des droits établis par le présent Code, ainsi que des intérêts et frais, le Trésor a un privilège général sur tous les biens meubles du débiteur et une hypothèque légale sur tous ses biens immeubles. Le privilège prend rang immédiatement après ceux mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Livre II du Code de commerce. L'hypothèque légale

Art. 69. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk IV van titel IV vervangen als volgt :

"HOOFDSTUK IV. — Eisbaarheid van de belasting, aangifte en inning".

Art. 70. Artikel 103bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 mei 1993 en gewijzigd bij de wet van 19 mei 2010, wordt vervangen als volgt :

"Art. 103bis. De bezwaarschriften moeten gemotiveerd zijn en op straffe van verval worden ingediend uiterlijk vier maanden vanaf de laatste dag van het aanslagjaar, zonder dat de termijn nochtans minder dan zes maanden mag bedragen te rekenen vanaf :

- de derde werkdag volgend op de datum van het aanslagbiljet of de kennisgeving van de aanslag, of

- de datum waarop het aanslagbiljet ter beschikking wordt gesteld van de belastingsschuldige door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken worden gebruikt wanneer de belastingsschuldige, middels een uitdrukkelijke verklaring in die zin, ervoor gekozen heeft aanslagbiljetten uitsluitend via een dergelijke procedure te ontvangen."

Art. 71. In de Franse versie van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk VI van titel VII vervangen als volgt :

"CHAPITRE VI. — Mode de versement, établissement et perception de la taxe".

Art. 72. In artikel 119 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden in de Franse tekst de woorden "le recouvrement" vervangen door de woorden "la perception" en worden de woorden "au recouvrement" vervangen door de woorden "à la perception".

Afdeling 4. — Wetboek diverse rechten en taksen

Art. 73. In boek I van het Wetboek diverse rechten en taksen wordt een titel VIIIbis ingevoegd, luidende :

"Titel VIIIbis. Vervolgingen en gedingen – Zekerheden gegeven aan de Schatkist".

Art. 74. In titel VIIIbis, ingevoegd bij artikel 73 wordt een artikel 23¹ ingevoegd, luidende :

"Art. 23¹. Moeilijkheden die zich kunnen voordoen met betrekking tot de heffing of de invordering van de rechten vóór het inleiden van een rechtsgeding, worden opgelost door de minister van Financiën of de door hem gemachtigde ambtenaar.

Indien na onderhandelingen met de minister of met de door hem gemachtigde ambtenaar geen akkoord wordt bereikt over een moeilijkheid als bedoeld in het eerste lid, kan de belastingplichtige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden met betrekking tot de heffing en de invordering van de rechten tussenkomst door de fiscale bemiddelingsdienst is uitgesloten.

De minister van Financiën gaat dadingen aan met de belastingplichtigen, voor zover deze niet leiden tot vrijstelling of vermindering van belasting."

Art. 75. In dezelfde titel VIIIbis wordt een artikel 23² ingevoegd, luidende :

"Art. 23². De eerste akte van vervolging tot invordering van de rechten of boeten en bijbehoren is een dwangschrift.

Het wordt door de met de invordering belaste ontvanger uitgevaardigd; het wordt geveiseerd en uitvoerbaar verklaard door de bevoegde adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de rechten bedoeld in het Wetboek en bij deurwaardersexploot betekend."

Art. 76. In dezelfde titel VIIIbis wordt een artikel 23³ ingevoegd, luidende :

"Art. 23³. De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts worden gestuit door een rechtsvordering."

Art. 77. In dezelfde titel VIIIbis, wordt een artikel 23⁴ ingevoegd, luidende :

"Art. 23⁴. Voor de invordering van de rechten bedoeld in dit Wetboek, evenals van de interesten en kosten, heeft de Schatkist een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de schuldenaar en een wettelijke hypotheek op al zijn onroerende goederen. Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na deze vermeld in de artikelen 19 en 20 van de Wet van 16 december 1851 en deze in artikel 23 van Boek II van het

prend rang à compter du jour de l'inscription qui en est faite en vertu de la contrainte décernée, visée et déclarée exécutoire conformément à l'article 23² du présent Code.

En outre, en cas d'opposition à la contrainte, le débiteur peut, sur la poursuite de l'administration en charge de l'établissement ou de la perception et du recouvrement des droits établis par le Code et avant le jugement vidant le débat, être condamné, selon la procédure instaurée par les articles 1035 à 1041 du Code judiciaire, à fournir, dans le délai à fixer par le juge, soit un versement provisionnel, soit un cautionnement, pour tout ou partie des sommes réclamées par la contrainte. L'ordonnance est exécutoire nonobstant appel.

Dans le cas où l'opposition à contrainte a été rejetée, aucun recours contre la décision judiciaire ne peut être valablement introduit avant que le montant des sommes dues ait été consigné.”.

Art. 78. Dans le livre II, du même Code, il est inséré un titre XII rédigé comme suit :

“Titre XII. — Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif”.

Art. 79. Dans le titre XII inséré par l'article 79, il est inséré un article 201²⁰ rédigé comme suit :

“Art. 201²⁰. Sont assujettis à une taxe annuelle à partir du 1^{er} janvier qui suit leur inscription soit auprès du Service public fédéral Finances sur la liste des fonds d'investissement immobiliers spécialisés, soit auprès de l'Autorité des services et marchés financiers :

1° les sociétés d'investissement, visées à l'article 3, 11°, de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, les sociétés d'investissement visées à l'article 3, 11°, de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leur gestionnaires, à l'exception des *pricaf* privées visées à l'article 298 de la même loi, et les sociétés immobilières réglementées publiques ou institutionnelles visées à l'article 2, 1°, 2° et 3°, de la loi du 12 mai 2014 relative aux sociétés immobilières réglementées ;

2° les sociétés de gestion responsables de la gestion des organismes de placement qui revêtent la forme contractuelle, visés à l'article 6 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances et aux articles 181 et 282 de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leur gestionnaires ;

3° les organismes de placement collectif de droit étranger visés à l'article 148 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, à l'exception des organismes de placement en créances, et des organismes de placement collectif alternatifs visés à l'article 259 de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leur gestionnaires.”.

Art. 80. Dans le même titre XII, il est inséré un article 201²¹ rédigé comme suit :

“Art. 201²¹. § 1^{er}. En ce qui concerne les organismes de placement visés à l'article 201²⁰, 1° et 2°, la taxe est due sur le total, au 31 décembre de l'année précédente, des montants nets placés en Belgique.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° sont considérées comme placées en Belgique, les parts qui sont acquises à l'étranger pour le compte d'un habitant du Royaume ;

2° lorsque l'organisme de placement a omis de fournir à l'administration les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe, et sans préjudice de l'application du Livre III, la taxe est due sur la valeur totale du patrimoine géré au 31 décembre de l'année précédente.

Le Roi peut déterminer les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe.

§ 2. En ce qui concerne les organismes de placement visés à l'article 201²⁰, 3°, la taxe est due sur le total au 31 décembre de l'année précédente des montants nets placés en Belgique, à partir de leur inscription auprès de l'Autorité des services et marchés financiers.

Wetboek van koophandel. De wettelijke hypotheek neemt rang te rekenen vanaf de dag van de inschrijving die genomen wordt krachtens het dwangschrift dat is opgesteld, geveiseerd en uitvoerbaar verklaard overeenkomstig artikel 23² van dit Wetboek.

Bovendien kan de schuldenaar, in geval van verzet tegen het dwangschrift, op vervolging van de administratie belast met de vestiging of de inning en de invordering van de rechten vastgesteld door het Wetboek en vóór het vonnis dat het geschil beslecht, veroordeeld worden, volgens de rechtspleging ingesteld door de artikelen 1035 tot 1041 van het Gerechtelijk Wetboek, tot het verstrekken, binnen de termijn door de rechter vast te stellen, hetzij van een provisionele storting, hetzij van een borgstelling, voor het geheel of een deel van de door het dwangschrift gevorderde sommen. Het bevel is uitvoerbaar niettegenstaande beroep.

Ingeval het verzet tegen dwangschrift verworpen werd, kan geen beroep tegen de rechterlijke beslissing geldig aangetekend worden alvorens het bedrag der verschuldigde sommen geconsigneerd werd.”.

Art. 78. In boek II van hetzelfde Wetboek, wordt er een titel XII ingevoegd, luidende:

“Titel XII. — Jaarlijkse taks op de collectieve beleggingsinstellingen”.

Art. 79. In titel XII, ingevoegd door artikel 79, wordt een artikel 201²⁰ ingevoegd, luidende:

“Art. 201²⁰. Onderworpen aan een jaarlijkse taks vanaf de eerste januari volgend op hun inschrijving hetzij bij de Federale Overheidsdienst Financiën op de lijst van gespecialiseerde vastgoedbeleggingsfondsen, hetzij bij de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten zijn

1° de beleggingsvennootschappen, bedoeld in artikel 3, 11° van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen, de beleggingsvennootschappen bedoeld in artikel 3, 11° van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders, met uitzondering van de private privaks, bedoeld in artikel 298 van dezelfde wet, en de openbare of institutionele geregelende vastgoedvennootschappen bedoeld in artikel 2, 1°, 2° en 3° van de wet van 12 mei 2014 betreffende de geregelende vastgoedvennootschappen;

2° de beheersvennootschappen die instaan voor het beheer van de beleggingsinstellingen die geregeld zijn bij overeenkomst, bedoeld in artikel 6 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen en in de artikelen 181 en 282 van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders;

3° de instellingen voor collectieve belegging naar buitenlands recht bedoeld in artikel 148 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen, met uitzondering van de instellingen voor belegging in schuldvorderingen, en de alternatieve instellingen voor collectieve belegging naar buitenlands recht bedoeld in artikel 259 van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders.”.

Art. 80. In dezelfde titel XII wordt een artikel 201²¹ ingevoegd, luidende:

“Art. 201²¹. § 1. Wat de beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 201²⁰, 1° en 2°, betreft, is de taks verschuldigd op het totaal van de in België op 31 december van het voorgaande jaar netto uitstaande bedragen.

Voor de toepassing van het eerste lid:

1° worden de in het buitenland voor rekening van een rijksinwoner verworven rechten van deelneming, geacht uit te staan in België;

2° is, indien de beleggingsinstelling verzuimd heeft de elementen die nuttig en noodzakelijk zijn voor de heffing van de taks aan de administratie te verstrekken, en onverminderd de toepassing van Boek III, de taks verschuldigd op de totaalwaarde van het beheerd vermogen op 31 december van het voorgaande jaar.

De Koning kan de voor de heffing van de taks nuttige en noodzakelijke elementen bepalen.

§ 2. Wat betreft de beleggingsinstellingen, bedoeld in artikel 201²⁰, 3°, is de taks verschuldigd op het totaal van de in België netto uitstaande bedragen op 31 december van het voorgaande jaar, vanaf hun inschrijving bij de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° les parts qui ont été placées à l'étranger par un intermédiaire financier ne peuvent être déduites des montants bruts placés en Belgique en cas d'achat à l'intervention d'un intermédiaire financier en Belgique ;

2° lorsque l'organisme de placement a omis de fournir à l'administration les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe, et sans préjudice de l'application du Livre III, la taxe est due sur le total au 31 décembre de l'année précédente des montants bruts placés en Belgique.

Le Roi peut fixer les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe.

§ 3. Pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas repris dans la base imposable d'un organisme de placement qui détient des parts dans un organisme de placement, les montants qui ont déjà été compris dans la base imposable d'un organisme de placement.

Art. 81. Dans le même titre XII, il est inséré un article 201²² rédigé comme suit :

"Art. 201²². Le tarif de la taxe est fixé à 0,0925 p.c.

Il est toutefois fixé à 0,01 p.c. dans la mesure où les moyens financiers de l'organisme de placement, d'un ou de plusieurs de ses compartiments ou des classes de titres, sont recueillis exclusivement auprès d'investisseurs institutionnels ou professionnels agissant pour leur propre compte, et dont les titres ne peuvent être acquis que par ces investisseurs."

Art. 82. Dans le même titre XII, il est inséré un article 201²³ rédigé comme suit:

"Art. 201²³. La taxe est exigible le 1^{er} janvier de chaque année.

Elle doit être acquittée au plus tard le 31 mars de chaque année.

Si la taxe n'est pas payée dans le délai prescrit, l'intérêt légal au taux fixé en matière civile est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Pour le calcul de l'intérêt, toute fraction de mois est comptée comme mois entier."

Art. 83. Dans le même titre XII, il est inséré un article 201²⁴ rédigé comme suit:

"Art. 201²⁴. Les établissements visés à l'article 201²⁰ sont tenus de déposer, au plus tard le 31 mars de chaque année d'imposition, une déclaration faisant connaître la base imposable.

Si la déclaration n'est pas déposée dans le délai prescrit, il est encouru une amende de 250 euros par semaine de retard. Toute semaine commencée est comptée comme semaine entière."

Art. 84. Dans le même titre XII, il est inséré un article 201²⁵ rédigé comme suit :

"Art. 201²⁵. Le Roi arrête la forme et le contenu de la déclaration. Il peut fixer des modalités de paiement ainsi que des règles complémentaires en vue d'assurer la juste perception de la taxe."

Art. 85. Dans le même titre XII, il est inséré un article 201²⁶ rédigé comme suit :

"Art. 201²⁶. Toute inexactitude ou omission constatée dans la déclaration visée à l'article 201²⁴, ainsi que toute autre irrégularité commise dans l'exécution des dispositions légales ou réglementaires, est punie d'une amende égale à deux fois le droit éludé sans que cette amende puisse être inférieure à 250 euros par contravention."

Art. 86. Dans le même titre XII, il est inséré un article 201²⁷ rédigé comme suit :

"Art. 201²⁷. La taxe est restituée à concurrence de ce qui excède le montant légalement dû.

Le Roi détermine le mode et les conditions de cette restitution."

Art. 87. Dans le même titre XII, il est inséré un article 201²⁸ rédigé comme suit :

"Art. 201²⁸. Les fonctionnaires en charge de l'établissement ou de la perception de la taxe peuvent prendre connaissance de tous les documents nécessaires à l'effet d'assurer l'exacte perception de la taxe."

Voor de toepassing van het eerste lid:

1° kunnen de rechten van deelneming die door een financiële tussenpersoon in het buitenland werden geplaatst, niet afgetrokken worden van de in België bruto uitstaande bedragen in geval van de inkoop door de tussenkomst van een financiële tussenpersoon in België;

2° is, indien de beleggingsinstelling verzuimd heeft de elementen die nuttig en noodzakelijk zijn voor de heffing van de taks aan de administratie te verstrekken en onverminderd de toepassing van Boek III, de taks verschuldigd op het totaal van de in België bruto uitstaande bedragen op 31 december van het voorgaande jaar.

De Koning kan de voor de heffing van de taks nuttige en noodzakelijke elementen bepalen.

§ 3. Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2 worden voor een beleggingsinstelling die rechten van deelneming heeft in een beleggingsinstelling, de bedragen die bij een beleggingsinstelling werden opgenomen in de belastbare grondslag, niet meegerekend.

Art. 81. In dezelfde titel XII wordt een artikel 201²² ingevoegd, luidende:

"Art. 201²². Het tarief van de taks wordt vastgesteld op 0,0925 pct.

Het wordt evenwel vastgesteld op 0,01 pct. in de mate dat de financieringsmiddelen van de beleggingsinstelling, één of meerdere van haar compartimenten of klassen van aandelen, uitsluitend worden aangetrokken bij institutionele of professionele beleggers die voor eigen rekening handelen, en waarvan de effecten uitsluitend door deze beleggers kunnen worden verworven."

Art. 82. In dezelfde titel XII wordt een artikel 201²³ ingevoegd, luidende:

"Art. 201²³. De taks is opeisbaar de eerste januari van elk jaar.

Hij moet betaald zijn uiterlijk op 31 maart van elk jaar.

Indien de taks niet betaald wordt binnen deze termijn, is de wettelijke interest, volgens het percentage in burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd te rekenen van de dag waarop de betaling had moeten geschieden.

Voor de berekening van de interesten wordt elke fractie van een maand gerekend als een volle maand."

Art. 83. In dezelfde titel XII wordt een artikel 201²⁴ ingevoegd, luidende:

"Art. 201²⁴. De instellingen bedoeld in artikel 201²⁰ zijn gehouden uiterlijk op 31 maart van ieder aanslagjaar een aangifte in te dienen waarin de belastbare grondslag wordt opgegeven.

Indien de aangifte niet ingediend wordt binnen de voorgeschreven termijn, wordt een geldboete verbeurd van 250 euro per week vertraging. Elke begonnen week wordt gerekend als een volle week."

Art. 84. In dezelfde titel XII wordt een artikel 201²⁵ ingevoegd, luidende:

"Art. 201²⁵. De Koning bepaalt de vorm en de inhoud van de aangifte. Hij kan betalingsmodaliteiten bepalen alsook aanvullende regels om de juiste heffing van de belasting te verzekeren."

Art. 85. In dezelfde titel XII wordt een artikel 201²⁶ ingevoegd, luidende:

"Art. 201²⁶. Elke onnauwkeurigheid of weglating die vastgesteld wordt in de aangifte bedoeld in artikel 201²⁴, evenals iedere andere onregelmatigheid begaan in de uitvoering van de wettelijke of reglementaire bepalingen, wordt gestraft met een geldboete gelijk aan tweemaal het ontdoken recht, zonder dat deze geldboete lager mag zijn dan 250 euro per overtreding."

Art. 86. In dezelfde titel XII wordt een artikel 201²⁷ ingevoegd, luidende:

"Art. 201²⁷. De taks wordt teruggegeven voor het gedeelte dat meer bedraagt dan hetgeen wettelijk verschuldigd is.

De Koning bepaalt de wijze en de voorwaarden van de terugbetaling."

Art. 87. In dezelfde titel XII wordt een artikel 201²⁸ ingevoegd, luidende:

"Art. 201²⁸. De ambtenaren belast met de vestiging of de heffing van de taks kunnen kennis nemen van alle documenten nodig om de juiste heffing van de taks te verzekeren."

Art. 88. Dans le Livre II du même Code, il est inséré un Titre XIII rédigé comme suit :

“Titre XIII – Taxe annuelle sur les entreprises d’assurance”.

Art. 89. Dans le titre XIII inséré par l’article 88, il est inséré un article 201²⁹ rédigé comme suit :

“Art. 201²⁹. Sont assujetties à une taxe annuelle à partir du 1^{er} janvier qui suit leur inscription soit auprès de l’Autorité des services et marchés financiers :

1° les entreprises d’assurances visées à l’article 6 de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d’assurance ou de réassurance qui attribuent des revenus visés à l’article 21, 9°, du Code des impôts sur les revenus 1992 ou qui attribuent des dividendes qui sont exonérés de l’impôt des sociétés sur base de l’article 185, § 1^{er}, de ce Code ;

2° les entreprises d’assurances visées à l’article 6 de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d’assurance ou de réassurance, qui effectuent des opérations d’assurance telles que visées à l’annexe II, A, 23 de cette même loi.”.

Art. 90. Dans le même titre XIII, il est inséré un article 201³⁰ rédigé comme suit :

“Art. 201³⁰. § 1^{er}. La taxe est due sur le montant total des provisions mathématiques du bilan et des provisions techniques au 1^{er} janvier de l’année d’imposition, afférentes :

- aux contrats d’assurance-vie qui répondent aux conditions fixées par l’article 21, 9°, du Code des impôts sur les revenus 1992 ;

- aux opérations d’assurance liées à un fonds d’investissement à l’exclusion des contrats d’assurance-vie dont le capital ou la valeur de rachat est imposable à l’impôt sur les revenus ou à la taxe sur l’épargne à long terme.

Le Roi peut fixer les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe.

§ 2. Pour l’application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, deuxième tiret, ne sont pas repris dans la base imposable d’une entreprise d’assurances qui détient des parts dans un organisme de placement, les montants qui ont déjà été compris dans la base imposable pour la taxe sur les organismes de placement collectif.

§ 3. Dans le cas où une entreprise d’assurance visée à l’article 201²⁹, a adopté la forme d’une société coopérative agréée par le Conseil national de la coopération, la taxe est en outre due sur une quotité du capital social au 1^{er} janvier de l’année d’imposition. Cette quotité est égale à la proportion entre le total des dividendes non imposables sur base de l’article 185, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, et le total des dividendes attribués pour l’exercice social qui précède.”.

Art. 91. Dans le même titre XIII, il est inséré un article 201³¹ rédigé comme suit :

“Art. 201³¹. Le tarif de la taxe est fixé :

1° à 0,0925 p.c. du montant total visé à l’article 201³⁰, des provisions mathématiques du bilan et des provisions techniques, afférentes aux contrats d’assurance-vie et aux opérations d’assurance liées à un fonds de placement ;

2° à 0,0925 p.c. de la quotité du capital social visée à l’article 201³⁰, § 3, des entreprises visées à l’article 201²⁹, 1° ou 2°, qui ont adopté la forme d’une société coopérative agréée par le Conseil national de la coopération.”.

Art. 92. Dans le même titre XIII, il est inséré un article 201³² rédigé comme suit :

“Art. 201³². La taxe est exigible le 1^{er} janvier de chaque année.

Elle doit être acquittée au plus tard le 31 mars de chaque année. Toutefois, ce délai est prorogé, le cas échéant, en ce qui concerne le paiement de la taxe ou de la partie de la taxe afférente aux dividendes visés à l’article 201²⁹, 1°, jusqu’au huitième jour ouvrable qui suit la date de l’assemblée générale qui décide de l’attribution des dividendes.

Si la taxe ou la partie de la taxe n’est pas payée dans le délai prescrit, l’intérêt légal au taux fixé en matière civile est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Pour le calcul de l’intérêt, toute fraction de mois est comptée comme mois entier.”.

Art. 88. In boek II van hetzelfde Wetboek wordt een titel XIII ingevoegd, luidende:

“Titel XIII – Jaarlijkse taks op de verzekeringsondernemingen”.

Art. 89. In titel XIII, ingevoegd door artikel 88, wordt een artikel 201²⁹ ingevoegd, luidende:

“Art. 201²⁹. Onderworpen aan een jaarlijkse taks vanaf de eerste januari volgend op hun inschrijving bij de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten zijn:

1° de verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 6 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, die inkomsten toekennen als bedoeld in artikel 21, 9°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 of die dividenden toekennen die van de vennootschapsbelasting zijn vrijgesteld op grond van artikel 185, § 1, van dat Wetboek;

2° de verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 6 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, die verzekeringsverrichtingen doen als bedoeld in bijlage II, A, 23, van dezelfde wet.”.

Art. 90. In dezelfde titel XIII wordt een artikel 201³⁰ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³⁰. § 1. De taks is verschuldigd op het totaal bedrag op 1 januari van het aanslagjaar van de wiskundige balansprovisies en de technische provisie die betrekking hebben op:

- de levensverzekeringscontracten die beantwoorden aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 21, 9°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

- de verzekeringsverrichtingen die met een beleggingsfonds verbonden zijn, met uitzondering van levensverzekeringscontracten waarvan het kapitaal of de afkoopwaarde onderworpen is aan de inkomstenbelasting of aan de taks op het langetermijnsparen.

De Koning kan de voor de heffing van de taks nuttige en noodzakelijke elementen bepalen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, eerste lid, tweede streepje, worden voor een verzekeringsonderneming die rechten van deelneming heeft in een beleggingsinstelling, de bedragen die bij een beleggingsinstelling werden opgenomen in de belastbare grondslag voor de jaarlijkse taks op de collectieve beleggingsinstellingen niet meegerekend.

§ 3. In geval een verzekeringsonderneming bedoeld in artikel 201²⁹ de vorm heeft aangenomen van een coöperatieve vennootschap erkend door de Nationale Raad van de Coöperatie, is de taks bovendien verschuldigd op een quotiteit van het maatschappelijk kapitaal op 1 januari van het aanslagjaar. Die quotiteit is gelijk aan de verhouding van het totaal van de op grond van artikel 185, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 niet-belastbare dividendten tot het totaal van de toegekende dividendten voor het boekjaar dat voorafgaat.”.

Art. 91. In dezelfde titel XIII wordt een artikel 201³¹ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³¹. Het tarief van de taks wordt vastgesteld:

1° op 0,0925 pct. voor het in artikel 201³⁰, paragraaf 1, bedoelde totaal bedrag van de wiskundige balansprovisies en de technische provisie die betrekking hebben op levensverzekeringscontracten en op verzekeringsverrichtingen die verbonden zijn aan beleggingsfondsen;

2° op 0,0925 pct. voor de in artikel 201³⁰, § 3, bedoelde quotiteit van het maatschappelijk kapitaal van de in artikel 201²⁹, 1° of 2°, bedoelde ondernemingen die de vorm van een coöperatieve vennootschap hebben aangenomen, erkend door de Nationale Raad van de Coöperatie.”.

Art. 92. In dezelfde titel XIII wordt een artikel 201³² ingevoegd, luidende:

“Art. 201³². De taks is opeisbaar de eerste januari van elk jaar.

Hij moet betaald zijn uiterlijk op 31 maart van elk jaar. Nochtans wordt die termijn, wat betreft de betaling van de taks of van het gedeelte van de taks met betrekking tot de dividendten bedoeld in artikel 201²⁹, 1°, in voorkomend geval, verlengd tot de achtste werkdag na de datum van de algemene vergadering waarop over de toekenning van de dividendten is beslist.

Indien de taks of het gedeelte van de taks niet betaald wordt binnen deze termijn, is de wettelijke interest, volgens het percentage in burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd te rekenen van de dag waarop de betaling had moeten geschieden.

Voor de berekening van de interesten wordt elke fractie van een maand gerekend als een volle maand.”.

Art. 93. Dans le même titre XIII, il est inséré un article 201³³ rédigé comme suit :

“Art. 201³³. Les entreprises visées à l’article 201²⁹ sont tenues de déposer, au plus tard le 31 mars de chaque année d’imposition, une déclaration faisant connaître la base imposable. Toutefois, les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la coopération, doivent, en ce qui concerne la taxe ou la partie de la taxe afférente aux dividendes visés à l’article 201²⁹, 1°, déposer la déclaration ou une déclaration complémentaire faisant connaître la base imposable de la taxe ou de la partie de la taxe afférente aux dividendes visés, au plus tard le jour auquel le paiement doit être effectué conformément à l’article 201³², alinéa 2.

Si la déclaration n’est pas déposée dans le délai prescrit, il est encouru une amende de 250 euros par semaine de retard. Toute semaine commencée est comptée comme semaine entière.”.

Art. 94. Dans le même titre XIII, il est inséré un article 201³⁴ rédigé comme suit :

“Art. 201³⁴. Le Roi arrête la forme et le contenu de la déclaration. Il peut fixer des modalités de paiement ainsi que des règles complémentaires en vue d’assurer la juste perception de l’impôt.”.

Art. 95. Dans le même titre XIII, il est inséré un article 201³⁵ rédigé comme suit :

“Art. 201³⁵. Toute inexactitude ou omission constatée dans la déclaration visée à l’article 201³³, ainsi que toute autre irrégularité commise dans l’exécution des dispositions légales ou réglementaires, est punie d’une amende égale à deux fois le droit élué, sans que cette amende puisse être inférieure à 250 euros par contravention.”.

Art. 96. Dans le même Titre XIII, il est inséré un article 201³⁶ rédigé comme suit :

“Art. 201³⁶. La taxe est restituée à concurrence de ce qui excède le montant légalement dû.

Le Roi détermine le mode et les conditions de cette restitution.”.

Art. 97. Dans le même Titre XIII est inséré un article 201³⁷ rédigé comme suit :

“Art. 201³⁷. Les fonctionnaires en charge de l’établissement ou de la perception de la taxe peuvent prendre connaissance de tous les documents nécessaires à l’effet d’assurer l’exacte perception de la taxe.”.

Art. 98. Dans le Livre II, du même Code, il est inséré un Titre XIV rédigé comme suit :

“Titre XIV. — Dispositions communes aux taxes diverses”.

Art. 99. Dans le Titre XIV inséré par l’article 98, il est inséré un article 201³⁸ rédigé comme suit :

“Art. 201³⁸. La solution des difficultés qui peuvent s’élever relativement à la perception des taxes diverses avant l’introduction des instances appartient au ministre des Finances ou au fonctionnaire délégué par lui.

Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l’alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l’article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception des taxes diverses pour lesquelles l’intervention du service de conciliation fiscale est exclue.

Le ministre des Finances conclut les transactions avec le contribuable, pourvu qu’elles n’impliquent pas exemption ou modération d’impôt.”.

Art. 100. Dans le même Titre XIV, il est inséré un article 201³⁹ rédigé comme suit :

“Art. 201³⁹. § 1^{er}. En cas de non-paiement de la dette fiscale composée de la taxe, des intérêts, des amendes et des accessoires, celle-ci est reprise à un registre de perception et recouvrement, lequel constitue le titre exécutoire permettant le recouvrement de la dette fiscale et concrétisant celle-ci. Un registre de perception et recouvrement fait mention, pour chaque redevable y repris :

- de ses données d’identification ;
- de la dette fiscale due par celui-ci, telle que reprise au registre de perception et recouvrement ;
- de la justification de la dette fiscale visée à l’alinéa 5.

Art. 93. In dezelfde titel XIII wordt een artikel 201³³ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³³. De ondernemingen bedoeld in artikel 201²⁹ zijn gehouden uiterlijk op 31 maart van ieder aanslagjaar een aangifte in te dienen waarin de belastbare grondslag wordt opgegeven. Evenwel moeten, wat betreft de taks of het gedeelte van de taks met betrekking tot de dividenden bedoeld in artikel 201²⁹, 1°, de coöperatieve vennootschappen erkend door de Nationale Raad voor de Coöperatie de aangifte of een bijkomende aangifte die de belastbare grondslag opgeeft van de taks of van het gedeelte van de taks betreffende die dividenden indienen ten laatste de dag waarop de betaling overeenkomstig artikel 201³², tweede lid, moet worden gedaan.

Indien de aangifte niet ingediend wordt binnen de voorgeschreven termijn, wordt een geldboete verbeurd van 250 euro per week vertraging. Elke begonnen week wordt gerekend als een volle week.”.

Art. 94. In dezelfde titel XIII wordt een artikel 201³⁴ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³⁴. De Koning bepaalt de vorm en de inhoud van de aangifte. Hij kan betalingsmodaliteiten bepalen alsook aanvullende regels om de juiste heffing van de belasting te verzekeren.”.

Art. 95. In dezelfde titel XIII wordt een artikel 201³⁵ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³⁵. Elke onnauwkeurigheid of weglating die vastgesteld wordt in de aangifte bedoeld in artikel 201³³, evenals iedere andere onregelmatigheid begaan in de uitvoering van de wettelijke of reglementaire bepalingen, wordt gestraft met een geldboete gelijk aan tweemaal het ontdoken recht, zonder dat deze geldboete lager mag zijn dan 250 euro per overtreding.”.

Art. 96. In dezelfde Titel XIII wordt een artikel 201³⁶ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³⁶. De taks wordt teruggegeven voor het gedeelte dat meer bedraagt dan hetgeen wettelijk verschuldigd is.

De Koning bepaalt de wijze en de voorwaarden van de terugbetaling.”.

Art. 97. In dezelfde Titel XIII wordt een artikel 201³⁷ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³⁷. De ambtenaren belast met de vestiging of de heffing van de taks kunnen kennis nemen van alle documenten nodig om de juiste heffing van de taks te verzekeren.”.

Art. 98. In Boek II van hetzelfde Wetboek wordt een Titel XIV ingevoegd, luidende:

“Titel XIV. — Bepalingen gemeen aan de diverse taksen”.

Art. 99. In Titel XIV, ingevoegd bij artikel 98, wordt een artikel 201³⁸ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³⁸. Moelijkheden inzake de heffing van de diverse taksen die vóór het inleiden van een rechtsgeding ontstaan, worden opgelost door de minister van Financiën of de door hem gemachtigde ambtenaar.

Indien na onderhandelingen met de minister of met de door hem gemachtigde ambtenaar geen akkoord wordt bereikt over een moeilijkheid als bedoeld in het eerste lid, kan de belastingplichtige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden met betrekking tot de heffing van de diverse taksen tussenkomst door de fiscale bemiddelingsdienst is uitgesloten.

De minister van Financiën gaat dadingen aan met de belastingplichtige, voor zover deze niet leiden tot vrijstelling of vermindering van belasting.”.

Art. 100. In dezelfde Titel XIV wordt een artikel 201³⁹ ingevoegd, luidende:

“Art. 201³⁹. § 1. Bij niet-betaling van de belastingschuld bestaande uit de taks, de interesten, de geldboeten en de bijbehoren, wordt deze opgenomen in een innings- en invorderingsregister, dat de uitvoerbare titel vormt waardoor de belastingschuld kan ingevorderd worden en deze concreetiseerd wordt. Een innings- en invorderingsregister vermeldt, voor elke schuldenaar erin opgenomen:

- zijn identificatiegegevens;
- de belastingschuld verschuldigd door hem, zoals opgenomen in het innings- en invorderingsregister;
- de verantwoording van de belastingschuld bedoeld in het vijfde lid.

La dette fiscale peut faire l'objet de registres de perception et recouvrement rectificatifs en cas de modification ultérieure, pour quelque cause que ce soit, des montants repris au registre de perception et recouvrement conformément à l'alinéa 1^{er}.

Les données reprises dans les registres de perception et recouvrement visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont les mêmes que ces registres soient établis de manière électronique ou non.

En cas d'établissement des registres de perception et recouvrement visés aux alinéas 1^{er} et 2 de manière électronique, l'origine et l'intégrité du contenu de ces registres de perception et recouvrement sont assurées au moyen de techniques de protection adaptées.

La justification de la dette fiscale doit avoir été portée à la connaissance du redevable au plus tard un mois avant que la dette fiscale ne soit reprise à un registre de perception et recouvrement visé à l'alinéa 1^{er} ou 2, sauf si les droits du Trésor sont en péril, auquel cas elle doit avoir été portée à la connaissance du redevable au plus tard au moment où la dette fiscale est reprise à un registre de perception et recouvrement. Lorsque le redevable n'a pas de domicile connu en Belgique ou à l'étranger, cette justification est adressée au procureur du Roi à Bruxelles.

Moyennant l'accord explicite du redevable, la justification de la dette fiscale peut être portée à sa connaissance exclusivement par voie électronique. Dans ce cas, la mise à disposition par voie électronique vaut valablement notification de la justification de la dette fiscale.

Le Roi détermine les modalités d'application de la procédure visée à l'alinéa 6.

§ 2. Les registres de perception et recouvrement sont formés et rendus exécutoires par l'administrateur général de l'administration en charge de la taxe ou par le fonctionnaire délégué par lui.

Lorsqu'un registre de perception et recouvrement est rendu exécutoire de manière électronique, il est signé par l'administrateur général de l'administration en charge de la taxe ou par le fonctionnaire délégué par lui au moyen :

- d'une signature électronique avancée au sens de l'article 3.11. du Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, ou

- d'une signature électronique qualifiée au sens de l'article 3.12. de ce Règlement.

Le Service public fédéral Finances représenté par le Président du Comité de direction est le responsable du traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil européens du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE, conformément à la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisées par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions, pour le traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre du présent Code.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, les registres de perception et recouvrement ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement visé à l'alinéa 3 et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

§ 3. Aussitôt que le registre de perception et recouvrement est rendu exécutoire, la reprise de la dette fiscale à ce registre est portée à la connaissance du redevable par l'envoi, sous pli fermé, d'un avis de perception et recouvrement, lequel constitue un extrait du registre de perception et recouvrement afférent au redevable concerné et l'informe que la dette fiscale dont il est redevable a été reprise dans un registre de

De belastingschuld kan het voorwerp uitmaken van verbeterende innings- en invorderingsregisters, in het geval van een latere wijziging, om welke reden dan ook, van de bedragen opgenomen in het innings- en invorderingsregister overeenkomstig het eerste lid.

De gegevens opgenomen in de innings- en invorderingsregisters bedoeld in het eerste en tweede lid zijn dezelfde ongeacht of deze registers op elektronische wijze zijn opgemaakt of niet.

Ingeval de innings- en invorderingsregisters bedoeld in het eerste en tweede lid op elektronische wijze worden opgemaakt, wordt de oorsprong en de integriteit van de inhoud van deze innings- en invorderingsregisters verzekerd door middel van geschikte beveiligingstechnieken.

De verantwoordings van de fiscale schuld moet uiterlijk een maand voor de opname ervan in een innings- en invorderingsregister bedoeld in het eerste of tweede lid, ter kennis van de belastingplichtige worden gebracht, behalve indien de rechten van de Schatkist in het gedrang komen. In dat laatste geval moet zij ten laatste op het ogenblik dat de fiscale schuld in een innings- en invorderingsregister wordt opgenomen aan de belastingschuldige ter kennis wordt gebracht. Indien de belastingschuldige geen gekende woonplaats in België of in het buitenland heeft, wordt deze verantwoordings verstuurd naar de procureur des Konings te Brussel.

Mits de uitdrukkelijke toestemming van de belastingschuldige, kan de verantwoordings van de belastingschuld hem uitsluitend ter kennis worden gebracht op elektronische wijze. In dat geval geldt de terbeschikkingstelling op elektronische wijze als rechtsgeldige kennisgeving van de verantwoordings van de belastingschuld.

De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de procedure bedoeld in het zesde lid.

§ 2. De innings- en invorderingsregisters worden opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door de administrateur-generaal van de administratie belast met de taks of door de door hem gemachtigde ambtenaar.

Wanneer eeninnings- en invorderingsregister uitvoerbaar wordt verklaard op elektronische wijze, wordt deze ondertekend door de administrateur-generaal van de administratie belast met de taks of door de door hem gemachtigde ambtenaar door middel van:

- een geavanceerde elektronische handtekening in de zin van artikel 3.11. van de Verordening (EU) n° 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende de elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van richtlijn 1999/93/EG, of

- een gekwalificeerde elektronische handtekening in de zin van artikel 3.12. van deze Verordening.

De Federale Overheidsdienst Financiën vertegenwoordigd door de Voorzitter van het Directiecomité is de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, en in overeenstemming met de wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën in het kader van zijn opdrachten, voor de verwerking van persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de bepalingen van dit Wetboek.

Onverminderd de noodzakelijke bewaring voor de latere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, worden de innings- en invorderingsregisters niet langer bewaard dan nodig voor de doeleinden waarvoor zij zijn opgemaakt met een maximale bewaartermijn die verstrijkt op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de verjaring plaatsvindt van alle handelingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijken bedoeld in het derde lid behoren en, in voorkomend geval, waarin de volledige betaling van alle ermee verbonden bedragen, evenals de definitieve beëindiging van de ermee verbonden procedures en administratieve en gerechtelijke beroepen, is geschied.

§ 3. Van zodra het innings- en invorderingsregister uitvoerbaar wordt verklaard, wordt de opname van de belastingschuld in dit register aan de belastingschuldige ter kennis gebracht door de verzending, onder gesloten omslag, van een innings- en invorderingsbericht, dat een uittreksel is van het innings- en invorderingsregister met betrekking tot de betrokken schuldenaar en hem informeert dat de belastingschuld die

perception et recouvrement en vue de permettre son recouvrement. L'avis de perception et recouvrement fait mention :

- des données d'identification du redevable ;
- de la dette fiscale due par celui-ci, telle que reprise au registre de perception et recouvrement ;
- de la justification de la dette fiscale visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 5 ;
- de la date d'exécutoire du registre de perception et recouvrement auquel l'avis de perception et recouvrement est attaché ;
- de l'administrateur général de l'administration en charge de la taxe ou du fonctionnaire délégué par lui qui a rendu exécutoire le registre de perception et recouvrement auquel l'avis de perception et recouvrement est attaché.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le redevable peut toutefois, moyennant une déclaration explicite dans ce sens, opter pour une réception des avis de perception et recouvrement exclusivement par voie électronique. Dans ce cas, la mise à disposition par voie électronique vaut valablement envoi de l'avis de perception et recouvrement.

Le Roi détermine les modalités d'application de la procédure visée à l'alinéa 2."

Art. 101. Dans le livre III, du même Code, le titre premier, comportant l'article 202², modifié en dernier lieu par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 102. Dans le même Code, l'intitulé du Titre II du Livre III, inséré par la loi du 19 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Titre II. — Prescription et paiement".

Art. 103. Dans l'article 202⁴ du même Code, inséré par l'arrêté royal nr. 63 du 28 novembre 1939 et modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2007, les alinéas 1^{er} à 4 sont abrogés.

Art. 104. L'article 202^{4bis} du même Code, inséré par la loi du 4 août 1986 et modifié en dernier lieu par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 105. L'article 202⁵ du même Code, inséré par la loi du 13 juin 1951 et modifié en dernier lieu par la loi du 27 avril 2016, est abrogé.

Art. 106. L'article 202⁶ du même Code, inséré par la loi du 13 juin 1951 et remplacé par la loi du 15 mars 1999, est abrogé.

Art. 107. L'article 202⁹ du même Code, inséré par l'arrêté royal nr. 63, renuméroté par la loi du 13 juin 1951 et modifié par les lois des 19 décembre 2006 et 26 mars 2018, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 202⁹. § 1^{er}. Les prescriptions, tant pour le recouvrement que pour la restitution du droit, des intérêts et des amendes, sont interrompues de la manière et dans les conditions prévues par les articles 224⁴ et suivants du Code civil. En ce cas, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise deux ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

Toute instance en justice relative à l'établissement, à la perception ou au recouvrement du droit, des intérêts et des amendes, introduite par l'État belge, par le redevable de ces droits, intérêts et amendes, par toute personne tenue à leur paiement en vertu du présent Code, des arrêtés pris pour leur exécution ou du droit commun, suspend le cours de la prescription.

La suspension débute avec l'acte introductif d'instance et se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

§ 2. Les prescriptions, tant pour le recouvrement que pour la restitution des taxes diverses, intérêts et amendes, sont interrompus de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil, à l'exception de l'article 2244, paragraphe 2. En ce cas, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription.

hij verschuldigd is in een innings- en invorderingsregister werden opgenomen met het oog op zijn invordering. Het innings- en invorderingsbericht vermeldt:

- de identificatiegegevens van de schuldenaar;
- de belastingschuld verschuldigd door hem, zoals opgenomen in het innings- en invorderingsregister;
- de verantwoording van de belastingschuld bedoeld in paragraaf 1, vijfde lid;
- de datum van uitvoerbaarverklaring van het innings- en invorderingsregister waaraan het innings- en invorderingsbericht is verbonden;
- de administrateur-generaal van de administratie belast met de taks of door de door hem gemachtigde ambtenaar die het innings- en invorderingsregister waaraan het innings- en invorderingsbericht is verbonden uitvoerbaar heeft verklaard.

In afwijking van het eerste lid kan de belastingschuldige, mits hij een uitdrukkelijke verklaring in die zin aflegt, er evenwel voor opteren om de innings- en invorderingsberichten uitsluitend op elektronische wijze, te ontvangen. In dit geval geldt de aanbieding op elektronische wijze als rechtsgeldige verzending van het innings- en invorderingsbericht.

De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de in het tweede lid bedoelde procedure."

Art. 101. In boek III van hetzelfde Wetboek wordt titel I, die het artikel 202² bevat, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, opgeheven.

Art. 102. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Titel II van Boek III, ingevoegd bij de wet van 19 december 2016, vervangen als volgt:

"Titel II. — Verjaring en betaling".

Art. 103. In artikel 202⁴ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 63 van 28 november 1939 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2007, worden het eerste tot het vierde lid opgeheven.

Art. 104. Artikel 202^{4bis} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1986 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 105. Artikel 202⁵ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 juni 1951 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt opgeheven.

Art. 106. Artikel 202⁶ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 juni 1951 en vervangen bij de wet van 15 maart 1999, wordt opgeheven.

Art. 107. Artikel 202⁹ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 63, vernummers bij de wet van 13 juni 1951 van 28 november 1939 en gewijzigd door de wetten van 19 december 2006 en 26 maart 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 202⁹. § 1. De verjaringen worden, zowel voor de invordering als voor de terugbetaling van de rechten, de interesten en de geldboeten, gestuit op de wijze en onder de voorwaarden voorzien in de artikelen 224⁴ en volgende van het Burgerlijk Wetboek. In dit geval wordt een nieuwe verjaring, die op dezelfde wijze kan worden gestuit, verkregen twee jaar na de laatste stuitingsdaad van de vorige verjaring, indien er geen rechtsgeding aanhangig is.

Elk rechtsgeding met betrekking tot de vestiging, de inning of de invordering van de rechten, de interesten en de geldboeten dat wordt ingesteld door de Belgische Staat, door de belastingschuldige van deze rechten, interesten en geldboeten, door ieder ander persoon die gehouden is tot de betaling ervan op grond van dit Wetboek, de besluiten genomen ter uitvoering ervan of van het gemeen recht, schorst de verjaring.

De schorsing vangt aan met de akte van rechtsingang en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. De verjaringen worden, zowel voor de invordering als voor de teruggave van de diverse taksen, interesten en geldboeten, gestuit op de wijze en onder de voorwaarden voorzien in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, met uitzondering van artikel 2244, paragraaf 2. In dat geval wordt een nieuwe verjaring, die op dezelfde wijze kan worden gestuit, verkregen vijf jaar na de laatste stuitingsdaad van de vorige verjaring.

Toute instance en justice relative à l'établissement, à la perception ou au recouvrement des taxes diverses, des intérêts et des amendes, introduite par l'État belge, par le redevable de ces taxes, intérêts et amendes, par toute personne tenue à leur paiement en vertu du présent Code, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, des arrêtés pris pour leur exécution ou du droit commun, ainsi que par toute autre personne qui a un intérêt né et actuel à agir, suspend le cours de la prescription.

La suspension débute avec l'acte introductif d'instance et se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

§ 3. La renonciation au temps couru de la prescription est assimilée, quant à ses effets, aux actes interruptifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}.

§ 4. Tout acte d'instruction ou de poursuite visé à l'article 22 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale, relatives aux infractions visées aux articles 207 et 207bis, suspend la prescription de l'action en recouvrement du droit, de la taxe, des intérêts et des amendes y afférents.

La suspension débute dès que l'action publique est mise en mouvement et se termine par l'abandon des poursuites pénales, l'extinction de l'action publique ou lorsque le jugement ou l'arrêt est coulé en force de chose jugée pour les infractions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 108. Dans l'article 204³ du même Code, inséré par la loi du 13 août 1947, les mots "des présentes lois coordonnées" sont remplacés par les mots "du présent Code".

Section 5. — Code des droits de succession

Art. 109. Le Livre IIbis du Code des droits de succession, comportant les articles 161 à 162/1, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2017, est abrogé.

Section 6. — Code d'instruction criminelle

Art. 110. Dans l'article 29, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les mots ", du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales" sont insérés entre les mots "aux termes des lois fiscales" et les mots "et des arrêtés pris pour leur exécution".

Art. 111. Dans l'article 46quater, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 1 juillet 2016 et modifié par la loi du 18 septembre 2017, les mots "aux articles 85 et 86 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales," sont insérés entre les mots "Loi générale du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises," et les mots "aux articles 3.15.3.0.1. en 3.15.3.0.2. du Code flamand de la Fiscalité".

Section 7. — Loi domaniale du 22 décembre 1949

Art. 112. L'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, modifié par les lois des 1^{er} juillet 2016 et 25 décembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 3. § 1^{er}. Toute somme due à l'État ou à des organismes d'État dont le recouvrement est poursuivi par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales peut être recouvrée, conformément au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, sur base d'un registre de perception et recouvrement rendu exécutoire ou d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée portant condamnation au paiement de cette somme.

Pour l'application des dispositions qui suivent, on entend par "créance non fiscale" toute somme de nature non fiscale due à l'État ou à des organismes d'État, en principal, intérêts et accessoires, dont le recouvrement est assuré par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales.

Elk rechtsgeding met betrekking tot de vestiging, de inning of de invordering van de diverse taken, de interesten en de geldboeten, ingesteld door de Belgische Staat, door de belastingschuldige van de taken, interesten en geldboeten, door iedere persoon die tot betaling ervan gehouden is krachtens dit Wetboek, het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, van de besluiten genomen ter uitvoering ervan of van het gemeen recht, alsook door iedere persoon die een verkregen en dadelijk belang heeft om in rechte op te treden, schorst de verjaring.

De schorsing vangt aan met de gedinginleidende akte en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 3. Afstand van de op de verjaring verlopen termijn wordt ten aanzien van zijn gevolgen gelijkgesteld met de in paragraaf 1, eerste lid, en in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde stuitingsdaden.

§ 4. Elke daad van onderzoek of van vervolging bedoeld in artikel 22 van de Voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot de overtredingen bedoeld in de artikelen 207 en 207bis schorst de verjaring van de vordering tot invordering van het recht, de taks, de interesten en de erop betrekking hebbende geldboeten.

De schorsing neemt aanvang vanaf het ogenblik dat de strafvordering wordt ingesteld en eindigt wanneer de strafvervolgning wordt stopgezet, de strafvordering uitdooft of wanneer het vonnis of het arrest in kracht van gewijsde is getreden voor de overtredingen bedoeld in het eerste lid."

Art. 108. In artikel 204³ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 augustus 1947, worden de woorden "deze samengeschiedde wetten" vervangen door de woorden "dit Wetboek".

Afdeling 5. — Wetboek der successierechten

Art. 109. Boek IIbis van het Wetboek der successierechten, dat de artikelen 161 tot 162/1 bevat, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, wordt opgeheven.

Afdeling 6. — Wetboek van Strafvordering

Art. 110. In artikel 29, tweede lid van het Wetboek van Strafvordering, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de woorden ", van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen" ingevoegd tussen de woorden "naar luid van de belastingwetten" en de woorden "en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten".

Art. 111. In artikel 46quater, § 1, tweede lid, van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016 en gewijzigd bij de wet van 18 september 2017, worden de woorden "in de artikelen 85 en 86 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen," ingevoegd tussen de woorden "Algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen," en de woorden "in de artikelen 3.15.3.0.1. en 3.15.3.0.2. van de Vlaamse Codex Fiscaliteit".

Afdeling 7. — Domaniale wet van 22 december 1949

Art. 112. Artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949, gewijzigd bij de wetten van 1 juli 2016 en 25 december 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 3. § 1. Elke som, verschuldigd aan de Staat of aan Staatsinstellingen, waarvan de invordering wordt verzekerd door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen, kan, overeenkomstig het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, worden ingevorderd op basis van een uitvoerbaar verklaard innings- en invorderingsregister of van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van deze som.

Voor de toepassing van de hiernavolgende bepalingen wordt verstaan onder "niet-fiscale schuldvordering" elke som van niet-fiscale aard verschuldigd aan de Staat of aan Staatsinstellingen, in hoofdsom, interesten en bijbehoren, waarvan de invordering wordt verzekerd door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen.

§ 2. Sauf lorsque la créance non fiscale fait l'objet d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée portant condamnation au paiement de celle-ci, la créance non fiscale est, en cas de non-paiement, reprise à un registre de perception et recouvrement, lequel constitue le titre exécutoire permettant le recouvrement de la créance non fiscale. Un registre de perception et recouvrement fait mention, pour chaque redevable y repris :

- de ses données d'identification ;
- de la créance non fiscale due par celui-ci, telle que reprise au registre de perception et recouvrement.

La créance non fiscale peut faire l'objet de registres de perception et recouvrement rectificatifs en cas de modification ultérieure, pour quelque cause que ce soit, des montants repris au registre de perception et recouvrement conformément à l'alinéa 1^{er}.

Les données reprises dans les registres de perception et recouvrement visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont les mêmes que ces registres soient établis de manière électronique ou non.

En cas d'établissement des registres de perception et recouvrement visés aux alinéas 1^{er} et 2 de manière électronique, l'origine et l'intégrité du contenu de ces registres de perception et recouvrement sont assurées au moyen de techniques de protection adaptées.

§ 3. Les registres de perception et recouvrement sont formés et rendus exécutoires par le conseiller général compétent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales ou par un fonctionnaire délégué par lui.

Lorsqu'un registre de perception et recouvrement est rendu exécutoire de manière électronique, il est signé par le conseiller général compétent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales ou par un fonctionnaire délégué par lui au moyen :

- d'une signature électronique avancée au sens de l'article 3.11. du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, ou
- d'une signature électronique qualifiée au sens de l'article 3.12. de ce Règlement.

Le Service public fédéral Finances représenté par le Président du Comité de direction est le responsable du traitement au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil européens du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE, conformément à la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisées par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions, pour le traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre du présent Code.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, les registres de perception et recouvrement ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement visé à l'alinéa 3 et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

§ 2. Behalve wanneer de niet-fiscale schuldvordering het voorwerp uitmaakt van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling ervan, wordt de niet-fiscale schuldvordering, in geval van niet-betaling, opgenomen in een innings- en invorderingsregister, dat de uitvoerbare titel vormt waardoor de niet-fiscale schuldvordering kan ingevorderd worden. Een innings- en invorderingsregister vermeldt, voor iedere schuldenaar erin opgenomen:

- zijn identificatiegegevens;
- de belastingschuld verschuldigd door hem, zoals opgenomen in het innings- en invorderingsregister;

De niet-fiscale schuldvordering kan het voorwerp uitmaken van verbeterende innings- en invorderingsregisters, in geval van latere wijziging, om welke reden dan ook, van de bedragen opgenomen in het innings- en invorderingsregister overeenkomstig het eerste lid.

De gegevens opgenomen in de innings- en invorderingsregisters bedoeld in het eerste en tweede lid zijn dezelfde ongeacht of deze registers op elektronische wijze zijn opgemaakt of niet.

Ingeval de innings- en invorderingsregisters bedoeld in het eerste en tweede lid op elektronische wijze worden opgemaakt, wordt de oorsprong en de integriteit van de inhoud van deze innings- en invorderingsregisters verzekerd door middel van geschikte beveiligingstechnieken.

§ 3. De innings- en invorderingsregisters worden opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door de bevoegde adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen of door een door hem gemachtigde ambtenaar.

Wanneer het innings- en invorderingsregister uitvoerbaar wordt verklaard op elektronische wijze, wordt deze ondertekend door de administrateur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van deze niet-fiscale schuldvorderingen of door de door hem gemachtigde ambtenaar door middel van:

- een geavanceerde elektronische handtekening in de zin van artikel 3.11. van de Verordening (EU) n° 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende de elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van richtlijn 1999/93/EG, of
- een gekwalificeerde elektronische handtekening in de zin van artikel 3.12. van deze Verordening.

De Federale Overheidsdienst Financiën vertegenwoordigd door de Voorzitter van het Directiecomité is de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, en in overeenstemming met de wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën in het kader van zijn opdrachten, voor de verwerking van persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de bepalingen van dit Wetboek.

Onverminderd de noodzakelijke bewaring voor de latere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, worden de innings- en invorderingsregisters niet langer bewaard dan nodig voor de doeleinden waarvoor zij zijn opgemaakt met een maximale bewaartermijn die verstrijkt op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de verjaring plaatsvindt van alle handelingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijken bedoeld in het derde lid behoren en, in voorkomend geval, waarin de volledige betaling van alle ermee verbonden bedragen, evenals de definitieve beëindiging van de ermee verbonden procedures en administratieve en gerechtelijke beroepen, is geschied.

§ 4. Aussitôt que le registre de perception et recouvrement est rendu exécutoire, la reprise de la créance non fiscale à ce registre est portée à la connaissance du redevable par l'envoi, sous pli fermé, d'un avis de perception et recouvrement, lequel constitue un extrait du registre de perception et recouvrement afférent au redevable concerné et l'informe que la créance non fiscale dont il est redevable a été reprise dans un registre de perception et recouvrement en vue de permettre son recouvrement. L'avis de perception et recouvrement fait mention :

- des données d'identification du redevable ;
- de la créance non fiscale due par celui-ci, telle que reprise au registre de perception et recouvrement ;
- de la date d'exécutoire du registre de perception et recouvrement auquel l'avis de perception et recouvrement est attaché ;
- du conseiller général compétent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales ou du fonctionnaire délégué par lui qui a rendu exécutoire le registre de perception et recouvrement auquel l'avis de perception et recouvrement est attaché.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le redevable peut, moyennant une déclaration explicite dans ce sens, opter pour une réception des avis de perception et recouvrement exclusivement par voie électronique. Dans ce cas, la mise à disposition par voie électronique vaut valablement envoi de l'avis de perception et recouvrement.

Le Roi détermine les modalités d'application de la procédure visée à l'alinéa 2^o.

Art. 113. L'article 4 de la même loi, remplacé par la loi du 25 décembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 4. En vue du recouvrement des créances non fiscales par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement de ces créances, le conseiller général compétent de cette administration ou un fonctionnaire délégué par lui peut, dans les cas où la situation du débiteur de bonne foi le justifie, conclure avec lui des transactions, sans que le créancier ne doive y consentir."

Art. 114. L'article 5 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016 et modifié par la loi du 25 décembre 2017, est abrogé.

Art. 115. L'article 6 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

Art. 116. L'article 7 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

Art. 117. L'article 8 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

Art. 118. L'article 9 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016 et modifié par la loi du 25 décembre 2017, est abrogé.

Art. 119. L'article 10 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

Art. 120. L'article 11 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

Art. 121. L'article 12 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

Art. 122. L'article 13 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

Art. 123. L'article 14 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

Art. 124. L'article 15 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est abrogé.

§ 4. Van zodra het innings- en invorderingsregister uitvoerbaar verklaard is, wordt de opname van de niet-fiscale schuldvordering in dit register ter kennis gebracht van de schuldenaar door de verzending, onder gesloten omslag, van een innings- en invorderingsbericht, dat een uittreksel is van het innings- en invorderingsregister met betrekking tot de betrokken schuldenaar en hem informeert dat de niet-fiscale schuldvordering die hij verschuldigd is in een innings- en invorderingsregister werden opgenomen met het oog op zijn invordering. Het innings- en invorderingsbericht vermeldt:

- de identificatiegegevens van de schuldenaar;
- de niet-fiscale schuldvordering verschuldigd door hem, zoals opgenomen in het innings- en invorderingsregister;
- de datum van uitvoerbaarverklaring van het innings- en invorderingsregister waaraan het innings- en invorderingsbericht is verbonden;
- de adviseur-generaal van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van deze niet-fiscale schuldvorderingen of door de door hem gemachtigde ambtenaar die het innings- en invorderingsregister waaraan het innings- en invorderingsbericht is verbonden uitvoerbaar heeft verklaard.

In afwijking van het eerste lid kan de schuldenaar, middels een uitdrukkelijke verklaring in die zin, ervoor opteren innings- en invorderingsberichten uitsluitend op elektronische wijze te ontvangen. In dit geval geldt de aanbieding op elektronische wijze als rechtsgeldige verzending van het innings- en invorderingsbericht.

De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de in het tweede lid bedoelde procedure."

Art. 113. Artikel 4 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 25 december 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. Met het oog op de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van deze schuldvorderingen, kan de bevoegde adviseur-generaal van deze administratie of een door hem gemachtigde ambtenaar met hem dadingen treffen, in de gevallen waarin de situatie van de schuldenaar te goeder trouw het rechtvaardigt, zonder dat de schuldeiser hiermee moet instemmen."

Art. 114. Artikel 5 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2017, wordt opgeheven.

Art. 115. Artikel 6 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 116. Artikel 7 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 117. Artikel 8 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 118. Artikel 9 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2017, wordt opgeheven.

Art. 119. Artikel 10 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 120. Artikel 11 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 121. Artikel 12 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 122. Artikel 13 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 123. Artikel 14 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Art. 124. Artikel 15 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt opgeheven.

Section 8. — Loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Art. 125. Dans l'article 30*bis*, § 3, alinéa 11, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifiés en dernier lieu par la loi du 20 juillet 2015, les mots "à l'article 402, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992" sont remplacés par les mots "à l'article 54, § 4, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Art. 126. Dans l'article 30*ter*, § 2, alinéa 11, de la même loi, modifiés en dernier lieu par la loi du 20 juillet 2015, les mots "à l'article 402, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992" sont remplacés par les mots "à l'article 54, § 4, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Section 9. — Loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980

Art. 127. L'article 87 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, remplacé par la loi du 15 mars 1999 et modifié par la loi du 25 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 87. L'Administration générale de l'inspection spéciale des impôts et ses fonctionnaires ont tous les pouvoirs que les dispositions légales et réglementaires en matière d'impôts, droits et taxes attribuent aux administrations générales fiscales du Service public fédéral Finances."

Section 10. — Loi du 18 décembre 1986 habilitant l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales à effectuer le recouvrement des créances non fiscales pour le compte des Communautés, des Régions, ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent

Art. 128. Dans l'article 2 de la loi du 18 décembre 1986 habilitant l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales à effectuer le recouvrement des créances non fiscales pour le compte des Communautés, des Régions, ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent, remplacé par la loi du 1 juillet 2016, l'alinéa 2 est abrogé.

Section 11. — Loi-programme du 9 juillet 2004

Art. 129. L'article 49 de la loi-programme de 9 juillet 2004 est abrogé.

Section 12. — Loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

Art. 130. Dans l'article 116, paragraphe 1^{er}/2, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), inséré par la loi du 10 juillet 2017 et modifié par la loi du 29 mars 2018, les mots "insérée en exécution de l'article 300, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, pour la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 85*bis* du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, pour la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 6 de la loi domaniale du 22 décembre 1949" sont remplacés par les mots "inscrite à l'article 21 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Section 13. — Loi-programme I du 29 mars 2012

Art. 131. Dans l'article 157 de la loi-programme I du 29 mars 2012, modifié par la loi du 13 décembre 2012 et du 11 février 2019, le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Les notaires requis de rédiger l'acte ou le certificat d'hérédité visés à l'article 1240*bis* du Code civil sont personnellement responsables du paiement des dettes dont la déduction est susceptible d'être notifiée conformément à l'article 158, qui sont dues par le *de cujus*, ses héritiers et légataires dont l'identité est mentionnée dans l'acte ou le certificat, ou les bénéficiaires d'une institution contractuelle consentie par le *de cujus* s'ils n'en avisent pas :

1° le service en charge de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique ;

2° le fonctionnaire de l'Administration générale de la documentation patrimoniale désigné par le Roi lorsque la communication de l'avis ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°. Dans ce cas, l'avis est adressé par envoi recommandé."

Afdeling 8. — Wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

Art. 125. In artikel 30*bis*, § 3, elfde lid van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 juli 2015, worden de woorden "in artikel 402, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992" vervangen door de woorden "in artikel 54, § 4, van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Art. 126. In artikel 30*ter*, § 2, elfde lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 juli 2015, worden de woorden "in artikel 402, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992" vervangen door de woorden "in artikel 54, § 4, van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Afdeling 9. — Wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980

Art. 127. Artikel 87 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, vervangen bij de wet van 15 maart 1999 en gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. 87. De Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie en hun ambtenaren hebben alle bevoegdheden die door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake belastingen, rechten en taken worden verleend aan de algemene fiscale administraties van de Federale Overheidsdienst Financiën."

Afdeling 10. — Wet van 18 december 1986 houdende bevoegdverklaring van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen tot invordering van niet-fiscale schuldvorderingen voor rekening van de Gemeenschappen, de Gewesten en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen

Art. 128. In artikel 2 van de wet van 18 december 1986 houdende bevoegdverklaring van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen tot invordering van niet-fiscale schuldvorderingen voor rekening van de Gemeenschappen, de Gewesten en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, vervangen bij de wet van 1 juli 2016, wordt het tweede lid opgeheven.

Afdeling 11. — Programmawet van 9 juli 2004

Art. 129. Artikel 49 van de programmawet van 9 juli 2004 wordt opgeheven.

Afdeling 12. — Wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

Art. 130. In artikel 116, paragraaf 1/2, tweede lid, van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), ingevoegd bij de wet van 10 juli 2017 en gewijzigd bij de wet van 29 maart 2018, worden de woorden "ingevoegd in uitvoering van artikel 300, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het uitvoerend beslag onder derden vervat in artikel 85*bis* van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, het uitvoerend beslag onder derden vervat in artikel 6 van de domaniale wet van 22 december 1949" vervangen door de woorden "vervat in artikel 21 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Afdeling 13. — Programmawet I van 29 maart 2012

Art. 131. In artikel 157 van de programmawet I van 29 maart 2012, gewijzigd bij de wet van 13 december 2012 en 11 februari 2019, wordt paragraaf 1, eerste lid, vervangen als volgt:

"§ 1. De notarissen die verzocht zijn om een in artikel 1240*bis* van het Burgerlijk Wetboek bedoelde akte of attest van erfopvolging op te maken, zijn persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de door de erflater, zijn erfgenamen en legatarissen, waarvan de identiteit vermeld is in de akte of het attest, of de begunstigde van een door de erflater gemaakte contractuele erfstelling, verschuldigde sommen waarvan de verschuldigdheid ter kennis kunnen worden gebracht overeenkomstig artikel 158, indien zij daarvan geen bericht geven aan:

1° de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, op elektronische wijze;

2° de door de Koning aangeduide ambtenaar van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie, wanneer het bericht omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°. In dat geval wordt het bij aangetekende zending verzonden."

Art. 132. Dans l'article 158 de la même loi-programme, modifié par la loi du 13 décembre 2012 et du 11 février 2019, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Avant l'expiration du douzième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avis visé à l'article 157, le receveur de l'Administration générale de la documentation patrimoniale compétent pour le recouvrement de la dette fiscale peut notifier au notaire ayant expédié l'avis, l'existence, dans le chef du de cujus ou d'une autre personne mentionnée dans l'avis, d'une dette fiscale en principal, amendes et accessoires, ainsi que le montant, dans le chef de chaque débiteur, de la dette susvisée :

1° par voie électronique, selon une procédure déterminée par le Roi ;

2° par envoi recommandé, lorsque la communication de la notification ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°, ou lorsque le notaire a adressé l'avis visé à l'article 157, § 1^{er}, par envoi recommandé."

Section 14. — Loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions

Art. 133. Dans l'article 6, § 3, de la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions, remplacé par la loi du 5 septembre 2018, les mots "de l'article 14 de la loi domaniale du 22 décembre 1949" sont remplacés par les mots "de l'article 83 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales".

Section 15. — Loi-programme du 25 décembre 2017

Art. 134. Dans le titre 5, chapitre 3, de la loi-programme du 25 décembre 2017, la section 1^{re}, comportant l'article 152, est abrogée.

Section 16. — Arrêté royal n° 39 du 17 octobre 1980 réglant les modalités d'application de l'article 93*duodecies* du Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 135. L'arrêté royal n° 39 du 17 octobre 1980 réglant les modalités d'application de l'article 93*duodecies* du Code de la taxe sur la valeur ajoutée est abrogé.

Section 17. — Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 136. Dans le chapitre III de l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 sont abrogés :

1° la section V, sous-section III, comportant les articles 164 à 166, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 mai 2017 ;

2° la section XIV, comportant les articles 211 à 219, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 décembre 2007 ;

3° la section XV, comportant les articles 220 à 224.

Section 18. — Arrêté royal du 8 juillet 1970 portant régleme nt général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 137. Dans le titre III du même arrêté, le chapitre IV, comportant les articles 51 et 52, est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Disposition transitoire*

Art. 138. La présente loi n'est pas applicable :

1° à la contrainte administrative en matière de taxe sur la valeur ajoutée qui a été notifiée ou signifiée avant la date de son entrée en vigueur ;

2° à la contrainte administrative en matière de droits et taxes divers qui a été signifiée avant la date de son entrée en vigueur ;

3° à la contrainte administrative en matière de droits de mise au rôle qui a été signifiée avant la date de son entrée en vigueur ;

Art. 132. In artikel 158 van dezelfde programmawet, gewijzigd bij de wet van 13 december 2012 en 11 februari 2019, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"De voor de invordering van de fiscale schuld bevoegde ontvanger van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie, kan aan de notaris die het in artikel 157 bedoelde bericht verzonden heeft, vóór het verstrijken van de twaalfde werkdag volgend op de verzendingsdatum van dat bericht, kennisgeven van het bestaan, lastens de erfflater of een andere persoon vermeld in het bericht, van een fiscale schuld in hoofdsom, boeten en bijbehoren, met opgave voor elk van de schuldenaars van het bedrag van de hiervoor bedoelde schuld:

1° op elektronische wijze, volgens de door de Koning bepaalde procedure;

2° bij aangetekende zending, wanneer de mededeling van de kennisgeving omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°, of wanneer de notaris het bericht bedoeld in artikel 157, § 1, verzonden heeft bij aangetekende zending."

Afdeling 14. — Wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën in het kader van zijn opdrachten

Art. 133. In artikel 6, § 3, van de wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën in het kader van zijn opdrachten, vervangen bij de wet van 5 september 2018, worden de woorden ", van artikel 14 van de domaniale wet van 22 december 1949" vervangen door de woorden ", van artikel 83 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen".

Afdeling 15. — Programmawet van 25 december 2017

Art. 134. In titel 5, hoofdstuk 3, van de programmawet van 25 december 2017, wordt afdeling 1, die artikel 152 omvat, opgeheven.

Afdeling 16. — Koninklijk besluit nr. 39 van 17 oktober 1980 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 93*duodecies* van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 135. Het koninklijk besluit nr. 39 van 17 oktober 1980 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 93*duodecies* van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt opgeheven.

Afdeling 17. — Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 136. In hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden opgeheven:

1° afdeling V, onderafdeling III, die de artikelen 164 tot 166 omvat, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 2017;

2° afdeling XIV, die de artikelen 211 tot 219 bevat, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 2007;

3° afdeling XV, die de artikelen 220 tot 224 bevat.

Afdeling 18. — Koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 137. In titel III van hetzelfde besluit wordt hoofdstuk IV, dat de artikelen 51 en 52 omvat, opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepaling*

Art. 138. Deze wet is niet van toepassing:

1° op het administratieve dwangbevel inzake belasting over de toegevoegde waarde dat ter kennis werd gebracht of werd betekend voor de datum van haar inwerkingtreding;

2° op het administratieve dwangbevel inzake diverse rechten en taksen dat betekend werd voor de datum van haar inwerkingtreding;

3° op het administratieve dwangbevel inzake rolrechten dat betekend werd voor de datum van haar inwerkingtreding;

4° à la contrainte administrative en matière de créances non fiscales qui a été notifiée ou signifiée avant la date de son entrée en vigueur ;

5° aux créances fiscales et non fiscales reprises dans un rôle, un rôle spécial ou un registre de perception et recouvrement rendus exécutoires avant la date de son entrée en vigueur ;

6° aux créances fiscales et non fiscales, autres que celles dont la perception et le recouvrement sont assurés en application de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, ayant faisant l'objet d'une décision judiciaire portant condamnation à leur paiement coulée en force de chose jugée avant la date de son entrée en vigueur.

CHAPITRE 5. — Entrée en vigueur

Art. 139. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : K54-3625.
Compte rendu intégral : 4 avril 2019.

4° op het administratieve dwangbevel inzake niet-fiscale schuldvorderingen dat ter kennis werd gebracht of werd betekend voor de datum van haar inwerkingtreding;

5° op fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen opgenomen in een kohier, een bijzonder kohier of een innings- en invorderingsregister, uitvoerbaar verklaard voor de datum van haar inwerkingtreding;

6° op fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, andere dan deze waarvan de inning en de invordering verzekerd zijn in toepassing van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, die het voorwerp hebben uitgemaakt van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot hun betaling, voor de datum van haar inwerkingtreding.

HOOFDSTUK 5. — Inwerkingtreding

Art. 139. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2020.

De Koning kan voor iedere categorie van schuldvordering een vroegere datum van inwerkingtreding bepalen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken: K54-3625.
Integraal verslag: 4 april 2019.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/41053]

7 AVRIL 2019. — Arrêté royal désignant les organisations centralisatrices et les points de contact uniques au regard du point de contact central des comptes et contrats financiers

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès du fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt, telle que modifiée par la loi du 7 novembre 2018, les articles 2, 6° et 7, alinéa 2 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation du 12 septembre 2018, réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis du Corps interfédéral de l'Inspection des finances auprès du SPF Finances, donné le 31 juillet 2018 ;

Vu l'avis du Corps interfédéral de l'Inspection des finances auprès du SPF Justice, donné le 29 octobre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2018 ;

Vu l'avis n° 65.231/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, concluant à l'irrecevabilité de la demande d'avis ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/41053]

7 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot aanwijzing van de centraliserende organisaties en van de unieke contactpunten t.a.v. het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest, zoals gewijzigd bij wet van 7 november 2018, artikel 2, 6° en artikel 7, tweede lid;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse van 12 september 2018, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de het Interfederaal Korps van de Inspectie van financiën bij de FOD Financiën, gegeven op 31 juli 2018;

Gelet op het advies van het Interfederaal Korps van de Inspectie van financiën bij de FOD Justitie, gegeven op 29 oktober 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2018;

Gelet op het advies nr. 65.231/2 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waaruit blijkt dat de aanvraag om advies onontvankelijk was;